

**Antoine Izambard  
Pierre Gastineau**

# **LES ESPIONS DU PRÉSIDENT**



**Secrets et échecs  
du renseignement  
sous Macron**

  
**Albin Michel**

Antoine Izambard  
et Pierre Gastineau

# LES ESPIONS DU PRÉSIDENT

Albin Michel



© Éditions Albin Michel, 2025

ISBN : 978-2-226-50777-8

*Ce document numérique a été réalisé par [Nord Compo](#).*

# Abréviations et sigles

## **Algérie**

DGDSE : Direction générale de la documentation et de la sécurité extérieure. Chargée du renseignement extérieur.

## **Allemagne**

BND : Bundesnachrichtendienst. Chargé du renseignement extérieur.

## **Chine**

CAST : Académie chinoise de technologie spatiale.

MSE (ou Guoanbu) : ministère de la Sécurité de l'État. Chargé du renseignement extérieur.

## **États-Unis**

CIA : Central Intelligence Agency. Chargée du renseignement extérieur.

## France

AFA : Agence française anticorruption.

ANFR : Agence nationale des fréquences.

ANSSI : Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information. Gendarme de la cybersécurité.

BQR : Bulletin quotidien de renseignement. Document adressé chaque jour au président de la République et qui synthétise les notes des services de renseignement.

CIAE : Centre interarmées des actions sur l'environnement.

CNES : Centre national d'études spatiales.

CDSN : Conseil de défense et de sécurité nationale.

CEMA : Chef d'état-major des armées.

CEMP : Chef de l'état-major particulier du président de la République.

CNCTR : Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement. Gendarme des écoutes.

CNRLT : Coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme. Elle dépend de l'Élysée.

COS : Commandement des opérations spéciales.

CPCO : Centre de planification et de conduite des opérations.

DGA : Direction générale de l'armement.

DGSE : Direction générale de la sécurité extérieure.

DGSI : Direction générale de la sécurité intérieure.

DGPN : Direction générale de la police nationale.

DLPAJ : Direction des libertés publiques et des affaires juridiques du ministère de l'Intérieur.

DNRED : Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières. Service de renseignement du ministère de l'Économie chargé du renseignement douanier.

DNRT : Direction nationale du renseignement territorial (ex-SCRT).

DRM : Direction du renseignement militaire.

DRPP : Direction du renseignement de la préfecture de police de Paris.

DRSD : Direction du renseignement et de la sécurité de la défense (chargée de la contre-ingérence militaire).

DST : Direction de la surveillance du territoire. Service fondé en 1944 et dissous en 2008 au moment de la création de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), laquelle a fusionné la DST et les Renseignements généraux (RG), avant d'être remplacée en 2014 par la DGSI.

GON : Groupement des opérations numériques du Centre interarmées des actions sur l'environnement (CIAE).

PNOR : Plan national d'orientation du renseignement. Feuille de route qui définit les priorités des services de renseignement français pour plusieurs années.

PR : président de la République.

SDAO : Sous-direction de l'anticipation opérationnelle.

SGDSN : Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale.

SISSE : Service de l'information stratégique et de la sécurité économique. Basé à Bercy.

SNRP : Service national du renseignement pénitentiaire.

Tracfin : Traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins. Service de renseignement du ministère de l'Économie chargé de l'antiblanchiment.

13<sup>e</sup> RDP : 13<sup>e</sup> régiment de dragons parachutistes.

Viginum : Service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères.

## **Israël**

Mossad : Service chargé du renseignement extérieur.

## **Ukraine**

GUR : Service de renseignement militaire.

## **Royaume-Uni**

MI6 : Secret Intelligence Service (SIS). Chargé du renseignement extérieur.

## **Russie**

FSB : Service de renseignement intérieur.

FSO : Service de protection des communications gouvernementales.

GRU : Service de renseignement militaire.

MVD : ministère de l'Intérieur.

SVR : Service de renseignement extérieur.

## **Rwanda**

NISS : National Intelligence and Security Agency. Services secrets du Rwanda.

## **Turquie**

MIT : Millî İstihbarat Teşkilatı. Service de renseignement extérieur.

## **Autres**

CE : Contre-espionnage.

CT : Contre-terrorisme.

DO : Direction des opérations.

DRO : Direction de la recherche et des opérations.

H : Unité chargée du contre-espionnage à la DGSI.

La Boîte : Surnom de la DGSE.

OSINT : Open source intelligence ou renseignement d'origine sources ouvertes.

Secteur N : Ancienne division chargée de l'Afrique à la DGSE.

SA : Service action de la DGSE.

# Prologue

24 février 2022, 4 heures du matin. Emmanuel Macron se fait réveiller par un appel sur son téléphone sécurisé. Au bout du fil, son aide de camp, fébrile, l'informe que les forces armées russes sont entrées en Ukraine. Vladimir Poutine vient de l'annoncer à la télévision russe via un court message. Le chef de l'État français vit sa plus grave crise depuis son élection en 2017. La grande histoire frappe à la porte du plus jeune président de la V<sup>e</sup> République, le premier à ne pas avoir accompli son service militaire, mais probablement celui qui aura le plus aimé la compagnie des espions.

Selon le récit qu'en fait la cellule diplomatique, l'escouade de diplomates placés auprès du président pour mettre en musique sa politique étrangère, c'est un de ses membres qui a le premier informé l'aide de camp pour lui demander de réveiller le chef de l'État. Cela grâce à un SMS nocturne d'un diplomate français en poste à Moscou qui vient de regarder le discours de Poutine.

En réalité, le président s'est endormi en connaissant l'inéluctable. L'épisode n'a jamais été raconté : quelques heures avant, la Direction du renseignement militaire (DRM) a transmis à l'état-major particulier du président, l'organe militaire logé à l'Élysée, une note se fondant sur de l'imagerie satellite détaillant les ultimes mouvements de troupes en prévision de l'offensive qui vient. Au soir du 23 février,

parmi les militaires et les espions du Château, on comprend que l'inévitable va se produire dans les heures qui viennent.

Au matin du 24, après ce réveil musclé, Emmanuel Macron convoque aussitôt un conseil de défense, le temps de mettre en branle tous les services régaliens de l'État et d'établir un premier état des lieux. Les conseillers du président sont sur le pont, certains encore sous le choc. Les militaires en poste au Château se souviennent encore d'une conseillère diplomatique, trentenaire, totalement décontenancée, répétant dans les couloirs : « Je n'ai jamais vu une crise pareille. »

Se réunissent dès 9 h 30, assis face au président et à son secrétaire général Alexis Kohler : le Premier ministre Jean Castex et son directeur de cabinet Nicolas Revel, le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, la ministre des Armées Florence Parly, le chef d'état-major Thierry Burkhard. À gauche du président se tiennent ses conseillers diplomatique (Emmanuel Bonne) et militaire (Jean-Philippe Rolland). En bout de table à sa droite, le chef des services secrets, Bernard Émié, est également présent. Les participants sont quasiment au coude à coude et occupent tout l'espace du PC Jupiter. Après 70 mètres de descente sous l'Élysée, ce petit bunker antiatomique, inaccessible aux personnes non pourvues d'une habilitation de sécurité, est le cénacle des réunions les plus secrètes de la République.

Pour le président, il faut frapper fort, l'heure est à « la plus grande sévérité » selon ses termes. Derrière l'allure martiale du chef de l'État – aucun des présents ne mise alors un kopeck sur une résistance de l'Ukraine de plus de quelques jours –, il s'agit surtout de laver un double affront majeur. D'une part, l'offensive de Vladimir Poutine sape l'intense effort diplomatique mené depuis 2018 d'un

jeune président qui pensait pouvoir charmer un ancien colonel du KGB devenu le maître du Kremlin. D'autre part, au-delà du chef de l'État, c'est aussi une immense gifle à tout l'appareil régalien français dont il convient de restaurer l'honneur, tant ce dernier s'était persuadé que Poutine ne mènerait pas une guerre d'invasion de l'Ukraine. Cela à rebours de toutes les données partagées par le renseignement américain, dont le président se méfie, mais aussi des signaux faibles transmis par plusieurs pays alliés d'Europe de l'Est, mieux renseignés sur la Russie que la France. Celle-ci les voit encore comme des « paranoïaques antirusse », pour reprendre une expression entendue alors d'un ancien directeur du renseignement militaire.

L'ordre de bataille tactique russe est pourtant intercepté par les États-Unis, selon nos informations, le 18 février. À partir de là, le Kremlin décide quand il le souhaite de donner son « go » final pour entrer dans le pays. Mais encore le 20, le 21, le 22, le 23, Paris veut se persuader que Poutine ne le fera pas. Les ultimes conseils de défense avant l'offensive du 24 concluent eux aussi que le président russe n'ira pas – « L'Ukraine est un trop gros morceau pour la Russie », y entend-on. Puisque c'est l'intime conviction du Château, les chefs du renseignement chargés d'apporter leur concours se mettent aussi au diapason. Dans les services de renseignement, ce jour-là, certains ont relu Charles Péguy : « Il faut toujours dire ce que l'on voit ; surtout, il faut toujours, ce qui est plus difficile, voir ce que l'on voit. » Ici, rien de moins qu'une invasion à grande échelle.

Ce 24 février 2022, l'Élysée, qui présidait alors le Conseil européen, rêvant de grandeur en Asie pacifique, se voit brutalement rattrapé par une guerre d'une intensité folle à 1 000 kilomètres des frontières de l'Hexagone. Dans l'entourage du président, on comprend plus ou moins vite que le <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle européen se joue

maintenant. L'Histoire frappe à la porte, le recours à la force redevient une option légitime. Le message se fait entendre du Moyen-Orient jusqu'en Chine. Des pays longtemps perçus comme secondaires, tels l'Algérie ou l'Azerbaïdjan, se mettent soudain à infliger de sévères baffes aux services français. Infiltrations, subversions, sabotages, raids clandestins : tous les coups sont permis entre empires renaissants. La météo géopolitique vire au violent orage, c'est un temps parfait pour les espions du président.

De Moscou à Alger en passant par Téhéran, Paris, Pékin ou Niamey, voici nos révélations sur l'histoire secrète du renseignement sous Emmanuel Macron <sup>1</sup>.

1.

# Le président qui aimait les espions

## **Féru du Bureau des légendes**

Ce 15 octobre 2018, plus de deux cents invités ont été conviés à l'Élysée pour un dîner de gala donné à l'occasion de la venue en France du président sud-coréen Moon Jae-in. Il y a là les chefs Pierre Sang et Pierre Hermé, les ex-ministres de François Hollande Fleur Pellerin et Jean-Vincent Placé, ou encore le président du Conseil constitutionnel Laurent Fabius. Avant de porter un toast en l'honneur de son hôte, Emmanuel Macron salue ses convives rassemblés dans la salle des fêtes du palais et s'attarde avec l'un d'eux. Il s'agit d'Alex Berger, le producteur de la série à succès *Le Bureau des légendes*.

Le président le prend par le bras, fronce les sourcils, et demande à son interlocuteur pourquoi la DGSE a pu visionner en avance la quatrième saison, diffusée une semaine plus tard sur Canal+, et lui non. Dans la foulée, le chef de l'État appelle son épouse – « Brigitte, viens voir » –, qu'il présente comme une inconditionnelle des aventures de Malotru et Phénomène. Le lendemain, l'intégralité de la saison 4 sera envoyée par coursier à l'Élysée. Emmanuel Macron

recevra aussi en cadeau une chaise du tournage au dossier floqué des initiales « PR », pour « président de la République ». En retour, le chef de l'État adressera une lettre de remerciement au producteur, dans laquelle il clamera sa passion pour « *Le Bureau* ». Dans la même veine, après la diffusion d'une émission consacrée au renseignement français, le « PR » s'était ému auprès d'un de ses conseillers de n'avoir été qu'à peine nommé, alors qu'il avait le sentiment d'en avoir fait beaucoup pour ses espions.

« Le renseignement, au mieux ça ne sert à rien, au pire c'est un nid à emmerdements. » La formule a mal vieilli. Elle est de Jacques Chirac, qui avait mis en garde, en 2002, Pierre de Bousquet de Florian, lorsqu'il l'a nommé patron de la Direction de la surveillance du territoire (DST, aujourd'hui DGSI, Direction générale de la sécurité intérieure). Hasard de la vie politique, c'est ce dernier que choisira Emmanuel Macron, quinze ans plus tard, pour coordonner le renseignement français.

Loin de Jacques Chirac et de François Mitterrand, qui n'éprouvaient que méfiance et mépris pour leurs espions, et dans le sillage de Nicolas Sarkozy puis de François Hollande, davantage décomplexés sur le sujet, Emmanuel Macron est probablement le président de la V<sup>e</sup> République qui aura montré le plus d'appétence pour la matière. « Il n'avait que 8 ans au moment du *Rainbow Warrior* [le navire de l'ONG Greenpeace saboté en 1985, en Nouvelle-Zélande, par la DGSE], cela aide », glisse un ancien maître-espion, un chef du renseignement, du président.

## **L'ex-banquier d'affaires qui comprend les espions**

À première vue, rien ne prédisposait ce jeune président à la trajectoire fulgurante, énarque et banquier d'affaires très inséré dans le milieu intellectuel parisien, à se prendre d'affection pour le monde plus tortueux de l'espionnage... Ce tropisme présidentiel est illustré par les chiffres. L'enveloppe budgétaire allouée à l'ensemble des services est ainsi passée de 2,4 à 3,1 milliards d'euros entre 2017 et 2023. Quant aux effectifs, ils ont crû de 13 % durant le premier quinquennat (+ 10 % pour la DGSE, + 20 % pour la DGSI ou encore + 25 % pour la DRSD, chargée de la contre-ingérence militaire). De la même manière, la trajectoire suivie par l'exécutif est de porter le budget de la défense française à 64 milliards d'euros en 2027, soit le double de ce qu'il était en 2017.

C'est également sous la présidence Macron, qui a suivi les chantiers au plus près, qu'ont été actés les très onéreux déménagements des sièges de la DGSE et de la DGSI, respectivement au Fort Neuf de Vincennes en 2031 et à Saint-Ouen en 2029. « Nous savons ce que nous vous devons », a d'ailleurs lancé à l'adresse des agents de la DGSI, le 11 mars 2025 à Saint-Ouen, le chef de l'État, venu inaugurer en personne le futur quartier général du renseignement intérieur. Il convient également de noter la présence à l'Élysée ou dans les cabinets ministériels d'un nombre plus important de personnes passées par la DGSE, à l'image de Patrice Faure, directeur de cabinet d'Emmanuel Macron, de Franck Paris, conseiller Afrique du chef de l'État de 2017 à 2023, ou encore de Patrick Pailloux, directeur de cabinet du ministre des Armées Sébastien Lecornu.

Ce penchant présidentiel a été perceptible dès son élection. Alors que ses prédécesseurs n'y sont que très peu voire jamais allés, Emmanuel Macron a gratifié la DGSE d'une visite dans le trimestre qui a suivi son intronisation. L'une de ses premières décisions a ainsi été de transformer une Coordination nationale du renseignement en nette perte de vitesse. Rebaptisée Coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme (CNRLT), la structure passe de six à trente personnes, délaissant les bureaux étroits du 14, rue de l'Élysée pour le vaste hôtel de Marigny, célèbre pour accueillir en résidence les chefs d'État étrangers invités par la France. « C'était beaucoup, mais on ne voulait pas non plus créer un truc énorme et refaire les Irlandais de Vincennes<sup>1</sup> », fait valoir un pilier du renseignement des années Macron.

## « Dédiplomatisez-moi tout ça ! »

À leur grande surprise, les agents de la CNRLT, qui n'avaient que peu de retours de leur production par François Hollande, voient leur revenir chaque semaine des dizaines de notes griffonnées du feutre bleu présidentiel : « Me proposer un plan », « Mesures d'entrave possibles ? », « Quelle localisation exacte ? »... La frénésie élyséenne est telle qu'un fichier de suivi est créé pour tenir compte des demandes du président, et des réponses qui y sont apportées.

Et malheur à celui qui veut en remonter sur le sujet au président. Lors d'un point, un conseiller se lançant dans une vaste analyse géostratégique bardée d'obscurs acronymes (P5, E3, etc.) – un trait caractéristique du milieu – s'était vu vertement répondre : « Oh, votre bataille navale, là, ça va deux minutes. » De même, agacé de voir les sujets stratégiques engoncés dans le jargon

diplomatique, nombreux sont ceux qui ont vu apparaître un message du « PR » sur leurs téléphones, aussi court qu'efficace : « Dédiplomatisez-moi tout ça ! » Une formule illustrant aussi son aversion pour la corporation diplomatique, coupable à ses yeux de ne jamais monter au front, le président leur préférant les espions, les militaires et les préfets perçus comme plus opérationnels.

Pour les différents services de renseignement, qui savent l'appétit du chef de l'État, le fait de figurer dans le « BQR » (bulletin quotidien de renseignement) devient dès 2017 un véritable enjeu. Tous les soirs, à 19 heures précises, une pochette rouge comprenant une page recto verso rédigée par la CNRLT et les notes les plus importantes des services (celles de la DGSI sont bleues, celles de la DGSE jaunes) est apportée dans le salon doré et déposée sur le bureau du président. « On voit que le renseignement intéresse le plus haut sommet de l'État, qu'on est lu, ce qui n'est pas toujours le cas, notamment de la part des ministres, ça a boosté tout le monde », se remémore enthousiaste un cadre des services, en poste à l'époque. Un haut fonctionnaire familier du sujet confirme : « Avant 2017, le BQR n'était pas publié certains jours, sans raisons réelles, et on pouvait y lire des conneries. Et puis il était réservé uniquement aux services du premier cercle<sup>2</sup>. Sous Macron, le deuxième cercle a pu faire parvenir des notes au président. »

Ce retour en force de la CNRLT, qui était presque devenue une coquille vide sous le précédent quinquennat, traduit aussi la volonté présidentielle de se prémunir contre la guerre des services qui avait battu son plein au moment des attentats de 2015. Ainsi, lors de l'une des toutes premières réunions de la CNRLT, Emmanuel Macron avait envoyé son directeur de cabinet, Patrick Strzoda, mettre en garde les patrons des principaux services français présents : « C'est très simple, celui qui fait des cachotteries, il saute », avait lâché sans

sommation l'ancien directeur de cabinet de Bernard Cazeneuve à Beauvau.

La CNRLT montre néanmoins ses limites, car elle n'a pas de vocation opérationnelle. Il n'est ainsi pas rare de voir le directeur de la DGSE faire remonter directement des dossiers au « PR », oubliant d'en informer au préalable son coordonnateur du renseignement. De même, la Direction du renseignement militaire peut le contourner en passant par le chef de l'état-major particulier du président (CEMP).

Cette particularité, renforcée par le fait que la CNRLT ne contrôle pas les budgets des services, fait qu'elle n'a, in fine, pas de véritables cartes à jouer face à eux. Il y va ainsi par exemple de l'épineux sujet des ressources humaines, qui reste l'apanage des services. De même, au lendemain de l'élection de 2017, l'exécutif imaginait que la CNRLT inclurait davantage dans ses missions les dimensions cyber et influence, mais les services ont veillé sur leurs prérogatives en la matière.

## **Les téléphones bannis des conseils de défense**

Sous Emmanuel Macron, c'est surtout un autre cénacle qui va prendre de l'épaisseur : le Conseil de défense et de sécurité nationale (CDSN). Cette instance rassemblant les huiles sécuritaires françaises, dont les réunions sont devenues hebdomadaires après l'attentat de Nice du 14 juillet 2016, a été consolidée. Alors que sous le précédent quinquennat, la plupart des CDSN (à l'exception de certains consacrés au nucléaire ou au renseignement) étaient organisés au premier étage de l'Élysée, dans le salon vert, il a été décidé à l'élection d'Emmanuel Macron qu'ils se tiendraient

dorénavant dans un endroit nettement plus sécurisé, à l'abri des oreilles indiscrètes : le PC Jupiter.

Cet abri antiatomique, niché dans les sous-sols du palais et comportant une cage de Faraday, a accueilli en mai 2017 le premier CDSN du quinquennat Macron. « Contrairement à ce qui se pratiquait avant, il nous avait été demandé de laisser nos téléphones à l'entrée, dans une boîte, confie l'un des participants. Certains, comme Pierre de Villiers [chef d'état-major des armées], avaient râlé, mais le vrai scandale était surtout que depuis l'affaire Snowden, nous continuions à venir en CDSN avec nos téléphones. » Une décision judicieuse, d'autant que quatre ans plus tard l'affaire Pegasus révélera que plusieurs dirigeants français avaient été ciblés par le renseignement marocain. De façon plus occasionnelle, certains CDSN sont également hébergés à l'hôtel de Marigny, siège de la CNRLT, où une cage de Faraday a également été installée durant le premier quinquennat Macron. Rapidement, face à l'appétence du nouveau pouvoir pour ces sujets, il fut décidé de faire un point tous les trois ou quatre mois en CDSN pour voir si les choix présidentiels ont été bel et bien exécutés.

Ces derniers s'appuient sur une véritable machinerie administrative : l'ordre du jour d'un CDSN est commandé par l'Élysée environ un mois avant sa tenue. Plusieurs documents préparatoires, uniquement sous forme papier, sont préparés par le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), basé à l'hôtel des Invalides, qui a la charge de préparer ces CDSN. Un motard du SGDSN habilité au secret-défense fait plusieurs fois la navette entre l'hôtel des Invalides et le palais de l'Élysée avant qu'un texte compris entre 50 et 100 pages soit entériné. En cas de CDSN convoqué en urgence par le président, les délais sont nettement plus courts et le SGDSN n'a que quelques heures pour rassembler auprès

des différents services de l'État les éléments indispensables à ce cénacle stratégique. L'instance est aussi l'occasion pour le PR de distribuer bons et mauvais points aux services.

## **Colère présidentielle**

Ces réunions top secret permettent également d'appréhender la pensée stratégique du président. Plusieurs personnalités interrogées soulignent sa grande méfiance vis-à-vis de l'espionnage économique américain ou chinois. Et son entêtement sur d'autres sujets.

Certains gardent ainsi en mémoire comment le chef de l'État a chahuté le malheureux Guillaume Poupard, patron du gendarme de la cybersécurité (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, ANSSI). De retour d'un voyage en Israël, le président avait missionné ce dernier pour bâtir le Beer Sheva français, en référence au célèbre Campus Cyber public-privé israélien implanté dans le désert du Néguev. La copie présentée en conseil de défense par Guillaume Poupard quelques mois plus tard, en 2019, sera étrillée par Emmanuel Macron qui s'emportera contre un projet « statocentré », trop tourné vers l'État et pas assez vers le secteur privé, et enjoindra au polytechnicien de se rendre à Beer Sheva. La deuxième mouture, davantage conforme aux desiderata présidentiels, sera la bonne.

La communauté du renseignement a également pu constater les demandes très opérationnelles du président. À son arrivée au pouvoir, en 2017, le quadragénaire considère aussi que le dispositif français de lutte contre l'immigration illégale a des trous dans la raquette. Stupéfait que la DGSE ne dispose que de deux officiers à Belgrade pour superviser l'ex-Yougoslavie, zone de transit

déterminante dans les flux de migration depuis le Moyen-Orient, Emmanuel Macron avait très clairement demandé à son directeur, Bernard Émié, que le service se réoriente sur les Balkans. « L'Élysée estimait que l'on n'était pas bon sur les filières clandestines, les réseaux de passeurs... », confie un haut fonctionnaire.

C'est ainsi qu'une structure secrète baptisée « Polias » est créée. Hébergée au siège de la DGSE, boulevard Mortier, elle a réuni tous les quinze jours durant plus de deux ans une quinzaine de personnes appartenant à différents services (DGSI, DRM, Office central pour la répression de l'immigration irrégulière et de l'emploi d'étrangers sans titre...). C'est dans ce cadre que d'audacieuses opérations ont été « montées » sur le dossier : la DGSE a ainsi recruté et financé des Kurdes candidats à l'immigration depuis la Syrie. Une fois parvenus en Europe à leurs risques et périls via une des filières d'immigration illégale turques, ils ont ensuite été débriefés par les espions français, leur révélant ainsi le circuit, les noms des intermédiaires passeurs, les hôtels de transit... Autant d'informations qui ont permis à l'État de mener des opérations d'entrave.

Adeptes de ce type de structures archisécètes et des hommes qui y naviguent, Emmanuel Macron s'est aussi appuyé sur un personnage central, spécialiste des missions les plus sensibles. Un homme dont le rôle rappelle celui tenu par François de Grossouvre<sup>3</sup> auprès de François Mitterrand ou de Jacques Foccart<sup>4</sup> avec le général de Gaulle.

2.

## Monsieur Paul

### **Trois ans de négociations secrètes**

24 février 2022, Moscou envahit l'Ukraine. Vladimir Poutine affirme vouloir « dénazifier » la totalité du pays. Les chars russes foncent sur Kiev. L'offensive d'une échelle inédite en Europe depuis 1945 court du nord au sud de la frontière commune entre les deux pays et mobilise tous les corps d'armée russes. Emmanuel Macron s'était persuadé qu'il pourrait empêcher la guerre, mais il a présumé de ses forces de séduction, tandis que ses services de renseignement n'ont pas cru à la guerre qui venait. Histoire d'enfoncer le clou, le Kremlin ferme les écoutilles : le conseiller diplomatique de Vladimir Poutine, Iouri Ouchakov, ne prend plus au téléphone son alter ego français, Emmanuel Bonne. Les deux présidents se parlent néanmoins encore sporadiquement : le Français veut absolument mener une médiation entre les deux parties, il veut « en être ». D'abord le Kremlin est réticent, puis se laisse convaincre : « D'accord, fais venir ton conseiller Paul Soler. »

Le rôle dans cette odyssée secrète du conseiller personnel d'Emmanuel Macron n'a jamais été relaté. Sitôt le feu vert du Kremlin donné, ce dernier s'envole dans la plus stricte confidentialité à Moscou, via Istanbul. Paul Soler est au Kremlin à la mi-mars 2022. Il y rencontre le conseiller diplomatique du président russe, mais aussi le patron du service de renseignement militaire (GRU), Igor Kostioukov, qu'il connaît déjà. Le but est de jeter les bases d'une négociation secrète de près de trois ans qui n'aura jamais transpiré dans la presse.

En parallèle, le contact est pris avec l'équipe du président ukrainien Volodymyr Zelensky et ses services de renseignement. Des rounds de discussions démarrent. L'urgence est à l'exportation de céréales, poumon économique de l'Ukraine et denrée vitale pour de nombreux pays de la région. La fin de l'importation de blé pourrait augurer des disettes dans plusieurs pays africains et du Proche-Orient. Pour que l'Ukraine puisse faire transiter ses vraquiers gorgés de blé, il faut que Moscou desserre son étau naval dans la mer Noire. Des plans de partage sont échafaudés, chaque point GPS de passage des navires dûment annoté par chaque partie. Le 22 juillet, à Istanbul, est signé un accord russo-ukrainien sous parrainage de l'ONU prévoyant la libre circulation des céréaliers en mer Noire, Moscou recevant en échange l'assurance que ses exportations de céréales et d'engrais ne seront pas placées sous sanctions. La diplomatie turque prend toute la lumière de la réussite de la négociation, Paris reste dans l'ombre.

En parallèle, ces mêmes négociateurs, auxquels se joignent progressivement les États-Unis, discutent dès la mi-mars d'un possible cessez-le-feu. Un plan est proposé dès avril 2022. Mais, rassérénés par la résistance surprise de leurs troupes sur le terrain, les envoyés ukrainiens le refusent. Chauffés à blanc par la diplomatie

britannique, ils croient possible une contre-offensive rapide pour reprendre les territoires occupés par la Russie. Peine perdue.

Cette diplomatie secrète de Paris, qui tente de trouver des convergences entre les équipes de Volodymyr Zelensky et celles de Vladimir Poutine, va néanmoins continuer pendant trois ans. Et c'est Paul Soler qui a été envoyé, chaque fois, à ces sessions de l'ombre entre Russes et Ukrainiens, tantôt pour tenter d'échafauder des cessez-le-feu, tantôt pour participer aux négociations d'échanges de prisonniers entre les deux pays. D'Istanbul à Astana, en passant par Abu Dhabi, elles ont permis de maintenir vaille que vaille un lien entre Paris et les deux belligérants. Côté russe, les envoyés réguliers sont le vice-ministre des Affaires étrangères Sergey Vershinin (ou Sergueï Verchinine) ou encore Mikhail Bogdanov, un autre vice-ministre des Affaires étrangères chargé de l'Afrique et du Moyen-Orient, qui étaient déjà ceux à la manœuvre en Syrie pour soutenir Bachar al-Assad. Pour la partie ukrainienne, ce sont les ministres des Affaires étrangères successifs, Dmytro Kuleba puis Andriy Sybiha, qui ont surtout animé les pourparlers. Du côté des espions, le chef du renseignement militaire russe, Igor Kostyoukov, y a rencontré Kyrylo Boudanov, à la tête du GUR, son pendant ukrainien.

L'épilogue de ces trois années de discussions secrètes se jouera au Ritz-Carlton de Riyad, le 22 mars 2025. Les délégations ukrainiennes, russes et américaines s'activent en tous sens pour préparer les pourparlers lancés par Donald Trump. La France n'a pas été conviée à la table, au grand dam de son président. Néanmoins, parmi la foule de diplomates et d'envoyés spéciaux, la silhouette élyséenne qui se distingue, alternant entre les équipes des belligérants, est encore celle de Paul Soler. La session voulue par le nouveau président américain lui laisse un goût amer : ce que

l'administration Trump s'approprié désormais avec la proposition de cessez-le-feu en mer Noire représente trois années de son travail.

## « **Who the hell is Paul Soler ?** »

Comment un « simple » capitaine des forces spéciales a-t-il pu se retrouver au cœur des négociations les plus stratégiques à l'initiative de Paris ces dernières années ? Pendant longtemps, la question a taraudé nombre de diplomates étrangers, qui s'en sont parfois épanchés auprès de l'un des auteurs de ces lignes. Un diplomate occidental s'était ainsi écrié : « *Who the hell is Paul Soler ?* » Un membre de la précédente administration américaine de Joe Biden tentait : « *He is kind of Macron's NSA, right ?* », comme est désigné le conseiller à la sécurité nationale de la Maison-Blanche, le *national security advisor*. Paul Soler a aussi été présenté par Emmanuel Macron à un actuel responsable américain comme son « conseiller diplomatique opérationnel », par contraste avec Emmanuel Bonne, qui dirige la cellule diplomatique de l'Élysée et a le titre de « conseiller diplomatique ». Pour des responsables émiratis interrogés, qu'il fréquente depuis au moins 2016, il est « le vrai envoyé », celui avec lequel on parle des « vrais sujets ». Quant à divers interlocuteurs libyens, ils l'appellent tout simplement « Monsieur Paul » depuis fin 2016, un surnom qui a depuis fait florès dans tous les pays arabes qu'il a traversés.

Mais en cette fin mars 2025, parmi les Ukrainiens, Russes et Américains présents à Riyad, comme pour les responsables du Mossad (renseignement extérieur israélien) ou du Qatar avec qui il a participé aux négociations entourant la guerre de Gaza et les otages français sur place, la question ne se pose plus : il est l'envoyé

personnel d'Emmanuel Macron, point. Celui que le « PR » envoie dans les tractations les plus ardues et les plus secrètes, aux quatre coins du globe.

Le parcours est inédit, de toute la V<sup>e</sup> République : un capitaine du 13<sup>e</sup> régiment de dragons parachutistes (13<sup>e</sup> RDP), une unité des forces spéciales, expert en missions de renseignement derrière les lignes ennemies, se retrouve ainsi au cœur de la machine élyséenne.

## **La rencontre qui change tout**

Deuxième semestre 2016, troisième étage du siège du néo-parti En Marche. La campagne présidentielle bat son plein. Le candidat Emmanuel Macron reçoit sans cesse diplomates et consultants pour monter en compétence sur les sujets internationaux. Comme une étrange concordance des temps avec la brûlante actualité franco-algérienne, le thème du jour est l'Algérie et le Sahel. Autour du candidat et de son influent conseiller, le jeune Ismaël Emelien, ont pris place autour de la table l'ancien ambassadeur de France à Alger, Xavier Driencourt, l'ex-fonctionnaire des ministères des Armées et des Affaires étrangères devenu consultant, François-Aïssa Touazi, ainsi que le diplomate Aurélien Lechevallier. Aujourd'hui directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot, ce dernier n'est à l'époque que conseiller diplomatique de la Ville de Paris. Cet énarque, issu de la même promotion que le chef de l'État et l'un des premiers à avoir rejoint sa campagne, a emmené un jeune officier prometteur, Paul Soler.

Les diplomates exposent au candidat leurs vues sur la puissance algérienne, son influence au Sahel, etc. Invité à parler en dernier, le commando douche quelque peu l'ambiance : l'armée du pays est un

tigre de papier. Non seulement Alger n'est pas capable d'intervenir à l'extérieur de ses frontières, mais elle peine déjà à le faire à l'intérieur, dans son grand Sud. Le reste n'est que littérature.

Après un silence, la discussion reprend puis chacun part vaquer à ses occupations. Connaissant le goût de son patron pour les analyses disruptives et assénées froidement, Ismaël Emelien prend le numéro de téléphone de Paul Soler. Rappelé dans la foulée, Soler reverra dès le lendemain le candidat et son directeur de cabinet, Jean-Marie Girier. Le trio évoquera l'Algérie, le Sahel, la Libye, le Proche-Orient, l'Ukraine... Une équipe vient de se créer. Le militaire des forces spéciales commence à rédiger des notes pour le candidat.

Fait inédit, eu égard à la tradition militaire française : sa hiérarchie ne lui mettra pas de bâtons dans les roues, mais favorisera au contraire son intégration dans la sphère politique. Ses supérieurs dans les forces spéciales, Bertrand Toujouse et Laurent Isnard, lui donnent leur bénédiction. Avec un intérêt bien compris : un gradé qui a été en poste à cette période confie que « le Commandement des opérations spéciales (COS) jalouse alors la gendarmerie nationale, qui a su si bien se tisser un réseau d'admirateurs et d'affidés dans le monde politique », actionnable au moindre coup de grisou budgétaire ou réglementaire. Le COS, lui, est bardé de médailles, mais n'a, jusqu'à cette date, aucun relais au plus haut niveau.

## **Coup libyen**

Sitôt l'élection passée, Paul Soler rejoint la présidence, accueilli d'abord comme chargé de mission au sein du bureau du chef de l'état-major particulier du président (CEMP), Bernard Rogel, avec

déjà une feuille de route établie. Ce sera d'abord la Libye, le terrain qu'il connaît le mieux, alors secouée par la guerre civile. C'est d'ailleurs toujours sous ce titre d'« envoyé spécial pour la Libye » qu'il est inscrit sur le site internet de l'Élysée. Soler active alors ses contacts dans chaque camp en présence. Le 25 juillet 2017, les deux leaders d'une Libye déchirée, le Tripolitain Fayez Sarraj et l'homme fort de la Cyrénaïque, Khalifa Haftar, se serrent la main à La Celle-Saint-Cloud, en banlieue parisienne, devant un président français qui savoure ce coup diplomatique signé Soler. Pour le président, l'homme a les qualités du parfait *missus dominicus* : en bon ancien des forces spéciales, il ne déblatère pas dans les dîners en ville et s'avère prêt à s'envoler dans la minute pour répondre à une demande du chef. Signe de cette discrétion : à cette époque, il est mal identifié dans les réseaux mondains parisiens, assimilé un peu vite aux autres électrons libres de l'Élysée, ces profils de « mavericks », de jeunes chiens fous que le président affectionne, comme le chargé de mission Alexandre Benalla et l'ex-DGSE Ludovic Chaker. Lorsque l'affaire qui porte le nom du garde du corps éclatera à l'été 2018, Soler, devenu indispensable au président, ne deviendra pas radioactif.

Pour traiter le dossier libyen, Paul Soler a dû prendre langue avec les différents acteurs engagés discrètement dans la guerre civile libyenne : Égyptiens, Émiratis, Russes et Américains. Ce carnet d'adresses chez tous ces joueurs régionaux s'avérera utile pour les dossiers sur lesquels le président français le missionnera ensuite, en particulier la Syrie puis l'Ukraine. Chaque fois, s'y côtoient toujours les mêmes protagonistes, discrets diplomates américains, habiles financiers émiratis et roués maîtres-espions russes.

## **Au cœur du chaudron ukrainien**

Lorsqu'il est mobilisé par le président sur le dossier russo-ukrainien, en réalité, Paul Soler connaît déjà bien le terrain ukrainien. Une carrière au sein des forces spéciales est toujours difficile à retracer dans son entièreté, tant les CV sont marqués du sceau du secret. D'anciens de son régiment de commandos, se confiant, relatent néanmoins qu'il a bien effectué lui-même une mission dans le pays. Le patron de la Direction du renseignement militaire (DRM) d'alors, et ancien chef du corps du 13<sup>e</sup> RDP, Christophe Gomart, l'avait envoyé en Ukraine début 2014, aux prémices des événements de la place Maïdan, « voir ce que les Russes y font ». Les satellites espions français avaient alors détecté des mouvements suspects de troupes.

La mission ne sera pas de tout repos et vaudra aux 007 français une décoration du ministre de la Défense de l'époque, Jean-Yves Le Drian. L'itinéraire exact est complexe à remonter, mais le groupe du 13<sup>e</sup> RDP dont fait partie Soler ira en voiture jusqu'en Crimée, se fera arrêter brièvement avant de repartir et assistera en direct à la prise de la région. L'escouade y verra ce qui marquera une génération d'officiers occidentaux : des dizaines, voire des centaines de soldats russes sans insignes ni matricules – un stratège américain les fera passer à la postérité sous le nom de « petits hommes verts » – allant par convois entiers prendre les villes de tout l'est de l'Ukraine, sans aucune déclaration de guerre, sans mot dire et sans ménagement. Ces envoyés du Kremlin plongeront dans la sidération les espions de Paris, Londres ou Washington qui n'avaient rien vu venir. Une expérience utile quand il s'agira de comprendre très tôt, en février 2022, que Poutine est parti pour « finir le travail ».

## Otages à Gaza

Après le 7 octobre 2023, Paul Soler doit se dédoubler : le président lui demande de couvrir, tout en suivant le dossier ukrainien, celui, sensible, des otages français retenus par le Hamas à Gaza. Après plus de quinze mois de négociations secrètes, notamment à Paris, les détenus commencent à être libérés. Une des familles remerciera même Paul Soler pour son implication personnelle dans son communiqué de presse.

Son rôle de plus en plus visible conduit l'Élysée à le faire monter au créneau auprès d'une sphère médiatique intriguée par le personnage, dans le but d'éclairer sur l'action discrète de la France dans certains dossiers ou de déminer de potentielles polémiques. Il est en parallèle envoyé au front pour « traiter » les différents « influenceurs » qui veulent avoir leur mot à dire sur la politique étrangère de l'Élysée (Bernard-Henri Lévy, Caroline Fourest, etc.) mais aussi les sociétés de sécurité et de renseignement d'affaires actives dans les zones d'intérêt de Paris. Ces opérateurs privés, naviguant à la frontière des enjeux régaliens, peuvent être des sources de remontées d'information alternatives aux services officiels et peuvent permettre de faire quelques coups informels.

Au fur et à mesure du temps, ce rôle hybride, hors cadre et évanescent, a suscité des jalousies chez de plus en plus de hauts fonctionnaires, attachés aux organigrammes bien définis. Résultat, avec les autres grands commis de l'État sur les dossiers sensibles, ça passe ou ça casse. Les relations sont estimées fluides avec Nicolas Lerner, patron de la DGSE, et le chef d'état-major du président jusqu'à fin juillet 2025, Fabien Mandon, chacun comprenant ce qu'un tel électron libre peut aider à débloquer. Ce fut plus rugueux avec

Bernard Émié, qui se voulait lui aussi le « diplomate parallèle » du président.

Avec les diplomates, les relations aussi sont fraîches, tant ils ont le sentiment que Paul Soler a marché, de la Libye à la Russie, frôlant l'Iran et son opposition, sur leurs plates-bandes. Un ancien responsable pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient du Quai d'Orsay l'a eu si mauvaise qu'il en a même démissionné. D'autres ont préféré ravalier leur aigreur et l'ont au contraire utilisé pour faire remonter des infos plus rapidement au « PR ». Des luttes d'influence qui, parfois, se font au risque de nourrir un grand flou artistique alors que les menaces ne manquent pas.

In fine, dans le sillage de Jacques Foccart sous les présidents gaullistes ou de François de Grossouvre sous François Mitterrand, ce type de personnage hors cadre n'émerge que quand le président de la République éprouve le besoin de disposer de ses propres canaux, loin d'une administration du secret qu'il estime lente à réagir, voire qu'il sent rétive à ses initiatives – le fameux « État profond », ce concept utilisé par le président de la République qui prévoit que certaines institutions aient leur propre agenda et entravent les volontés de Jupiter.

Il n'est ainsi pas anodin de constater que la période où Paul Soler est sur tous les fronts (Ukraine, Gaza, Libye, etc.) coïncide avec le moment où le président multiplie les critiques contre la DGSE et son directeur, coupables à ses yeux de n'avoir pas anticipé l'offensive russe en Ukraine, les coups d'État en Afrique, et contre le ministère des Affaires étrangères, taxé de verbiage et d'inefficacité.

3.

## L'échec russe du président

### **La stratégie de Brégançon**

La médiation secrète menée à partir de la mi-mars 2022 entre Russes et Ukrainiens par Paul Soler vise aussi à faire oublier le double affront que Paris a essuyé face à la Russie quelques semaines auparavant. L'offensive de Vladimir Poutine sur Kiev a surpris la France, et a mis en porte-à-faux le président français. De Londres à Washington, en passant par Varsovie et Riga, c'est la confirmation de ce qui se murmurait depuis des semaines : le jeune président s'est fait rouler dans la farine par l'ancien colonel du KGB devenu le maître du Kremlin.

Car la guerre intervient après que l'Élysée a mené pendant cinq ans un intense effort diplomatique pour se concilier les faveurs de Moscou. Il s'agissait de trouver une nouvelle « architecture de sécurité européenne », une initiative qui a conduit l'État entier à baisser les armes pour trouver un chemin de discussion. Au risque de se retrouver fort dépourvu lorsque la guerre fut venue.

19 août 2019. Fort de Brégançon (Var). « Vous avez un teint superbe », lance un Vladimir Poutine goguenard au président français et à son épouse dont le bronzage est perceptible. Le couple présidentiel et l'ex-espion soviétique qui dirige la Russie depuis 1999 sont manifestement heureux de se retrouver et rivalisent de sourires appuyés. « La Russie est européenne, très profondément » et elle doit se « réarrimer à l'Europe », défend le chef de l'État qui acte officiellement, ce jour-là, sa nouvelle tactique : assumer de dialoguer de nouveau et franchement avec Moscou. Et qu'importe si de nombreux diplomates et experts voient cela d'un mauvais œil.

Emmanuel Macron, qui a été particulièrement choqué par le piratage mené par des hackers russes contre son équipe de campagne en 2017, espère par ce revirement stratégique rallier la Russie sur certains dossiers, tels que la Syrie ou l'Ukraine. « Il n'y avait pas d'angélisme de sa part, confie un de ses vieux compagnons de route. Le PR était plus que lucide sur la menace russe, c'était aussi pour cela qu'il avait tenu à ce que Vladimir Poutine aperçoive, lors de sa venue à Brégançon, la frégate *Languedoc* patrouiller aux abords du fort. Mais en même temps, il pensait pouvoir obtenir des concessions du Kremlin. » Sans succès.

Dans les semaines qui suivent la visite varoise de Vladimir Poutine, l'Élysée s'active : Pierre Vimont, diplomate chevronné et ancien directeur de cabinet de Dominique de Villepin au Quai d'Orsay, est nommé « envoyé spécial pour l'architecture de sécurité et de confiance avec la Russie ». Bien qu'il confie en privé être « sceptique » sur les chances de succès d'une telle mission, cet ex-ambassadeur à Washington se démène pour « mettre en place un canal de désescalade » avec Moscou. Il se rend en Pologne, en Finlande, dans les pays baltes ; et partout, même en Allemagne, il constate que l'initiative présidentielle est mal perçue, peu comprise

et qu'elle agace, car les partenaires européens n'y ont pas été associés et l'estiment vouée à l'échec.

## **« On était chez les fous »**

Dans l'administration française, c'est également le branle-bas de combat. Le 15 novembre 2019, à peine trois mois après l'entrevue de Brégançon, l'ambassadeur pour le numérique, Henri Verdier, conduit à Moscou une délégation tricolore XXL composée du directeur de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), Guillaume Poupard, et de plusieurs représentants des ministères des Affaires étrangères, du Renseignement et de la Justice. L'équipe française rencontre les principaux responsables de la politique de cyberdéfense russe – dont l'ambassadeur spécial pour la sécurité de l'information Andreï Kroutskikh – secondés par des cadres du ministère de l'Intérieur (MVD), du service russe de renseignement intérieur, le FSB, et du service de la sécurité présidentielle, le FSO.

Porteur d'un message d'apaisement, Henri Verdier déclare à la presse russe que les cyberattaques ayant visé en 2015 la chaîne française de télévision TV5 Monde et la campagne d'Emmanuel Macron en 2017 n'ont pas été attribuées officiellement par la France... Geste d'ouverture, alors que des éléments concordants avaient pourtant conduit plusieurs sociétés de cybersécurité à désigner APT28 (ou Fancy Bear), une équipe de hackers liée au renseignement militaire russe, le GRU.

Cette « tragicomédie », selon les mots d'un participant au voyage, se répétera un an plus tard, à Paris cette fois, avec la venue d'une délégation russe d'une quinzaine de personnes, dont des

membres du FSB, menée par Andreï Kroutskikh. Une réunion sera notamment organisée au Quai d'Orsay, le 9 septembre 2020, en présence d'Henri Verdier et de Guillaume Poupard, lequel se verra demander par l'exécutif de tenir un discours « constructif » à la partie russe, par exemple en lui présentant les contours du futur Campus Cyber. « On était chez les fous, se souvient un haut fonctionnaire français. Les Russes étaient agressifs comme jamais, surtout en cyber où ils nous attaquaient de toutes parts, et nous, on devait dire que tout allait bien. »

Symbole de cette intenable position élyséenne : en novembre 2020, après avoir déterminé que des hackers liés au renseignement militaire russe ont mené une cyberattaque contre des administrations en France, le secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), Stéphane Bouillon, se rend à Moscou. Plus d'un an après la mise en place du protocole de désescalade établi à Brégançon, le responsable français vient ainsi sermonner la partie russe. Il se heurte à un mur et au sourire de son homologue Nikolai Patrouchev, patron du conseil de sécurité nationale russe.

Ce proche de Vladimir Poutine et ancien patron du FSB lui signifiera son étonnement et demandera à son interlocuteur de lui fournir « des preuves ». Ce que ne fera pas Paris pour ne pas permettre à Moscou de comprendre comment la France avait réussi à confondre la Russie. Un jeu de dupes traditionnel entre espions. Au même moment, la presse américaine révélait aussi une cyberattaque d'ampleur orchestrée par le groupe Cozy Bear lié au renseignement extérieur russe contre plusieurs administrations fédérales aux États-Unis.

## **« Pas un agent de la DGSE qui considère que la Russie n'est pas une menace »**

Au sein du renseignement français, beaucoup ont l'impression, à cette époque, que l'Élysée « navigue à vue ». Quelques mois avant Brégançon, l'adoption du Plan national d'orientation du renseignement (PNOR) en avait déjà offert un exemple saisissant. Alors que la tentative d'empoisonnement de l'ex-espion russe Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia par des officiers du GRU, en mars 2018 au Royaume-Uni, avait provoqué un tollé planétaire, à rebours de nombreux gouvernements occidentaux, l'exécutif français n'avait pas réagi outre mesure publiquement et les services de renseignement s'étaient montrés partagés quant au degré de menace globale de la Russie pour notre pays.

Selon nos informations, l'édition 2018 du PNOR, une somme de plus de cinq cents pages classifiées « très secret », adoptée tous les cinq ans et dont le but est d'orienter le travail des services, faisait de la Russie une menace moins systémique que la Chine. « Le contexte n'était absolument pas celui post-invasion de l'Ukraine de 2022, fait valoir un pilier sécuritaire. Le régime chinois était aussi très agressif et dans plus de domaines que Moscou. »

C'est aussi la période où l'on voyait dans certains bureaux de Balard, siège parisien des états-majors des trois armées, et notamment dans des unités spécialisées sur le monde russe, des drapeaux, croix orthodoxes et autres babioles à la gloire de la grande Russie. S'accrochant au très fort et traditionnel sentiment antiaméricain, les narratifs du Kremlin sur la défense de la chrétienté avaient imprégné certains pans de l'institution militaire, en particulier dans l'armée de terre. Après le déclenchement de la guerre, on verra

nombre de galonnés à la retraite – dits de deuxième section – venir sur les plateaux de télévision expliquer à quel point la Russie a été agressée par l'OTAN ces dernières années, qu'elle ne fait que se défendre, voire qu'Ukrainiens et Russes ne forment qu'un même peuple, et que ce sont les États-Unis qui sont d'abord à blâmer pour avoir fait croire aux Ukrainiens qu'ils pourraient être un peuple libre.

Cette imprégnation des récits de propagande russe fait relativiser les déclarations de Sébastien Lecornu, le ministre des Armées, affirmant le 6 mars 2025 sur France Inter : « Vous n'avez pas un agent de la DGSE, pas un officier d'état-major, actuellement en France, qui considère que la Russie n'est pas une menace. » Certains n'ont pas pour autant effacé leurs tatouages à la gloire de la Russie trois ans plus tard...

Au sein de la communauté française du renseignement, le débat pré-invasion se résume à des analyses antagonistes entre certains, à l'image de Thierry Matta, puissant et inamovible numéro deux de la DGSI, formé à l'école du contre-espionnage soviétique, pour qui la menace russe est au-dessus de tout, et d'autres, diplomates et spécialistes du contre-terrorisme, qui ont collaboré sur le sujet avec les services de Moscou, qui se montrent plus conciliants.

Ironie de l'histoire, alors que le patron de la DGSI, Laurent Nuñez, souhaitait son départ, Thierry Matta sauvera son poste avec l'affaire Skripal, grâce à sa connaissance profonde des rouages du renseignement russe. Le directeur de la recherche et des opérations (DRO) de la DGSI avait notamment contribué par sa fine expertise à expulser du territoire français les espions russes les mieux infiltrés.

L'apparition du Covid-19 a aussi fragilisé la stratégie pro-russe d'Emmanuel Macron. Les rencontres entre les différentes parties ont été plus espacées, voire inexistantes. Ainsi, la cheffe du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), Claire

Landais, qui était à la manœuvre pour permettre ce dialogue franco-russe, n'a pas été reçue, en 2020, par son homologue, le patron du conseil de sécurité nationale russe, Nikolai Patrouchev. Une humiliation pour la haut fonctionnaire que ce dernier avait accueillie avec un bouquet de fleurs à la main quelques mois plus tôt.

## **Escalade « anglo-saxonne » contre retenue continentale**

Lorsque la tension monte autour de l'Ukraine, Paris se retrouve ainsi en porte-à-faux. En octobre 2021, les services de renseignement américains et britanniques informent leurs alliés européens de « la possibilité d'une intervention russe en Ukraine ». Les alertes se font plus précises et de plus en plus documentées à partir de la mi-janvier 2022. À Paris, plutôt que sur les informations elles-mêmes, l'exécutif se braque surtout sur l'émetteur : une administration Biden affaiblie veut « faire le coup de l'Irak », comme le croiront nombre de généraux, pour se refaire et empêcher de trouver une « architecture de sécurité européenne avec la Russie ». Au sein du club informel qui réunit responsables du renseignement américains, britanniques, allemands, italiens et français – c'est le coordonnateur national du renseignement Laurent Nuñez qui représente la France –, rien n'y fait. Les informations venues de Washington, qui prédisent une guerre gagnée en quinze jours par Moscou, sont qualifiées d'« intéressantes » par les Français mais ils arguent qu'il n'y a pas de *smoking gun*, de preuve irréfutable. Paris est suivi par Berlin, dont l'analyse est polluée par sa crainte de voir son approvisionnement en gaz coupé en cas de conflit avec la Russie.

Les services français se perdent en conjectures sur l'origine de l'information : la Maison-Blanche a-t-elle une source au Kremlin ? Les agences américaines ne répondront jamais à cette question qui obsède les services français. Une anecdote remonte à la surface : rencontré il y a quelques années dans un troquet du II<sup>e</sup> arrondissement de Paris, un ancien haut cadre du MI6, les services secrets britanniques, se confiait sur les capacités américaines en Russie. Lorsqu'il avait été chargé de la coopération avec les États-Unis, il avait assisté à une réunion dans les années 2000 sollicitée par son service avec les experts Russie de la CIA. Les Britanniques étaient très fiers d'annoncer aux Américains qu'ils avaient recruté une taupe au sein du conseil de sécurité nationale russe, qui leur transmettait les comptes rendus de réunion. Pour le MI6, c'était un très joli coup. Les espions américains leur avaient alors répondu : « Oui, on sait, il travaille déjà pour nous », ajoutant « et on peut vous le dire, c'est aussi le cas de plusieurs autres membres du conseil de sécurité russe ». Les Britanniques en étaient restés sans voix, mesurant alors la différence de moyens sur la Russie des deux côtés de l'Atlantique. Cela signifiait également que malgré la guerre globale contre le terrorisme dans laquelle elle était lancée et dans laquelle la Russie était une alliée, la CIA n'avait jamais relâché l'effort, presque par réflexe, sur ce qui avait présidé à sa naissance au début de la guerre froide : recruter des taupes russes.

Le problème reste qu'en matière de renseignement il n'y a que rarement de *smoking gun*. Et qu'aurait été cette preuve irréfutable ? Même quand le directeur de la CIA William Burns a déclassifié des pans entiers de ce que ses services estiment des plans russes d'invasion fin janvier, ce n'était pas assez pour les responsables français.

Au point que certains dans l'appareil d'État, convaincus de longue date de la menace russe, ont commencé à se demander ce qui serait le pire pour les tenants de la ligne « Poutine bluffe » : que l'Ukraine soit envahie, ou, *horresco referens*, que les « Anglo-Saxons » aient raison ? Lorsque des services des pays alliés d'Europe de l'Est, renseignés plus intimement sur la Russie que la France, alertent à leur tour, on les a renvoyés eux aussi *mezzo voce* à leur « paranoïa antirusse »...

Car à l'Élysée, vaille que vaille, l'heure est à la stratégie de désescalade. « On nous aurait reproché de ne pas avoir essayé la voie diplomatique », dira à des proches le président. Maintenir le lien à tout prix pour éviter une guerre qu'Américains, Britanniques et Ukrainiens savent inéluctable. À ce titre, la conversation téléphonique entre Emmanuel Macron et Volodymyr Zelensky le 22 février, moins de quarante heures avant l'attaque, captée par la caméra de Guy Lagache pour son documentaire *Un président, l'Europe et la guerre* consacré à la cellule diplomatique en ces heures fatidiques, illustre, avec le recul, le dialogue de sourds entre les deux analyses. Devant ses conseillers, le président français demande à son homologue ukrainien dans une forme interrogative négative, comme pour se le confirmer : « Donc tu ne crains pas une attaque massive dans les prochaines heures ou demain ? » Un ange passe avant que la réponse du leader ukrainien ne fuse : « Pour être honnête avec toi, Emmanuel, cela fait des semaines qu'on ne cesse de vous dire qu'elle aura lieu ! »

## « L'Élysée voulait du sang sur les murs »

Autant dire qu'au petit matin du 24 février, à l'Élysée, c'est la gueule de bois. La stratégie de désescalade n'a pas marché, Vladimir Poutine n'ayant cure d'être mis au ban de l'Occident. Il a pris ses assurances avec le nouveau parrain eurasiatique, la Chine.

Trois ans après, certains grognards du président n'arrivent toujours pas à s'expliquer le choix de la guerre, et se contentent d'un « c'est un acte de folie de Vladimir Poutine », sans pouvoir imaginer que d'autres calculs, une autre rationalité, peuvent exister dans la tête du président russe. Et que lui-même a pu se faire intoxiquer par ses propres services, dans un classique « complexe du dictateur », bien connu en renseignement : les services chargés des remontées d'information n'osent plus faire parvenir de notes contredisant l'analyse du tsar, donc tout le système se met en branle comme si le « régime nazi » de Kiev allait tomber en trois jours.

L'invasion russe de l'Ukraine a porté l'estocade finale à la « stratégie de Brégançon ». Vexé de n'avoir pu jouer un rôle de médiateur historique auprès du maître du Kremlin, le président demande à ses services, dans l'ombre, d'agir avec la plus grande « sévérité » et de « punir » la Russie. Le tout en lançant une initiative de médiation secrète (voir [chapitre 2](#)). C'est ainsi qu'au soir du 24 février, une réunion est organisée en urgence à l'hôtel de Marigny, siège de la Coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme. Présidée par le commissaire Hugues Bricq, numéro deux de la CNRLT, elle rassemble des représentants de la DGSE, de la DGSI, de la DRSD, de Tracfin et du Trésor. L'objectif est clair : trouver des cibles côté russe et les sanctionner le plus durement possible. Cette prise de décision montre au passage

qu'il n'y avait pas de « plan B » déjà prêt avant l'attaque russe sur Kiev du 24 février. Très vite, il est décidé que la sous-direction du contre-espionnage (surnommée « H » en interne) de la DGSI, épaulée par l'agence de lutte contre le blanchiment de capitaux Tracfin, prenne la main dans le ciblage des avoirs russes.

« L'Élysée voulait du sang sur les murs, témoigne un haut fonctionnaire. On devait très vite identifier une liste de Russes ayant du patrimoine en France et qui pouvaient donc être impactés par les sanctions. » Une liste de 200 noms est arrêtée en conseil de défense, le lundi 28 février. Elle comprend de nombreux oligarques, comme le roi de l'aluminium Oleg Deripaska ou encore Roman Abramovitch, ex-proprétaire du club de football Chelsea FC, des diplomates, ainsi que des personnalités appréciées de l'establishment parisien, tel Vladimir Iakounine – l'ancien patron des chemins de fer russes (RZD) –, et des gens du Dialogue franco-russe, une association mondaine très sensible aux narrations du Kremlin.

Puis, la machinerie tricolore va s'enrayer. Les équipes du Trésor font remarquer que plusieurs secteurs français, comme la métallurgie, vont pâtir de ces sanctions. C'est également le cas du logisticien Gefco, détenu à 75 % par les chemins de fer russes. Bercy biffe alors de nombreux noms et veut avoir le dernier mot s'agissant de la liste finale qui sera proposée au président. Sauf que Nicolas Lerner, à la tête de la DGSI, aussi. Plusieurs listes différentes parviendront ainsi à la CNRLT. En fin de compte, de 200 noms, on passe à 50, avec des pontes comme Iskander Makhmudov, à la tête d'un empire minier, qui disparaissent du dernier listing.

« C'était un peu n'importe quoi, Bercy a rayé beaucoup de personnes, qui ont ensuite été remises par les pays baltes lors des discussions au niveau de l'Union européenne », poursuit la même

source. Problème également, pour monter un dossier de sanctions au niveau européen, il est impossible de s'appuyer sur des documents classifiés : en cas de contestation d'une mise sous sanctions, il faut en effet pouvoir justifier des éléments devant les cours de justice européennes. Il est alors demandé en urgence à certains services, dont la DGSE, d'étayer les demandes via des techniques de renseignement en sources ouvertes (OSINT). Ce sont 24,9 milliards d'euros d'avoires privés russes qui seront finalement gelés à l'échelle des 27.

Cette volonté de taper du poing sur la table se répercute aussi sur les obligés de Paris, avec là encore plus ou moins de sagacité. Ainsi, quelques semaines après le début de la guerre, Bernard Émié organise une réunion avec le petit service de renseignement de Monaco. En des termes à peine voilés, il reproche à la principauté de trop fermer les yeux sur la présence d'argent sale russe et d'accueillir nombre d'oligarques désormais indésirables. Un peu estomaqués, ceux-ci répondent au grand service français qu'il ferait mieux de regarder sur son territoire : les oligarques les plus proches du Kremlin ne sont pas installés à Monaco, passé maître dans l'art de faire traîner les procédures de résidence pour lasser les prétendants. Pour paraphraser le slogan de François Ruffin, à Monaco, on prend l'argent, pas les gens. Mais ils ont trouvé refuge, comme Roman Abramovitch et d'autres, du côté français de la Riviera, où ils n'ont jusque-là jamais trouvé porte close. Il va falloir que les Français revoient leur copie.

## Renseignement militaire traumatisé

Du côté du renseignement et de l'armée, en ce 24 février, tout le monde n'est pas prêt. Si le Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) s'est, à rebours du reste de l'administration, mis en fonctionnement renforcé dès le 20 février, la cellule de crise opérationnelle des armées n'a, elle, été activée qu'après le tout début du conflit, non sans difficultés<sup>1</sup>. Ayant ces vingt dernières années dirigé ses efforts de formation d'analystes vers le Moyen-Orient et le Sahel, malgré un bref sursaut après l'invasion du Donbass en 2014, la cellule a eu du mal à s'étoffer en urgence de spécialistes de la zone. De plus, Paris s'est trouvé confronté à une stratégie russe défiant son anticipation : les jeunes analystes rompus aux méthodes de guerre hybride n'ont été dans les premières heures que peu opérants face à des techniques pour la plupart héritées des manuels de stratégie militaire soviétiques. Au fur et à mesure des jours, la Direction du renseignement militaire (DRM) a dû rappeler certains experts en « soviétologie » pour muscler son analyse.

Ce service sort traumatisé par l'épisode. Alors qu'il a renforcé ses effectifs dès 2021 sur la zone Russie/Ukraine, il a l'impression d'avoir bien fait son travail : récolter des renseignements d'intérêt militaire, les analyser et alerter sur les mouvements de troupes russes. En témoignent les notes envoyées à l'Élysée et à l'état-major en amont de l'attaque. Pourtant, la concomitance des événements en Ukraine avec la brutale éviction de son directeur, Éric Vidaud, le 30 mars, après seulement un an à ce poste, installe une autre musique. Si celui-ci a d'abord été évincé par le chef d'état-major des armées, Thierry Burkhard, en accord avec l'Élysée, pour son manque d'allant à diriger son service, la perception est désastreuse. Un mois et demi après le déclenchement d'une guerre dont la communauté du

renseignement est accusée d'avoir minimisé le risque, le service est étêté. Beaucoup à la DRM ont alors l'impression de « s'être pris une balle perdue à la place d'autres ».

Il faudra toute l'énergie de son successeur, Jacques Langlade de Montgros, pour remettre la DRM d'aplomb, en procédant notamment en interne à une vaste réforme organisationnelle, par thèmes de recherche (Russie, Afrique, Moyen-Orient, etc.). Le maître-espion défendra avec ardeur les conclusions de son service avant le déclenchement de l'offensive, répétant en substance à sa tutelle que la mission de la DRM est de faire du renseignement d'intérêt militaire, de suivre les mouvements de troupes, « savoir ce qu'il se passe dans la tête de Vladimir Poutine n'est pas de notre ressort ». La critique vise frontalement les « cousins » de la DGSE, qui n'étaient pas non plus dans la tête du président russe au déclenchement de l'offensive.

## **La DGSE rappelle ses russophones en vacances**

Signe éclairant de la surprise de ce 24 février : à la DGSE, certains cadres familiers de la Russie ont dû être rappelés de congés. Bien fournie en analystes et linguistes spécialistes de la zone, la Boîte – l'un des surnoms de la DGSE – ne disposait pourtant que de peu de présence sur place – en l'espèce, moins d'une dizaine entre Kiev et Moscou au lancement de l'offensive. Au siège, boulevard Mortier, la situation était aussi complexe fin février 2022. Au moment du déclenchement de l'offensive russe, l'unité dédiée à la zone, la « Maison Russie » – comme le reste de la DGSE –, démarrait sa refondation en « centre de mission » avec la zone

Europe. Les centres de mission visent à réunir tous les spécialistes (officiers de renseignement proprement dits, analystes, cyber) d'un même thème sous un même toit.

Pour des collègues d'autres centres, la « Maison Russie » n'était pas non plus exempte d'imprégnation des récits russes : comme tous les analystes rivos sur leur sujet, à force d'être au contact, on en prend les réflexes et les nuances, au point de ne plus croire le coup de panache militaire du Kremlin possible. En interne, on raconte encore comment, après la première offensive russe sur l'Ukraine et la Crimée, en 2014, une analyste capée, trop tranchée sur la menace que constituait la Russie pour l'Europe, s'est trouvée marginalisée dans le service.

« La Russie a toujours été un casse-tête pour la Boîte, comme le sont peu de pays : à la fois partenaire et rivale, effrayante et attirante », confie un ancien cadre de cette division, plusieurs fois en poste dans l'ex-URSS. La coopération avec la Russie est perçue comme une nécessité par des divisions puissantes du service. Le contre-terrorisme, qui a régné pendant quinze ans en interne, récupérant la part du lion des budgets et des ressources humaines, a besoin des informations russes sur les diasporas radicalisées tchéchènes et daghestanaïses, afin de prévenir tout attentat en France. De même, la DGSE coopère beaucoup avec les services russes sur la contre-prolifération nucléaire, un sujet qui transcende les clivages politiques. Autant de liens qui peuvent atténuer la sensation de menace sur d'autres sujets, singulièrement sur les visées du Kremlin en Europe de l'Est.

Toujours est-il que le nombre d'espions français mobilisés à Kiev a drastiquement augmenté les mois suivant l'offensive, tant du côté des analystes en renseignement, des experts de l'imagerie et des interceptions, que du côté du Service action (SA), qu'on peut parfois

croiser avec étonnement se détendre dans des lieux interlopes de la capitale ukrainienne. Après la surprise de l'invasion, le centre de mission, qui n'était pas au départ dans les priorités du service, a dû être largement étoffé. Ces efforts entrepris sur la Russie porteront leurs fruits. Lorsque les négociations de paix entre Moscou et Kiev commenceront, à partir de la mi-2025, la DGSE sera capable de remonter à sa tutelle les tergiversations internes au ministère russe des Affaires étrangères. Une hausse de qualité de la collecte saluée par ceux qui ont pu lire la prose du service. Il est aujourd'hui dirigé par un poids lourd de la maison, qui cumule plus de trente ans de service.

Outre à la DGSE, ce regain d'activisme contre Moscou touche tous les services de sécurité intérieure : la DGSI rouvre ses placards « Russie » de la sous-direction du contre-espionnage et épluche les CV de tous les diplomates russes en poste à Paris. Après des années à être bridée, l'agence française de cybersécurité, l'ANSSI, elle, se met enfin, pour son plus grand bonheur, à désigner la Russie comme un adversaire de premier ordre dans le cyberespace dans toutes ses communications officielles.

En parallèle, le président et ses espions craignent les mauvais coups de la Russie sur son territoire. Le pays étant passé maître dans l'art des actes de déstabilisation – le plus prestigieux cursus à l'école des espions de Moscou –, il s'agit d'être en alerte maximale. La litanie des opérations de subversion sous faux drapeaux (croix gammées taguées, cercueils déposés au Trocadéro) remontant jusqu'à des commanditaires russes est sans fin.

4.

## Revers africains

### **Une idylle entre l'Élysée et la DGSE qui vire au cauchemar**

« Le sang sur les murs » voulu par l'Élysée se manifestera, cette fois-ci sans métaphore, sur le terrain africain, jadis chasse gardée de Paris. Alors que la France « se fait tailler des croupières » en Afrique par les opérations militaires et d'influence de Wagner, l'état-major des armées et la DGSE se voient poussés à reprendre la main dans la zone face à la Russie.

Automne 2018. Nous sommes un peu plus d'un an après l'arrivée d'Emmanuel Macron à la présidence. Au Quai d'Orsay, en prévision d'un conseil de défense et de sécurité à l'Élysée consacré au Sahel à la demande du « PR », sont réunis là les responsables « Afrique » du ministère des Affaires étrangères, ceux des armées, alors engagées militairement sur place dans le cadre de l'opération Barkhane<sup>1</sup>, et ceux de la DGSE, dont les officiers doivent quadriller le terrain. Lançant le tour de table, les diplomates se félicitent de la situation politique et diplomatique sur place, les militaires assurent

avoir la situation sous contrôle et égrènent les cadres djihadistes éliminés ces dernières semaines ; des représentants de l'Agence française de développement listent les projets en cours. Les envoyés de la Boîte ne pipent mot, interloqués. Pour eux, la situation est en train de devenir hors de contrôle. Les groupes armés djihadistes étendent leurs zones d'action, les alliés de la France les lâchent, les leviers s'amenuisent, les pouvoirs locaux s'affaiblissent, la Russie commence à en profiter : en un mot, la guerre est en train d'être perdue. Mais l'Élysée ne saura rien de leurs appréhensions, personne ne lui en dira rien. L'anecdote résume le fossé qui s'est créé au sein de l'État sous Emmanuel Macron sur le dossier africain.

La relation entre le président et les africanistes de la DGSE, logés dans le mythique « secteur N » du service, avait pourtant commencé sous les meilleurs auspices. Comme le relatent de nombreux interlocuteurs passés par là, des analystes juniors aux plus hauts responsables, beaucoup d'espoirs ont été placés en Emmanuel Macron : enfin un président prêt à rompre avec les vieux réseaux du continent, de la Françafrique RPR à l'internationale socialiste, et aux vieilles visions tantôt paternalistes, tantôt engluées dans les mémoires coloniales. Lui n'a pas connu la décolonisation et son seul contact avec le continent a été un stage à l'ambassade de France au Nigeria, un pays anglophone, non enkysté dans les névroses postindépendance.

Arrivé à l'Élysée, il nomme un ancien de la direction de la stratégie de la DGSE, Franck Paris, avec qui le secteur N établit rapidement un canal informel direct, pour mettre en musique la politique africaine qu'il appelle de ses vœux : s'appuyer sur les jeunes du continent et les diasporas en France, restituer les œuvres d'art africain détenues en France à leurs pays d'origine,

développer les liens avec les pays les plus dynamiques du continent, tous situés dans la sphère anglophone, comme l'Éthiopie, le Kenya et évidemment le Nigeria. Signe de l'alignement : ces priorités du président sont les mêmes que celles que s'était fixées le secteur N dans sa feuille de route pour les années à venir.

Au Nigeria, un récent retraité du service relève que cette volonté est grandement due à la proximité personnelle entre le président et l'homme d'affaires français hyperactif sur place, Jean Haas, devenu le correspondant informel de Paris. Et, note-t-il, « au Nigeria, il n'y a pas de poids de l'histoire coloniale, personne ne se souvient plus et tout le monde se moque que Paris ait financé la sécession du Biafra. Les officiels veulent faire du business, et ont une approche transactionnelle des dossiers politiques ou de renseignement, donc ça marche bien et on avance bien. »

Cette politique d'ouverture sur le continent se cristallise dans la création du Conseil présidentiel pour l'Afrique, objet hybride réunissant des membres en vue des diasporas, chargés de faire remonter des idées au président... mais aussi de prêcher la parole macronienne en Afrique. L'organe est au départ bien perçu sur place. Tout cet élan se retrouve dans le discours d'Emmanuel Macron à Ouagadougou, le 28 novembre 2017 : le souffle est là, les diasporas et les jeunes francophones écoutent, les vieux pouvoirs sclérosés restent cois, les espions du président sont alignés.

## **Dominos sahéliens**

Huit ans après, il n'en reste presque rien. Paris a quitté la plupart de ses bases militaires sur le continent, expulsé par les pays d'accueil, et nombre de relations diplomatiques bilatérales sont à

cran. Que s'est-il passé ? Entre le moment fondateur de 2017 et aujourd'hui, en fonction des critères retenus, au moins huit coups d'État – sans compter les tentatives – ont eu lieu dans les pays africains où la France disposait d'une forte empreinte sécuritaire. L'image de la DGSE est fortement écornée. Comment a-t-elle pu être autant aveuglée dans son ancien pré carré ? Le secteur N a longtemps été vu comme omnipotent sur ses zones de prédilection francophones, mais le service semble aux abonnés absents.

« Dès le premier coup d'État au Mali, en août 2020, il y avait un souci, une incompréhension. Le président s'agaçait en conseil de défense et disait qu'il serait bon que les agents de la DGSE en Afrique soient moins dans les cocktails avec les haut gradés et fréquentent davantage les couches intermédiaires. » L'Élysée commande fin 2020 une première inspection sur les errements des services de renseignement dans une zone qui fourmille pourtant de militaires et d'espions français. Le poison du soupçon d'incompétence commence à se propager.

Huit mois après les événements au Mali, dans la nuit du 19 au 20 avril 2021, le président tchadien Idriss Déby succombe après un échange de coups de feu, dans l'ouest du pays. À l'Élysée, on s'interroge : les hommes de la DGSE sont censés protéger ce vieil allié de la France dans la région, mais le service n'a rien anticipé ni rien pu empêcher.

Un mois plus tard, le 24 mai, un second coup d'État survient au Mali, suivi d'un premier au Burkina Faso, puis d'un second, jusqu'à « l'apothéose » du coup d'État au Niger, au cœur de l'été 2023, dans un pays où le président Mohamed Bazoum, démocratiquement élu, est un partenaire loyal de Paris. La DGSE avait bien anticipé les déstabilisations internes, mais n'a ni éventé ni pu entraver aucun des renversements, alors même que les leaders putschistes ont

quasiment tous été formés et équipés par la France, et que les personnels du service de renseignement détachés dans ces capitales se sont retrouvés en fâcheuse posture (emprisonnement, assignation à résidence ou expulsion pure et simple).

De même, à plusieurs reprises, les hommes du service partis en catastrophe ont dû laisser sur place les équipements d'écoute du groupe de défense Thales et de sa filiale Suneris, potentiellement utiles pour les parrains russes des nouveaux pouvoirs... Comme le relate une source sécuritaire de la Macronie, le discours de Bernard Émié, le directeur d'alors, « consistant à répondre "OK, on n'a pas vu venir le putsch, mais on est bons, la situation est sous contrôle" devient inaudible. Le dire une fois, ça peut s'entendre, trois ou quatre fois, non ».

## **L'Élysée ne veut pas appuyer sur le bouton**

Les critiques pleuvent depuis le Château sur le service, qui se défend comme il peut. Les demandes élyséennes à la DGSE fluctuent en fonction de l'actualité la plus pressante, alors que toutes les capitales africaines bouillonnent. « Bâtir un réseau de renseignement en fonction d'une priorité prend du temps. Certes, moins en Afrique que dans d'autres pays plus "durs" comme la Russie ou la Chine, mais tout de même. Et là, une semaine, la priorité était mise par l'Élysée sur le contre-terrorisme, la semaine d'après sur le renseignement politique local, la semaine d'après, il fallait tout mettre sur les réseaux russes dans la zone. Ça devenait impilotable, un canard sans tête », relate un officier qui a vécu la période au plus près.

Au Sahel, depuis le déclenchement de l'opération militaire Serval<sup>2</sup>, au Mali, en 2013, le renseignement d'intérêt politique passe après le contre-terrorisme, qui concentre l'essentiel des capteurs techniques (écoutes, images satellites) et humains (sources recrutées au sein des pouvoirs locaux), de plus en plus fusionnés à l'arrivée. Or ces capteurs humains et techniques ne sont pas réorientables selon les priorités en quelques jours.

Pour plusieurs cadres de la DGSE, même si tel avait été le cas, la demande d'un pouvoir politique qui voudrait connaître précisément la date, l'heure et le lieu de rendez-vous du prochain coup d'État en serait pour ses frais, tant l'événement est aléatoire. Sauf à ce qu'il soit fomenté directement par le service, une compétence historique que le pouvoir français rechigne désormais à manier.

Au Niger, nombreux sont encore ceux convaincus que la situation pouvait s'inverser. « On avait des forces spéciales prêtes à intervenir pour soutenir un allié démocratiquement élu, mais on a senti dans la nuit que ça flottait un peu au-dessus, au niveau politique », note une source militaire française. Ordre est d'abord donné d'agir, puis de ne rien faire. Le président Bazoum refuse l'aide de la France, et pense pouvoir s'en tirer seul. Un chef de service de renseignement d'un pays africain allié pense lui aussi que « lors du coup d'État, la situation n'était pas stabilisée entre les trois généraux putschistes, il y avait soixante-douze heures pour inverser le cours des choses sans intervention des forces françaises. On a proposé de s'en charger, mais la réponse n'est pas venue<sup>3</sup> ... »

Il fait le même constat d'une impuissance française pour la Centrafrique, perdue par Paris en 2018, après que le président local, Faustin-Archange Touadéra, a appelé la galaxie paramilitaire Wagner à la rescousse pour l'aider à assurer la sécurité de son pays. À la suite de l'arrivée des Russes, Emmanuel Macron avait ordonné la

cessation de la coopération française. « Touadéra était prêt à lâcher les Russes si on lui proposait une alternative », continue notre interlocuteur africain, très au fait des arcanes de cette période sur place. Le Tchad était prêt à former la garde présidentielle, mais il fallait acheminer des armes. Pas des tonnes, non, 250 kalachnikovs. L'Union européenne s'est opposée au financement de ces 250 fusils du fait de l'embargo, la France n'a pu ou n'a su s'y opposer. La Russie, elle, leur a livré gratuitement, et c'était parti... »

Néanmoins, l'analyse du secteur N sur sa zone n'est pas totalement défailante. Ainsi, au Gabon, plusieurs hommes d'affaires branchés avec le service ont été dissuadés de se rendre à Libreville quelques jours avant la survenue de la révolution de palais, le 30 août 2023, la DGSE sentant « l'aléatoire » monter.

Des analystes du service font aussi remarquer l'isolement de longue date de l'ancien président nigérien Mohamed Bazoum dans les cercles sécuritaires, ouvrant la voie à une déstabilisation, qui finalement est intervenue à l'été 2023. De même, au Mali, il était apparu lors de l'audit demandé par l'Élysée après le putsch que, dans ses commentaires de notes, la DGSE avait identifié que la situation politique était particulièrement propice à un coup d'État. Mais personne ne lit les commentaires...

## **Tête-à-queue au pays des gorilles**

Un autre cas symbolique de ces incompréhensions sur l'Afrique entre Élysée et DGSE reste le Rwanda. 23 mai 2018, le président français accueille son homologue rwandais Paul Kagame à l'Élysée. Il annonce plusieurs gestes d'ouverture envers le dirigeant, qui a bâti son assise politique sur la dénonciation de la complicité de la France

dans le génocide, en 1994, de son ethnie, les Tutsis. Emmanuel Macron soutiendra la candidate du Rwanda, la ministre des Affaires étrangères Louise Mushikiwabo, à la tête de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), une équipe mixte d'historiens sera créée pour travailler sur les archives du génocide, etc.

Ce rapprochement, comme nous pouvons le révéler ici, recèle un versant secret. Le président demande au directeur de la DGSE, Bernard Émié, de lancer une coopération de renseignement avec le Rwanda. Il est même question d'enjoindre au service d'y ouvrir très officiellement un poste pour échanger avec les services locaux. Le diplomate répercute la demande au secteur Afrique, qui manque tout entier de s'étrangler : les services de renseignement rwandais sont leur némésis sur le continent ! Placé directement sous la coupe de Kagame, le National Intelligence and Security Agency (NISS) est considéré comme l'un des meilleurs services africains, l'un des mieux équipés en matériel d'écoutes et de piratage informatique (le pays est un gros client historique des sociétés israéliennes spécialisées en la matière) et surtout l'un des plus véhéments contre la DGSE.

Partout où il peut, le NISS s'échine à faire dérailler les ambitions françaises, dans les Grands Lacs, en Centrafrique, jusqu'en France, où Kigali peut compter sur de solides relais dans la diaspora tutsie. Pour les officiers de renseignement français, leur demander de coopérer avec le NISS sur l'Afrique, ce serait comme si on avait demandé pendant la guerre froide au contre-espionnage français de coopérer avec le KGB.

Dans les semaines qui suivent la demande présidentielle, une délégation de la DGSE est envoyée à Kigali. Le récit du voyage, qui n'a pas manqué son excursion, comme il se doit, à la rencontre des gorilles, est un grand moment de joyeuse hypocrisie bilatérale :

« Les Rwandais ont accueilli la délégation de la DGSE le sourire aux lèvres. Lorsqu'ils leur ont demandé en quoi ils pouvaient être utiles à la France, chacun a cru ne pas pouvoir se retenir d'éclater de rire. »

À la suite de cette visite, un protocole d'échange d'informations sera mis en place, dont aucune des deux parties n'utilisera vraiment... Peu à peu, le service fait traîner la coopération, son homologue aussi, l'engouement élyséen passe, le « super poste » de la DGSE à Kigali ne sera pas créé. Depuis, en 2024-2025, les relations entre Paris et Kigali se sont de nouveau dégradées en raison de l'offensive de rebelles soutenues par le Rwanda en République démocratique du Congo. De part et d'autre, les nécessités de la géopolitique locale ont repris leurs droits, loin des volontés de réconciliation de l'Élysée.

En faisant traîner les choses, la DGSE a mis un holà aux volontés présidentielles. Cet échec rwandais du président peut-il pour autant être vu comme une victoire de « l'État profond » ?

## **Bilan nocturne**

Paris, 28 mai 2025. Sous une chaleur étouffante, rendez-vous nous est donné à 22 heures sur la terrasse d'un troquet du XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris. L'homme arrive quelques minutes avant... minuit. L'un des auteurs de ces lignes a un vol pour Singapour à 8 heures le lendemain matin, mais le jeu en vaut la chandelle : l'homme qui s'attable a régné durant plus d'une décennie – plus que les deux mandats du président français – sur les services de renseignement d'un pays comptant parmi les plus proches alliés de Paris sur le continent. Il a survécu à moult crises, sécuritaires et de succession, et dans l'ombre continue d'exercer une influence non négligeable sur les relations entre espions du continent – sans fil à la

patte dynastique ou familial, ce qui est rare. Svelte, portant haut malgré son âge qui avance, il n'a pas sombré dans les délices de Capoue qui provoquent nombre de disgrâces.

Le maître-espion a accepté qu'on échange cette nuit sur les huit années africaines du président français et de la DGSE. Lucide, il se lance : « Emmanuel Macron a fait un grand pari sur l'Afrique, très intelligent. Mais qui est basé sur une grande incompréhension. Quand il est arrivé, il a misé sur la jeunesse des pays africains, se mettant à dos les régimes en place, et sans comprendre que cette jeunesse fantasmée était déjà profondément ancrée dans des récits néo-souverainistes et foncièrement antifrçais, notamment parmi les jeunes militaires. »

Notre interlocuteur africain refuse néanmoins le tableau sombre d'une France qui a perdu la totalité du continent. « Ne vous trompez pas, la France ne recule pas partout en Afrique, elle recule surtout en Afrique francophone. Elle n'a jamais été aussi présente au Kenya, au Mozambique, au Nigeria... Pareil dans les liens de renseignement. Et si on compare à la guerre froide, même en Afrique francophone, Paris n'a finalement perdu que deux pays, le Niger et la Centrafrique. Tout le monde a oublié que le Mali, le Burkina et d'autres avaient des régimes pro-soviétiques. »

Reste, convient-il, que ce qui se joue va au-delà d'un changement de stratégie : les leaders du « nouveau monde » macronien ne parlent plus la même langue que les présidents africains et ne comprennent plus leurs enjeux. Au Tchad, la visite de Jean-Noël Barrot, le 28 novembre 2024, qui a précipité la rupture inéluctable entre Paris et N'Djamena, continue de faire les choux gras des maîtres-espions du continent. « Dire devant un président et tout son entourage militaire et sécuritaire qu'il faut faire plus de droits de l'homme et lui dicter sa politique étrangère à l'égard d'un

voisin, le Soudan, pour conserver le soutien de la France, c'est une faute de goût. Le chef ne peut pas se laisser parler comme ça devant ses subordonnés. Ce sont des choses qui se disent en tête à tête. Tout se serait mieux passé. » Même chose pour les procédures de la justice française contre les biens des dirigeants africains acquis par des systèmes jugés corruptifs, dits « biens mal acquis » : « Vous ne ferez jamais croire à un président de la région que le président français ne peut pas stopper une enquête judiciaire, c'est au-delà du concevable. » Un ancien espion français en poste dans le pays confirme le fossé qui s'est créé entre les us et coutumes africaines et parisiennes.

## **Les espions ukrainiens demandent l'aide de Paris**

Surtout, Paris n'a plus la force de l'exclusivité bilatérale, cette époque où chaque pays africain n'avait que pour quasi seul interlocuteur le Quai d'Orsay : de nombreux pays francophones diversifient leurs alliances. Les chefs d'État sénégalais Bassirou Diomaye Faye, le Libérien Joseph Boakai, le Gabonais Brice Clotaire Oligui Nguema, le Mauritanien Mohamed Ould Ghazouani et le Bissao-Guinéen Umaro Sissoco Embaló sont conviés par Donald Trump à la Maison-Blanche. Israël, la Turquie, les États du Golfe multiplient les coopérations avec les pays du continent. Jadis en dialogue quasi exclusif avec Paris, le Tchad est un bon exemple : N'Djamena compte désormais pour son budget sur les fonds des Émirats arabes unis – le petit pays du Golfe a même été prévenu en amont de l'annonce de l'expulsion des militaires français du pays ! – et a multiplié les protocoles d'échange de renseignement avec le

Mossad israélien et la CIA américaine. La directrice du service lors du premier mandat de Donald Trump, Gina Haspel, a même gratifié le petit pays africain d'une visite personnelle. Paris ne peut plus se permettre de tordre le bras des dirigeants locaux, ces derniers ont d'autres options. Qu'il semble loin le temps où, en 2018, le président venait passer les fêtes de fin d'année à N'Djamena au milieu des troupes françaises, avec l'animateur Michel Drucker.

À l'Élysée, il est désormais hors de question de remettre les doigts dans la poudrière sahélienne, alors que le Moyen-Orient flambe et que la Russie s'enkyste sur le front est de l'Europe. Tout juste s'agit-il de surveiller toute résurgence djihadiste qui menacerait le territoire national... Nombre de dossiers jadis déterminants pour Paris, comme le pétrole gabonais ou les mines d'uranium du Niger, ne revêtent désormais plus qu'une importance stratégique très secondaire, puisque des approvisionnements alternatifs se sont mis en place.

Tant et si bien que lorsqu'un beau jour de janvier 2025, les espions ukrainiens viennent voir Paris avec un plan clés en main pour déloger les juntes pro-russes de la région, Paris reste mutique<sup>4</sup>. Les hommes du GUR, le service des opérations clandestines de Kiev, sont particulièrement actifs dans la zone : missions au Soudan, en Libye, dans le Sahel. Partout où ils peuvent infliger une défaite aux Russes, ils tentent le coup. Ils disposent d'une fine connaissance du terrain : « Tous les pays africains ont des équipements militaires originaires d'ex-URSS. Partout où il y a un avion ou un hélicoptère de fabrication soviétique, il y a un mécano ou un vendeur d'armes ukrainien pas loin », confie un proche du service de Kiev. Pour déloger les régimes pro-russes, l'Ukraine ne demande qu'une aide logistique, mais surtout propose à la France de reprendre ensuite en main politiquement le dossier, en y installant des régimes plus

favorables à ses intérêts. Mais là encore, l'Élysée ne donne pas suite. Trop de coups pris pour des pays « qui ont oublié de dire merci », selon les termes du président.

À la DGSE, le « centre de mission » Afrique a succédé au secteur N après la grande réforme du service. Ce centre a reçu l'une des premières visites de Nicolas Lerner, après que ce dernier a été nommé à la tête du service, le 9 janvier 2024, comme pour montrer qu'il était au chevet de ses officiers se remettant de leur stress post-« saison des coups d'État ». Après quelques mois à observer le fonctionnement, le nouveau directeur remplacera le chef du centre de mission à l'été 2024, après seulement vingt et un mois à ce poste.

C'est d'ailleurs là sans doute la plus grande ironie de ces revers africains : à mesure que le secteur Afrique était plombé par les coups d'État et les remontrances de l'Élysée répercutées par le directeur général, ce sont les africanistes de la DGSE qui ont permis au service de connaître ses plus beaux succès... contre la Russie. Car, comme nous pouvons le révéler, c'est la division Afrique – et non Russie – qui va être la première à méthodiquement collecter des informations de première main sur le groupe paramilitaire russe Wagner, bras armé du renseignement russe sur le continent. Et qui va se mettre à en diffuser au public ! Impulsée par l'Élysée, c'est une révolution complète pour la DGSE.

## 5.

# DGSE contre Wagner : la traque

## **Des geeks en Afrique**

À la suite de l'arrivée en Centrafrique du groupe Wagner en 2018, et des premiers coups d'État en Afrique dans lesquels la Russie s'est engouffrée, la DGSE s'autosaisit presque du dossier. Cette galaxie paramilitaire russe opère comme un faux nez des forces russes sur tous les théâtres d'opérations intéressant le Kremlin, de la Syrie à l'Ukraine, et désormais multiplie les implantations agressives en Afrique. Le sujet a déjà été identifié comme étant une priorité à suivre en conseil de défense à l'Élysée, mais il reste encore dans l'éther, sans cap clair défini. Surtout, au ministère des Armées, le dossier s'englué dans d'interminables débats théoriques : comment qualifier le groupe ? Est-il une extension des forces armées russes ou une société privée ? À l'époque, le fait que Wagner opère comme un bras armé du renseignement militaire russe, le GRU, n'est pas aussi bien documenté qu'aujourd'hui. Ces réflexions visent surtout à se protéger juridiquement : mener des actions contre des cibles

étatiques russes poserait moins de problèmes légaux aux militaires que s'il s'agit d'intérêts privés légitimes.

Dans tous les cas, s'en prendre à la Russie fait peur, même aux espions français chargés de la tâche... « C'est quand même un gros morceau », lâchera dans un aveu confondant un ponte du service dans une réunion interne. Au sein de la « Maison Russie », on est plus habitué au temps long des opérations de renseignement et à mener des coopérations avec les services russes. S'en prendre frontalement à la Russie ne motive en réalité que modérément ses membres. Nous sommes en 2019 : à l'Élysée, l'heure est surtout à garder des canaux ouverts avec Moscou, dans la stratégie de détente avec le Kremlin voulue par le président (voir [chapitre 3](#)).

C'est ainsi que le secteur africain N, dans le plus grand secret, se dote de sa cellule sur Wagner en Afrique. Au départ composée de trois à quatre personnes, elle va vite grossir à plus d'une vingtaine, agrégeant des spécialistes de l'Afrique, des officiers traitants disposant de sources sur le terrain, mais aussi des analystes russophones, et surtout des geeks de l'OSINT, cette pratique de « renseignement en sources ouvertes » visant à récupérer en ligne des informations disponibles et à leur donner du sens. Il s'agit d'abord de collecter toutes les informations disponibles sur la milice russe.

Car contrairement à l'idée répandue, mais comme le savent déjà nombre de journalistes spécialisés dans la matière, Wagner laisse beaucoup de traces en ligne. Ses membres s'exposent volontiers sur les réseaux sociaux, discutent de leurs affectations, de leur hiérarchie, de leurs matériels, etc. Assez rapidement, avec du temps et des budgets dédiés, il est possible de recomposer l'organigramme de la structure, ses implantations, ses modes opératoires. Tout ça « sans aucune source infiltrée » à l'époque, nous confiera un témoin,

contrairement à ce dont ses supérieurs recevant les notes sur Wagner se sont persuadés au fil du temps. Pour les anciennes générations, un renseignement estampillé « humain » est toujours considéré comme plus chic que « juste de la source ouverte ». Alliée à d'autres sources de l'État (imagerie satellite, flux de vidéos de drones), la petite cellule commence à donner des résultats fracassants de collecte. Ce travail précoce va s'avérer une mine d'or une fois que Moscou envahira l'Ukraine, en février 2022, et deviendra un adversaire déclaré.

La DGSE est ainsi capable rapidement de déceler les prochaines zones d'implantation du groupe paramilitaire russe en Afrique. Et de déjouer ses coups fourrés, en coopération avec les armées. Par exemple en avril 2022, quand onze membres de Wagner déguisés en militaires tentent de faire croire que la France a commis un massacre près de la base de Gossi, au Mali. Promptement, l'armée française diffuse la vidéo des mercenaires russes en train de créer un charnier de toutes pièces pour enrayer le sabotage informationnel en cours.

## **La DGSE se met à troller les trolls**

Car c'est l'autre particularité de Wagner : le groupe opère autant sur le plancher des vaches que dans l'environnement informationnel. C'est la même entité qui engage des soldats de fortune sur le terrain et qui stipendie des trolls pour propager des récits pro-russes aux audiences africaines. La cellule Wagner de la DGSE doit évoluer en conséquence. « Ça, c'est quand même l'avantage absolu de la Boîte : face à une menace qui évolue, elle peut s'adapter à une vitesse inouïe pour l'administration française », confie un officier. Pour coller à son adversaire protéiforme, la cellule Wagner mute elle

aussi : non contente de collecter, elle va se mettre à diffuser ses trouvailles afin d'essayer d'entraver les récits de l'adversaire. Des médias d'investigation locaux voient leur qualité d'enquête bondir subitement, des documentaires sont épaulés et, cerise sur le gâteau, des comptes Twitter commencent à fleurir, certains devenant très suivis.

Surtout, cette émergence se fait dans un environnement médiatique en train de se transformer depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine. Les gens qui l'opèrent s'étonnent alors eux-mêmes de la bienveillance des journalistes occidentaux à l'égard de leurs trouvailles, ces derniers les contactant pour avoir plus d'infos, coordonner des enquêtes, des sorties d'articles. Si certains ne voient que du feu quant à l'origine de l'information, d'autres n'en ont cure car ils sont déjà en croisade contre les visées russes. Les affaires Wikileaks et Snowden, qui avaient éloigné les sphères journalistiques et de renseignement, sont effacées. Dorénavant, peu importe si l'information issue de la DGSE ou des forces françaises est elle aussi érigée en arme (*weaponized*) : pour beaucoup de journalistes engagés, elle sert le même combat contre la Russie.

Pour la DGSE aussi, c'est une révolution mentale complète, qui passe d'ailleurs mal au départ en interne. « Notre ADN, ce qu'on nous dit depuis tout petit à la Boîte, c'est qu'on collecte du renseignement, qu'on garde par-devers soi pour la France, de façon la plus discrète possible. Et là, d'un coup, il a fallu qu'on devienne des agents d'influence. » Surtout, cela oblige à une révolution dans le traitement de ce que le service a de plus précieux : ses sources. « On a des décennies de techniques d'approche de sources ou de cibles pour leur prendre du renseignement. Là, il s'agit de les approcher pour en diffuser... c'est presque contre nature pour les plus anciens. »

## Le déni plausible vole en éclats

Les plus inquiets arguent également que ces diffusions vont se faire remarquer, que l'étanchéité de la DGSE va être plus dure à garantir, en un mot, « qu'ils vont se faire griller » par les Russes. Dans le langage théorique du renseignement, on appelle cela « maintenir le déni plausible » : il faut qu'à chaque opération, les autorités puissent dire « Ce n'est pas nous ». Les plus enclins à la riposte dans l'espace informationnel leur rétorquent que le monde a changé, le déni plausible n'a plus la même importance dans les guerres d'influence. « Wagner s'en fout d'être repéré, Russia Today<sup>1</sup> n'a jamais caché ses financements publics non plus. Dans le monde informationnel, le fait qu'un narratif soit sponsorisé par un État ne choque plus personne. Voice of America<sup>2</sup> ne se cache pas non plus d'être ce que son nom indique. »

Les critiques se taisent devant le succès, qui sera de plus en plus répliqué sur d'autres dossiers. Et, quand à la mi-juin 2023, Wagner, engagé en Ukraine, bruisse de rumeurs de mutinerie, la DGSE est sur le coup et alerte très vite l'Élysée, qui s'en félicite. Le service n'est pas seul, *Intelligence Online*, aiguillé par un groupe d'officiers russes en rupture de ban, et l'équipe d'enquêteurs d'opposition russe Dossier Center financée par l'oligarque déchu Mikhail Khodorkovsky, travaillent aussi sur des indices indiquant ce scénario depuis plusieurs semaines. Le 23 juin, quand le patron de Wagner, le cuisinier du Kremlin Evgueni Prigojine, déclenche la mutinerie, la DGSE suit la rébellion pas à pas, presque de l'intérieur. Jusqu'à sa piteuse fin quelques jours plus tard : après que le groupe paramilitaire a lancé une colonne de ses troupes sur le Kremlin, Vladimir Poutine condamne la « trahison » de Wagner dans une allocution télévisée le 24 juin. Dans la soirée, Prigojine appelle ses

hommes à regagner leurs quartiers. L'homme d'affaires périra dans le crash de l'avion qui le transportait, ainsi que d'autres cadres du groupe, deux mois jour pour jour après le début de sa rébellion avortée. La plupart des observateurs y verront là la signature de la vengeance du Kremlin.

Cette détection précoce de la mutinerie permettra à la DGSE de se féliciter dans la presse que le service avait anticipé la rébellion. Cela grâce au travail d'une cellule qui n'avait suscité qu'un intérêt limité à sa création... L'article qui relate des félicitations présidentielles pour l'action du service contre Wagner en Afrique paraît le 26 juillet au petit matin<sup>3</sup>. Le jour même, un coup d'État surprenant Paris survient au Niger. Cruel télescopage.

6.

## Les trois mousquetaires

### **Un préfet blanchi sous le harnais pour ne pas revivre la guerre des services**

Un mois. C'est précisément le temps qu'il aura fallu à Emmanuel Macron depuis son élection le 7 mai 2017 pour procéder à un grand remue-ménage à la tête du renseignement français. Jamais sous la V<sup>e</sup> République un président fraîchement élu n'avait montré autant d'empressement à remplacer les principaux maîtres-espions du pays. Même François Mitterrand, qui avait permis en mai 1981 à la gauche de conquérir enfin l'Élysée, avait attendu plus d'un an avant de remplacer le chef de la Direction de la surveillance du territoire (DST, ancêtre de la DGSI) nommé par Valéry Giscard d'Estaing. François Hollande avait également mis une année pour se séparer du « sarkozyste » Ange Mancini, coordonnateur national du renseignement de 2011 à 2013.

Le 7 juin 2017, c'est donc par un bref communiqué que l'Élysée annonce les nominations prochaines de Pierre de Bousquet de Florian à la Coordination nationale du renseignement et de la lutte

contre le terrorisme, Laurent Nuñez à la DGSI et Bernard Émié à la DGSE. L'ordre dans lequel ces remplacements sont annoncés n'est pas anodin et illustre la priorité donnée à la lutte contre le terrorisme avec la CNRLT et la DGSI en première ligne, qui sont confiées à deux préfets.

Durant la campagne présidentielle, Emmanuel Macron avait régulièrement abordé ce thème et insisté sur la nécessité d'une meilleure coordination des services, lesquels avaient étalé leurs guerres intestines lors des attentats de 2015. Le candidat Macron avait même sorti de son chapeau une idée qui avait interloqué les professionnels du renseignement : la création d'une « *task force* anti-Daech qui 7 jours/7, 24 heures/24, auprès du président de la République, serait chargée de la coordination des services de renseignement ».

Une fois élu, le chef de l'État se rangera à l'avis de plusieurs de ses conseillers en ne parlant plus de l'État islamique, dont la mention aurait limité les prérogatives de la *task force*. Rebaptisée Coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, la nouvelle structure pilotée par Pierre de Bousquet de Florian vise avant tout à éviter le chacun pour soi. Plusieurs fois préfet, ancien patron de la DST sous Jacques Chirac, le haut fonctionnaire ne connaissait pourtant pas personnellement Emmanuel Macron avant son élection. C'est Patrick Strzoda, directeur de cabinet du président, qui avait succédé à Pierre de Bousquet de Florian comme préfet des Hauts-de-Seine, qui a soufflé son nom à Emmanuel Macron.

Décrit par ses pairs comme « affable mais ferme », le sexagénaire, qui a côtoyé plusieurs maîtres-espions étrangers lorsqu'il dirigeait la DST – à l'instar d'Ismail Hakki Musa, numéro deux du renseignement extérieur turc (MIT), devenu ambassadeur

en France de 2016 à 2021, ou encore de Nikolai Patrouchev, à l'époque chef du service de renseignement intérieur russe, le FSB, et actuel proche conseiller de Vladimir Poutine –, va s'atteler à faire bien vivre cette première communauté du renseignement de l'ère Macron. Et à taper du poing sur la table lorsque certains s'éloigneront du collectif.

Cela a par exemple été le cas quand Bernard Émié envoya à sa place le numéro trois de la DGSE participer à une réunion à l'hôtel de Marigny, siège de la CNRLT, et que le malheureux se vit refuser l'entrée. Si les relations entre le coordonnateur et le chef de l'état-major particulier du président, Bernard Rogel, sont orageuses, elles restent fluides malgré tout avec le patron de la DGSE, issu lui aussi de la Chiraquie.

Pour plusieurs pontes de la Macronie, il est aussi à mettre au crédit de Pierre de Bousquet de Florian, aidé de Patrick Strzoda, son succès à circonscrire tous les incendies survenus pendant et après l'affaire Alexandre Benalla, du nom de l'ancien garde du corps devenu chargé de mission d'Emmanuel Macron aperçu en train de se battre contre des jeunes lors d'une manifestation le 1<sup>er</sup> mai 2018, à Paris. La connaissance du coordonnateur des rouages administratifs, en particulier au ministère de l'Intérieur, a été mise à profit pour couper tous les fils reliant l'Élysée à celui qui, les révélations s'enchaînant, commençait à parler à la presse, alors qu'il avait été au cœur de l'Élysée. Il s'agissait de le faire « sortir du dispositif », selon l'expression consacrée, sans trop d'aigreur et sans éclaboussures, et de couper toutes les connexions informationnelles et informatiques. Restant en lien avec les journalistes, ce dernier est toujours dans le paysage, tentant de décrocher des contrats de déminage en Ukraine avec d'anciens de la DGSE, de protection de l'ambassade des Émirats arabes unis à Paris, et de sécurité en Afrique.

De même, Pierre de Bousquet de Florian s'est-il démené pour que l'autre chargé de mission à l'état-major particulier qui a aidé Benalla, Ludovic Chaker, qui rêvait d'une carrière préfectorale, puisse se lover dans un poste moins exposé et moins exposant. Il a finalement été nommé à « l'anticipation stratégique » à la Direction générale de l'armement (DGA) en octobre 2022.

L'une des priorités de Pierre de Bousquet de Florian sera aussi d'aider un autre préfet, Laurent Nuñez, qui a la délicate mission de transformer de fond en comble la DGSI.

## **Big bang à la DGSI**

Préfet de police des Bouches-du-Rhône de 2015 à 2017, Laurent Nuñez était pressenti pour prendre la tête de la Direction générale de la police nationale (DGPN), en juin 2017, le préfet Éric Morvan étant lui attendu à la DGSI. Mais des entretiens menés par le chef de l'État avec les deux hommes dans les semaines suivant son élection l'ont finalement convaincu d'inverser les rôles et de confier au préfet les rênes de la DGSI, où la remise à plat s'avérait cruciale, afin de tenir compte de la menace terroriste et d'adapter l'agence aux évolutions technologiques et géopolitiques.

La feuille de route présidentielle était claire : décroiser la DGSI et qu'elle prenne le leadership dans la lutte contre le terrorisme, notamment face à la DGSE. Les bisbilles entre les deux grands services français avaient émaillé la décennie précédente. L'idée défendue par l'Élysée était notamment de mieux connecter le service aux autres administrations de l'État et « d'ouvrir les fenêtres » en recrutant, aux côtés des policiers maison, de

nombreux contractuels spécialisés (linguistes, cryptographes, *data scientists...*), une tendance déjà amorcée par son prédécesseur.

C'est donc fort de ces directives présidentielles que Laurent Nuñez s'est attelé à changer les us et coutumes d'un service dominé par le contre-espionnage et héritier de la « culture DST<sup>1</sup> ». Sauf qu'en interne, cette révolution passe mal. « Les anciens ne voulaient regarder le terrorisme que par le haut du spectre et n'étaient pas enclins à traiter la radicalisation par le bas », confie un familier de Levallois. Céline Berthon, la future cheffe de la DGSI, qui évolue à l'époque au sein de la sous-direction antiterroriste du service, est notamment chargée de convaincre les commissaires de mettre le paquet sur le terrorisme « bas du spectre ».

Laurent Nuñez se heurte aussi à son prédécesseur, Patrick Calvar, maître-espion madré, issu de la DST et qui a été le directeur du renseignement de la DGSE au début des années 2010. La passation de pouvoir entre les deux hommes à l'été 2017 avait déjà été glaciale. Dans les mois qui suivent, auprès de plusieurs de ses interlocuteurs, ce spécialiste du contre-espionnage soviétique ne cache pas que son successeur risque de « tuer la maison ».

Début 2018, à l'occasion du pot de départ d'un officier du service, les espions de la DGSI assisteront médusés à une brouille entre les deux hommes. En revanche, avec son homologue de la DGSE, Bernard Émié, les relations sont bonnes et respectent la consigne élyséenne de partage des informations. Le chef du renseignement intérieur effectuera même un déplacement en Égypte, en coopération étroite avec son homologue du boulevard Mortier, pour rencontrer le chef du renseignement militaire égyptien.

Fort de la confiance du président, Laurent Nuñez sera nommé, en octobre 2018, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner. Une promotion peu commune pour un homme

de l'ombre qui vise surtout à épauler de près ce compagnon de route du chef de l'État peu rompu aux sujets sécuritaires. Le Berrichon occupera ce poste un peu moins de deux ans avant de revenir dans le giron du renseignement et de succéder à Pierre de Bousquet de Florian à la CNRLT, parti diriger le cabinet de Gérald Darmanin place Beauvau.

Les bases étant posées par son prédécesseur, Laurent Nuñez s'attellera à donner une plus grande visibilité à la fonction, notamment en s'affichant dans les médias. Il sera aussi chargé de porter plusieurs dossiers : l'affaire Pegasus, qui a révélé en 2021 l'espionnage via le logiciel de la société israélienne NSO Group de plusieurs personnalités françaises, dont Emmanuel Macron ; l'affaire AUKUS et, enfin, la guerre en Ukraine. À l'été 2022, Laurent Nuñez sera nommé préfet de police de Paris et Pascal Mailhos, préfet qui a dirigé les RG sous Jacques Chirac, lui succédera à la CNRLT. Le poste aura toutefois été vacant durant six longs mois. En matière de nominations, le président aime prendre son temps, comme ont pu le constater nombre de hauts fonctionnaires. Et il n'hésite pas à jouer la sélection naturelle. « Je suis très darwiniste », a-t-il confié à l'ex-patronne de Tracfin, Maryvonne Le Brignonen, lorsqu'il l'a reçue fin 2021 pour lui annoncer qu'elle allait prendre les commandes de l'Institut national du service public (ex-ENA).

## **D'Artagnan**

À l'ombre du duo, plus jeune, un troisième mousquetaire au profil de d'Artagnan a fait son apparition. Nicolas Lerner est un fidèle d'Emmanuel Macron, issu comme lui de la promotion Senghor de l'ENA. Le quadragénaire, qui vient du corps préfectoral, est

également l'un des meilleurs amis de Laurent Nuñez, qu'il appelle son « grand frère ». Nommé directeur adjoint du cabinet du ministre de l'Intérieur Gérard Collomb en 2017, il a impressionné l'exécutif par sa maîtrise des dossiers. « Il était la véritable tour de contrôle de Beauvau, joignable 24 heures/24, ce qui était précieux, notamment compte tenu du fait que le ministre n'était pas un énorme bosseur », appuie un haut fonctionnaire. En 2018, quand Laurent Nuñez intègre le gouvernement, c'est lui que le président promeut, à 40 ans, à la tête de la DGSI, un record de précocité. Ce passionné de ski, présent à son bureau dès 5 heures du matin, poursuit le grand dépoussiérage entrepris par son prédécesseur. Désireux de bien faire, il fournira aussi des efforts pour progresser dans sa pratique de la langue anglaise, à un poste aussi exposé à l'international.

Les 4 500 agents du service côtoient de plus en plus d'inspecteurs des finances, de magistrats de la Cour des comptes, et de nombreux contractuels. Contre l'avis des caciques de la maison, Nicolas Lerner autorise l'accès des archives maison à certains chercheurs. Il multiplie aussi les rencontres avec les dirigeants du CAC 40 et met davantage l'accent sur le contre-espionnage après l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022. En cinq ans, l'énarque, proche d'Aurélien Rousseau, ex-ministre de la Santé d'Emmanuel Macron et actuel député de gauche (Place publique), effectue plus de 70 déplacements à l'étranger et rencontre les principaux maîtres-espions de la planète. Un bagage utile pour l'avenir.

D'autant plus qu'en décembre 2023, Emmanuel Macron le propulse, à 45 ans, plus jeune patron de l'histoire de la DGSE, en remplacement de Bernard Émié. Un choix qui confirme la préférence présidentielle pour les préfets que le « PR » juge plus efficaces que les diplomates. La nomination du quadragénaire a même été bien perçue par la CIA et le FBI et, plus étonnant, par le FSB russe, qui

avaient eu l'occasion de travailler avec Nicolas Lerner lorsqu'il dirigeait la DGSI. La feuille de route fixée par le président à son ancien camarade de l'ENA est simple : « Tenir la boutique. » Cet oukase élyséen illustre l'ascension éclair de ce haut fonctionnaire aussi discret que travailleur.

Après quinze mois à la tête du service, force est de constater que le contrat est en passe d'être rempli : les officiers apprécient qu'il soit tourné vers l'opérationnel et toujours disponible, même s'il trouve le temps d'enchaîner les réunions techniques à l'Élysée. Il a néanmoins dû s'adapter à la culture maison toute particulière : un haut fonctionnaire qui le connaît bien raconte que Lerner, quittant une DGSI tenue par des syndicats faisant corps contre la direction, était surpris au contraire à la DGSE par les rendez-vous demandés par des cadres du service pour débiter ce que faisaient leurs collègues du bureau d'à côté. Certains barons plus âgés sont aussi déstabilisés par sa volonté de diversifier et féminiser les postes de chef, dans une maison encore très majoritairement dirigée par des hommes, issus d'un même creuset social traditionnel.

Toujours est-il que ce portrait d'un Lerner hyperactif sur les opérations au sein de la maison traduit, en creux, la lente disgrâce de son prédécesseur.

7.

## La chute d'un maître-espion

### **À deux mois du record de longévité**

Adeptes des coups d'éclat et de la diplomatie parallèle, Bernard Émié aura été le deuxième directeur de la DGSE à rester le plus longtemps en poste (2017-2023). Il s'en est même fallu de peu – deux mois – pour que le maître-espion ne batte le record de longévité de Jacques Dewatre, qui a dirigé le service de 1993 à 2000. Seulement, les putschs à répétition au Sahel que n'aura pas su renifler la Boîte auront fini par coûter son poste au diplomate. Emmanuel Macron se résoudra à l'évincer à quelques mois des Jeux olympiques de Paris 2024. Lui avait fait dire dans la presse qu'il avait l'assurance de n'en partir qu'après l'événement planétaire...

Un coup dur pour ce diplomate chevronné dont l'ascension relevait jusqu'ici du sans-faute, mais qui n'a guère étonné certains proches du chef de l'État. « Émié et Macron ont eu une bonne relation, confie l'un d'eux. Le président l'appréciait et lui reconnaissait son volontarisme, même s'il a toujours voulu garder une certaine distance et ne pas reproduire la proximité qu'avait

Bernard Bajolet<sup>1</sup> avec François Hollande. Le vrai sujet a été l'Afrique et Émié n'a pas pris la mesure de l'agacement croissant du président. »

Le maître-espion matois n'a pas su anticiper ce déclassement. « La Boîte enchaînait les revers, avec des officiers qui se faisaient prendre à chaque fois, on devenait vraiment la risée sur le continent. Et lui arrivait en conseil de défense pour dire que tout était sous contrôle. Le fossé se creusait. »

En parallèle, à l'Élysée et dans les états-majors, d'autres récriminations commencent à naître. En septembre 2021, la signature d'une alliance américano-britannique pour livrer des sous-marins nucléaires à l'Australie, dite AUKUS, est passée complètement sous le nez de la DGSE. L'annonce rompt du même coup le méga-contrat d'armement de plusieurs milliards d'euros signé entre Paris et Canberra en 2016 en vue de livrer des submersibles de Naval Group. Un camouflet historique pour Paris face à cette alliance anglo-saxonne. Emmanuel Macron décolère d'autant moins qu'il avait demandé à Bernard Émié de faire monter en puissance la DGSE en matière de renseignement économique.

De même à l'Élysée, le diplomate défend régulièrement une position d'apaisement face à la Turquie, du fait des besoins de la DGSE en contre-terrorisme (CT), alors que le pays se montre de plus en plus agressif envers les intérêts français. Un conseiller élyséen se souvient que « pendant ce temps-là, Ankara nous taillait des croupières en Méditerranée, en Syrie, en Libye, en Afrique, jusqu'au financement de mosquées en France. Il fallait changer de braquet, lui se cramponnait à défendre la bonne relation avec les Turcs. »

Tant et si bien qu'à la même époque, des canaux parallèles se mettent en place à son insu. Ainsi, la direction des opérations (DO) de la DGSE, le bras armé du service, voit les revers se multiplier

contre les intérêts français en Méditerranée et en Afrique. Mais ses propositions d'action sont régulièrement enterrées arrivées au niveau supérieur. La DO va alors court-circuiter Bernard Émié en préconisant des « coups » contre la Turquie et la Russie en Afrique, voire sur leur territoire, directement à l'Élysée ou à l'état-major particulier du président. Si le chef de l'État trouve l'idée bonne, alors ses conseillers soufflent l'idée au chef de la DGSE, comme si elle venait du Château...

## **Visiteur clandestin de Nasrallah**

C'est aussi son attrait pour la diplomatie parallèle et les mondanités qui finira par lui être reproché, alors qu'au départ, cette qualité est saluée. Bernard Émié veut s'imposer comme un ministre bis des Affaires étrangères. Surtout sous le mandat de Catherine Colonna, cheffe de la diplomatie française de 2022 à 2024, qu'il a connue à l'Élysée sous Jacques Chirac et à propos de laquelle il pouvait se montrer très dur en privé. Ancien ambassadeur au Liban et en Algérie, il avait pris la main sur les relations avec ces deux pays. Un cliché datant de l'été 2022 a d'ailleurs illustré ce rôle prépondérant : celui d'un déjeuner officiel à Alger entre le président algérien Abdelmadjid Tebboune, Emmanuel Macron, le chef d'état-major des armées, Thierry Burkhard, le ministre des Armées Sébastien Lecornu, et... Bernard Émié.

Non dépourvu de courage, le diplomate-espion s'est aussi rendu plusieurs fois à Beyrouth pour y rencontrer clandestinement le leader du Hezbollah, Hassan Nasrallah, dans des conditions dignes du *Bureau des légendes* : voyage les yeux bandés, changement de voiture dans un parking, montées et descentes dans un ascenseur

afin de ne pas identifier le lieu et l'étage de l'entrevue, le tout sans son officier de sécurité. Sa dernière rencontre avec l'homme au turban noir remonte à début décembre 2023, soit à peine deux mois après le massacre du 7 octobre commis par le Hamas. Un coup d'éclat, risqué, que certains jugeront « insensé » dans les couloirs de l'Élysée et du Quai d'Orsay.

Ce jeu entre la DGSE et le « parti de Dieu » a en plus failli se retourner contre le service quelques mois après : via le canal établi avec le mouvement, Paris a transmis au leader chiite une missive secrète concernant la situation au Liban le 25 septembre 2024, soit deux jours avant que Hassan Nasrallah ne soit visé par une frappe israélienne fatale, le 27 septembre 2024. Les cadres sécuritaires du Hezbollah survivants se demanderont si la lettre n'était pas un appât concocté avec le Mossad... Paris mettra quelques jours à dissiper les craintes d'un coup monté.

Bernard Émié a été l'un des personnages clés de la stratégie d'Emmanuel Macron vis-à-vis du Hezbollah. Honni du temps de François Mitterrand lorsque l'attentat de l'immeuble Drakkar, perpétré par la milice chiite en 1983 à Beyrouth, avait tué 58 militaires français – l'attentat le plus meurtrier pour les forces tricolores lors d'une opération extérieure –, pris en compte par Jacques Chirac, le mouvement pro-iranien est devenu un interlocuteur assumé par Emmanuel Macron. Le chef de l'État a même été le premier président français depuis la naissance du « Parti de Dieu » en 1982 à accepter de discuter avec un membre du Hezbollah. C'était le 6 août 2020, à Beyrouth, quarante-huit heures après les terribles explosions du port qui ont ravagé un tiers de la ville. À la Résidence des Pins, vaste palais de style ottoman où logent les ambassadeurs français, le président de la République avait échangé avec Mohammad Raad, le chef du bloc parlementaire du

Hezbollah. « Jusqu'à présent, c'étaient surtout nos ambassadeurs ou nos agents de renseignement qui maintenaient le canal ouvert, confie un diplomate français. Là, c'est vrai que le président a voulu franchir un pas supplémentaire, compte tenu du drame du port, et placer les dirigeants libanais face à leurs responsabilités. Et pour cela, il est indispensable de parler à l'acteur le plus influent, c'est-à-dire le Hezbollah. »

Dans la foulée, Emmanuel Macron avait missionné Bernard Émié, afin d'aider le Liban à mener les réformes tant attendues. Ambassadeur dans le pays de 2004 à 2007, le maître-espion connaissait par cœur le marigot local. Au printemps 2006, alors que le Hezbollah venait de conclure un accord politique contre-nature avec le Courant patriotique libre, parti chrétien du général Aoun, il avait même rencontré Hassan Nasrallah dans des conditions tout aussi rocambolesques qu'en 2023, dans le but de mieux cerner les raisons de cet improbable deal.

Une quinzaine d'années plus tard, le chef de la DGSE tombera sur un os, tant le Hezbollah se montrera peu désireux de sortir le Liban de l'impasse dans laquelle il se trouve. Cela a notamment été le cas pour le choix du poste de président, vacant après le départ de Michel Aoun en octobre 2022 et seulement pourvu en janvier 2025 avec l'élection de Joseph Aoun. Durant ces deux longues années, Paris aura pourtant donné des gages en décidant contre toute attente, au printemps 2023, de ne pas mettre son veto au candidat proposé par le Hezbollah, le leader maronite Sleiman Frangié, ami de Bachar al-Assad. La pilule sera dure à avaler pour de nombreux responsables libanais, qui voyaient la France comme un rempart face à la milice chiite. Rencontré à l'époque par l'un des auteurs dans son nid d'aigle de Bikfaya, à quarante minutes à l'est de Beyrouth, Samy Gemayel, le chef du parti Kataeb (ex-Phalanges libanaises) et neveu

du président Bachir Gemayel assassiné en 1982, ne décolerait pas. « Ce positionnement de la France vis-à-vis du Hezbollah est insensé, c'est comme si votre pays ne savait plus où il habite, ne reconnaissait plus ses partenaires historiques, ses vrais amis », pestait le député maronite de 42 ans, qui est régulièrement menacé de mort par le mouvement pro-iranien.

Cette posture très chiraquienne et ancrée depuis la fin des années 1990 a ensuite été développée par Jean-Yves Le Drian, qui a progressivement repris à Bernard Émié la gestion du dossier libanais. Désigné, en juin 2023, envoyé personnel d'Emmanuel Macron au Liban, l'ex-ministre des Affaires étrangères a défendu haut et fort la stratégie présidentielle dans les médias – « Il faut parler au Hezbollah », clamait-il en une de la *Tribune Dimanche*, le 13 octobre 2024<sup>2</sup>.

Ce positionnement élyséen, qui s'inscrit dans les pas de la décision de François Hollande, en 2013, de militer pour que l'Union européenne classe uniquement la branche armée du Hezbollah comme terroriste et non l'ensemble de l'organisation, comme le font les États-Unis ou Israël, compte de nombreux détracteurs. Cette distinction, dont Paris assure qu'elle lui permet de continuer à « maintenir un canal ouvert » avec la milice chiite, a été qualifiée en 2020 de « fiction » par le secrétaire d'État de Donald Trump, Mike Pompeo. « La question à se poser en priorité est : "Quels résultats obtenons-nous via ce canal ?" s'interroge un diplomate, qui a rencontré plusieurs fois des élus du Hezbollah. La réponse est : "Pas grand-chose." Disons qu'elle a le mérite de montrer que la France est au cœur du jeu et que les Américains, qui ne parlent pas directement au Hezbollah, sont friands de nos comptes rendus. »

Au-delà de Beyrouth, Bernard Émié a su également maintenir un canal ouvert avec le grand parrain iranien du Hezbollah, via plusieurs

rencontres à Téhéran avec le ministre chargé du renseignement ou avec le numéro deux du Conseil suprême de sécurité nationale.

## **« Je ne peux pas dire ça au président ! »**

Dans le dossier ukrainien, le chef de la DGSE a été largement mis à contribution, notamment lors d'un voyage mi-décembre 2021 où il rencontrera ses homologues russes du FSB (renseignement intérieur), du GRU (renseignement militaire) et du SVR (renseignement extérieur). Le maître-espion publiera une note classifiée après cette mission dans laquelle, usant d'une prudence toute diplomatique, il n'écartera aucune option à propos d'une éventuelle invasion russe de l'Ukraine.

Cette passion de la diplomatie secrète finira néanmoins par se retourner contre lui. Il est un peu moins de 7 heures du matin, le vendredi 24 mars 2023, lorsqu'un discret jet Falcon 900EX s'est envolé de l'aéroport du Bourget à destination de la Biélorussie. À son bord, une toute petite équipe de la DGSE emmenée par son directeur. Mission : convaincre le président biélorusse Alexandre Loukachenko de ne pas s'engager plus avant dans la guerre en Ukraine. Nom de code de l'opération : Alisia. Le voyage n'a pas été de tout repos : lorsque l'avion a pénétré l'espace aérien, les autorités biélorusses se sont d'abord inquiétées de voir un avion arriver directement de Paris, alors que l'espace aérien est quasiment fermé depuis le début de la guerre dans l'Ukraine voisine. Le Falcon transportant le patron de la DGSE est revenu à Paris à 22 h 20, le même jour, après de rudes négociations.

La visite éclair est dans un premier temps perçue comme une victoire pour la DGSE puisqu'une semaine plus tard, le leader biélorusse plaide pour une trêve entre Moscou et Kiev. À l'Élysée, on se félicite du résultat. Mais l'imprudance du maître-espion, dont le vol était consultable en direct sur les sites internet de suivi comme FlightRadar24, fait tousser dans les cercles sécuritaires français...

Bernard Émié a également fait la démonstration de son entregent. Il s'est ainsi rendu, en 2021, 2022 et 2023, au Forum de Davos où se côtoie le gratin de la finance mondiale, une première pour un patron de la DGSE. Le diplomate n'hésitait pas non plus à inviter régulièrement des ministres à dîner boulevard Mortier, comme Gérard Darmanin ou Bruno Le Maire, issu comme lui de la Chiraquie, et à agrémenter leur venue d'une visite personnalisée du siège de la DGSE.

Dans un souci de visibilité, le sexagénaire a également largement soutenu et poussé le documentaire de Jean-Christophe Notin, *DGSE : la fabrique des agents secrets*, diffusé en 2024, en racontant les différents métiers du service. Il a aussi joué les intermédiaires pour le producteur de la série *Le Bureau des légendes*, Alex Berger, qui par son entremise a pu rencontrer William Burns, le patron de la CIA. Les deux maîtres-espions étaient ambassadeurs au même moment en Jordanie dans les années 1990.

S'il est très présent à l'extérieur, l'absence à l'intérieur du service de ce directeur général « par le haut », selon l'expression interne, se fait sentir au sein des troupes. Pour les vétérans du service, l'un des rôles de la DGSE est parfois de transmettre au politique des analyses allant à l'encontre de ses désirs. Une attitude que le directeur ne se sent pas de porter. Briefé par ses troupes un jour sur un dossier prenant à contre-pied une position présidentielle, en amont d'un

conseil de défense prévu le lendemain, le maître-espion s'écriera : « Mais vous n'y pensez pas, je ne peux pas dire ça au président ! »

Au fil des ans, de nombreux témoins l'ont entendu vitupérer au siège du service contre ses troupes, avec la même mise à distance. « Il disait souvent : "Vous, ici", "vos méthodes", "vos hommes"... alors que c'était censé être *sa* maison, cela donnait un sentiment étrange d'extériorité à son propre service, comme s'il ne s'en sentait pas le tenancier, mais qu'il restait de passage. » De nombreux officiers de la DGSE regrettent de plus en plus à haute voix que le big boss n'ait pas davantage mis le nez dans les opérations et l'organisation interne. Une critique quelque peu injuste : c'est sous son règne que sera menée la plus ambitieuse réforme du service depuis sa création, en 1982.

Aujourd'hui saluée, cette réorganisation en centres de mission avait initialement reçu un accueil mitigé du président, lequel redoutait une structure avant tout basée sur des aires géographiques, à l'image du Quai d'Orsay, ministère perçu par Emmanuel Macron comme immobiliste. Mais Bernard Émié avait obtenu gain de cause, et ce, malgré aussi les réticences internes. Plusieurs cadres du service, cumulant des décennies de règne, ont préféré faire leurs cartons dans une organisation qui sabrait leurs baronnies, ce dont de nombreux jeunes ambitieux sauront gré à l'ancien directeur.

Autre innovation en matière de ressources humaines sous son règne, le rééquilibrage des différences de carrière entre hommes et femmes. Peu avant son départ de la DGSE, et après des mois de travail du département des ressources humaines du service, plusieurs mesures ont été prises visant à garantir « un égal accès » aux différents statuts du service et à combler les écarts de rémunération entre les deux sexes. À la même époque, un effort a

par ailleurs été entrepris au sein de la DGSE pour que les femmes officiers enceintes ne soient plus pénalisées dans leurs carrières du fait de leur congé maternité, notamment pour décrocher des postes à l'étranger, une récrimination récurrente. Il reste un long chemin à parcourir : à ce jour, seules deux femmes ont des postes de direction, au renseignement économique et à la sécurité. Une autre est à la tête, pour la première fois de son histoire, du Centre parachutiste d'entraînement spécialisé (CPES), rattaché au Service action (SA) de la DGSE, basé à Cercottes, près d'Orléans.

Néanmoins, du fait de la distance s'installant avec l'Élysée, selon plusieurs sources proches du président, une première sortie du patron de la DGSE a en réalité été imaginée juste avant la fin du premier mandat. Le directeur de cabinet de la ministre de la Défense Florence Parly et ancien directeur de la stratégie de la DGSE, Martin Briens, avait ainsi d'abord été envisagé pour lui succéder, Bernard Émié se voyant proposer une prestigieuse ambassade de son choix.

Mais la campagne présidentielle de 2022, puis l'invasion russe de l'Ukraine, ont permis à Bernard Émié de prolonger son mandat. Une seconde exfiltration est envisagée courant 2023, cette fois-ci vers l'ambassade de France à Washington. Tout le monde jouant la montre, et lassé d'attendre un poste qui ne vient pas, Martin Briens prend finalement l'ambassade de France à Rome en juin de la même année. Bernard Émié a encore sauvé son fauteuil et fait dire par ses troupes qu'il partira après les Jeux olympiques de Paris, à l'été 2024.

C'est finalement en septembre 2023, peu après le dernier putsch au Niger, que le président prend sa décision définitive. Trois mois plus tard, le patron de la DGSE est remplacé par Nicolas Lerner.

8.

## « Écoterrorisme », « ultragauche »... Un renseignement très politique

### **Le renseignement territorial charge à tort l'ultragauche**

C'est une note qui a profondément choqué dans les rangs de la Direction du renseignement de la préfecture de police de Paris (DRPP). Nous sommes le 30 juin 2023, au lendemain d'une grande marche qui a eu lieu à Nanterre (Hauts-de-Seine) en hommage à Nahel Merzouk, adolescent de 17 ans tué trois jours plus tôt par le tir d'un policier à bout portant. La scène, filmée et diffusée sur les réseaux sociaux, a stupéfié des pans entiers de l'opinion française et débouché sur de violentes émeutes urbaines dans les jours qui ont suivi le drame. Le 30 juin, le Service central du renseignement territorial (SCRT, qui prendra le 1<sup>er</sup> juillet 2023 le nom de Direction nationale du renseignement territorial, DNRT) publie une note classifiée à propos de la marche et indique que l'ultragauche est liée à l'organisation du défilé. Le texte est ensuite diffusé aux différents

services partenaires qui collaborent sur le sujet, via un réseau informatique sécurisé.

Au bout de quelques minutes à peine, l'état-major du SCRT reçoit un appel des « cousins » de la DRPP qui leur disent que c'est « n'importe quoi », strictement aucun élément ne permet de lier la mouvance extrémiste à l'événement. Dans la foulée, le SCRT publie un rectificatif et retire le mot « ultragauche » de sa note. Ce démenti en quasi-direct est déshonorant pour ce service de plus de 3 000 agents qui, depuis sa création en 2014, n'a cessé de monter en puissance et s'est spécialisé dans la lutte contre les extrémismes violents. Plus que toute autre administration, la DNRT a aussi dû affronter ces dernières années plusieurs tentatives de politisation du renseignement. Un écueil classique dans les régimes autoritaires où il n'est pas bon pour les services de rouler à contresens du pouvoir, mais que l'on ne s'attendait pas forcément à rencontrer de manière aussi visible en France.

## **La croisade de Darmanin contre l'écoterrorisme**

Octobre 2022. De violents heurts éclatent à Sainte-Soline dans les Deux-Sèvres entre les forces de l'ordre et les opposants à la construction d'une mégabassine destinée à l'irrigation agricole. De véritables scènes de guerre entre militants radicaux et gendarmes en plein cœur de la campagne française. À quelques kilomètres de là, dans un petit village limitrophe de Sainte-Soline, les différents services de l'État s'affairent dans un poste de commandement monté *ad hoc*. Plus de 200 gendarmes gesticulent en tous sens au milieu d'une grande salle où sont projetées des images aériennes de ce qui

est devenu un champ de bataille. Les forces de l'ordre répètent à l'envi le mot « l'adversaire » pour désigner les collectifs d'opposants. Dans un coin, la cellule « renseignement » s'active. Elle est composée d'agents de la DGSI, du SCRT et de la Sous-direction de l'anticipation opérationnelle (SDAO), service dépendant de la gendarmerie nationale.

Cela fait plusieurs semaines que ces espions sont mobilisés. Grâce à des sources dans l'entourage des militants radicaux, ils ont pu alerter en amont les autorités sur l'ampleur du rassemblement à venir et les risques de débordement qu'il charrie. Tout est dépeint : les profils de personnes à suivre en priorité et qui sont jugées les plus dangereuses, le nombre de manifestants et de cortèges attendus, la stratégie mise en place par le collectif des Soulèvements de la Terre, l'instigateur de la mobilisation...

La violence des affrontements, qui feront 200 blessés chez les manifestants, dont 40 grièvement touchés, principalement par des éclats de grenades de désencerclement et des tirs de lanceur de balles de défense, ainsi que 47 gendarmes souffrant de blessures, va provoquer des crispations au sein des sphères sécuritaires étatiques. « Comment a-t-on pu en arriver là alors que les services avaient fait remonter toutes les informations possibles et imaginables ? » s'interroge encore aujourd'hui un cadre du ministère de l'Intérieur.

C'est le 29 mars, un peu moins d'une semaine après le début des violences, que Gérald Darmanin prononce pour la première fois le mot « écoterrorisme ». Le ministre de l'Intérieur estime que les « modes opératoires » d'une partie des opposants relèvent de cette mouvance, bien que cette notion ne soit pas fondée en droit. Le locataire de la place Beauvau va faire de la criminalisation de cette menace son grand combat, comme le prouvera, en juin 2024, la décision du gouvernement de dissoudre les Soulèvements de la

Terre. Celle-ci sera retoquée cinq mois plus tard par le Conseil d'État au motif que cette mesure n'est pas « adaptée et proportionnée ».

Bâti sur des sables mouvants sur le plan juridique, l'« écoterrorisme » a néanmoins fait partie des priorités assignées aux services de renseignement par Gérard Darmanin et son cabinet. Plusieurs sources contactées par les auteurs ont souvent eu les mêmes mots et évoqué « un dévoiement de la démocratie », une « instrumentalisation politique » ou une « politisation du renseignement ». « Il y avait à cette époque à Beauvau une volonté de mettre tous les maux de la société sur le dos de l'ultragauche et de l'écoterrorisme », confie un fonctionnaire. Les services de renseignement sous la tutelle de Beauvau ont eu également la surprise de voir la Direction des libertés publiques et des affaires juridiques (DLPAJ) du ministère de l'Intérieur, chargée des dissolutions d'associations, leur demander de rassembler des éléments sur tel ou tel mouvement. « On marchait sur la tête, poursuit une autre source. Normalement ce sont les services qui font remonter du renseignement que peut utiliser la DLPAJ. Là c'était l'inverse, la DLPAJ devenait très politique et nous indiquait la cible sur laquelle elle voulait qu'on travaille. » Contacté, l'entourage de Gérard Darmanin se défend de toute « politisation » du renseignement et juge « normal que les services aient été mis à contribution pour documenter cette menace ».

## **Matignon contre Beauvau**

Cette frénésie sur l'écoterrorisme remonte à Matignon. Ce dossier constituera l'une des plus formidables passes d'armes à fleurets mouchetés du renseignement intérieur sous la présidence Macron.

En France, c'est au cabinet du Premier ministre de valider ou non les demandes de mise sur écoute administratives de citoyens français. En matière de terrorisme et de grand banditisme, cette validation est presque devenue une simple formalité. Mais l'équipe d'Élisabeth Borne commence à « halluciner », selon un témoin de l'époque, sur certaines demandes du ministère de l'Intérieur en matière d'« écoterrorisme ». Elles visent notamment de jeunes militants, sans aucun casier judiciaire, qui ont le défaut de chercher de nouveaux modes de contestation pour lutter contre le changement climatique.

Consultée en amont de chaque demande de mise sur écoute, la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR), autorité administrative indépendante alors présidée par Serge Lasvignes, décédé depuis, est pareillement sur les dents. Celui-ci s'en ouvrira même lors d'événements semi-publics, inquiet du dévoiement de l'utilisation de techniques de renseignement sur des citoyens français loin de constituer une menace pour l'État<sup>1</sup>. Vis-à-vis des services, celui-ci multipliera les demandes de précisions sur la gravité de la menace pour chacune des mises sur écoute. Cela force les services de renseignement à dévoiler leur jeu, à montrer le contenu parfois léger du dossier constitué et à « dégonfler la demande ». Dans son rapport annuel 2022, la CNCTR se sentira obligée de consacrer un paragraphe à la politisation de ces demandes. Elle affirme se montrer « très vigilante sur les demandes fondées sur ce motif légal, considérant que la prévention des violences collectives ne saurait être interprétée comme permettant la pénétration d'un milieu syndical ou politique ou la limitation du droit constitutionnel de manifester ses opinions, fussent-elles extrêmes, tant que le risque d'une atteinte grave à la paix publique n'est pas

avéré. Une part significative des avis défavorables a d'ailleurs été rendue au titre de ce fondement légal en 2022. »

Dans le même temps, alors que jusqu'à présent Matignon donnait plutôt facilement son imprimatur aux mises sur écoute, la Première ministre va en refuser de plus en plus, suivant en cela la Commission de contrôle, à la grande fureur de son ministre de l'Intérieur. C'est dans cette perspective de bras de fer contre Gérald Darmanin qu'il faut aussi mieux comprendre les sorties médiatiques de la Première ministre de l'époque, insistant pour dire que « les militants du climat » – et non les « écoterroristes » – étaient « dans leur rôle de dire qu'il faut accélérer ». L'Élysée ne viendra pas au secours de sa Première ministre. Au contraire, au Château, on est plus enclin à suivre la ligne Darmanin. Et peu à peu, la CNCTR cédera en validant les demandes de mise sur écoute pour « écoterrorisme ».

## **Des fuites dans la presse qui agacent la DGSI**

« L'inquiétant virage radical des activistes écologistes », *Le Parisien*, 20 décembre 2022 ; « Ce que dit la note du renseignement territorial sur la manifestation contre les violences policières », BFMTV, 21 septembre 2023 ; « Sainte-Soline : un an après les violents affrontements, les renseignements vigilants mais pas inquiets », RTL, 21 mars 2024 ; « Les renseignements craignent de nouvelles violences » [à Sainte-Soline], *Le Parisien*, 17 juillet 2024... Tous ces articles ont en commun de s'appuyer ou même d'avoir consulté directement une note du SCRT ou de la DNRT. Cette propension à ce que se retrouvent dans les médias des documents

classifiés relevant du secret de la défense nationale en a fait tiquer certains au sein du renseignement français, où l'on cible le cabinet de Gérald Darmanin comme étant à l'origine de ces fuites organisées.

Le pire étant que certaines des informations classifiées révélées provenaient de notes ayant le double timbre : DNRT/DGSI. Ainsi la diffusion dans *Le Parisien* d'un article intitulé « La flamme olympique dans le viseur des Soulèvements de la Terre » a profondément agacé la DGSI. Publié opportunément le 25 octobre 2023, deux semaines avant l'annonce de la décision du Conseil d'État sur la dissolution des Soulèvements de la Terre, il n'a pas été du goût des espions de Levallois-Perret (siège de la DGSI). Le service était d'autant plus en colère que cette note commune résultait d'une information transmise par une source humaine, laquelle risquait d'être démasquée et n'avait pas été protégée comme il se doit. Cette pratique faisait d'autant moins sourire à la DGSI ou au SGDSN où l'on sait parfaitement que la violation du secret de la défense nationale est punie de 5 à 7 ans d'emprisonnement et de 75 000 à 100 000 euros d'amende. À force de voir des documents classifiés être directement cités dans les articles de journalistes, les agents de la DGSI et de la DRPP se racontaient entre eux la même blague : avec Gérald Darmanin à l'Intérieur, il est préférable de garder les informations pour soi que de les partager à la DNRT pour qu'elles se retrouvent dans la presse le lendemain.

## **Les Gilets jaunes suivis de près à l'Élysée**

Quelques années avant de se focaliser sur l'écoterrorisme, le renseignement territorial a été l'un des acteurs de la première crise intérieure affrontée par Emmanuel Macron depuis son élection : celle des Gilets jaunes. Un maître-espion en poste à cette époque se souvient que la grande crainte dans les services était que les manifestants tentent de s'introduire à l'Élysée. « C'était très sérieux, confie-t-il au début du printemps 2025. Il y a eu des précédents dans l'histoire : 1789, le 6 février 1934... Là, entre novembre 2018 et mars 2019, on a eu deux ou trois coups de chaud. » S'il est de notoriété publique que le préfet de police de Paris, Michel Delpuech, a été limogé en raison du saccage des Champs-Élysées, le 16 mars 2019, par des casseurs liés au mouvement, et remplacé par le plus raide Didier Lallement, il est moins connu que c'est sa gestion des Gilets jaunes qui a aussi fini par coûter son poste à la patronne du renseignement territorial, Lucile Rolland. Cette ancienne sous-directrice du terrorisme à la DGSI, où elle aura eu à affronter les attentats de 2015, a été remerciée en juin 2021, moins de trois ans après sa nomination. Comme pour Sainte-Soline, ce n'est pas un déficit d'anticipation du mouvement qui est reproché au renseignement territorial. « Quand tout cela a éclaté, nous nous sommes fadés toutes les notes du SCRT, indique un ancien conseiller de l'Élysée. Celles-ci comprenaient tous les signaux avant-coureurs : la colère sur les 80 kilomètres/heure, le sentiment de déclassement... C'est davantage la gestion de la crise par le SCRT qui a pêché. » Certains au Château, comme le directeur de cabinet de la présidence de la République, Patrick Strzoda, jugent le renseignement territorial « fragile » dans le suivi au quotidien du

mouvement. Cette petite musique monte et Lucile Rolland est assise sur un siège de plus en plus éjectable. Sa défense consistant à dire à ses interlocuteurs, à l'Élysée ou à Beauvau, qu'elle « n'a pas de boule de cristal » n'arrange pas son affaire. Il faudra toutefois attendre le printemps 2021 pour que Gérald Darmanin, en accord avec l'Élysée, scelle le sort de l'une des rares femmes patronnes d'un service de renseignement<sup>2</sup>. Pour lui succéder, Gérald Darmanin nomme Bertrand Chamoulaud, conseiller renseignement du directeur général de la police nationale, Frédéric Veaux, avec pour mission de « fouetter le cul de la bête », selon la formule d'un haut fonctionnaire en poste à l'époque. Sur la période, les mises sur écoute de citoyens français au titre de la « prévention des violences collectives » ont doublé pour atteindre près de 4 000 personnes.

9.

## L'Iran, le dossier radioactif de l'Élysée

### **La cyberattaque secrète lors des Jeux olympiques**

25 juillet 2024. À la veille de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Paris, Gabriel Attal déambule au siège parisien de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). Le Premier ministre démissionnaire effectue une visite dans les locaux du gendarme français de la cybersécurité qui doit veiller à protéger l'événement des tentatives de piratage. Après avoir assisté à une présentation des différents dispositifs de cybersécurité et cyberdéfense mis en place dans le cadre des JO, Gabriel Attal s'arrête et déclare aux quelques journalistes présents : « Le risque zéro n'existe pas, mais le 100 % préparation est possible et c'est ce que nous avons fait. » Puis il ajoute : « Nous nous attendons à des cyberattaques [mais] l'enjeu est de nous préparer au mieux pour en limiter la portée. » Ce qu'en revanche le Premier ministre ne dit pas, et que nous sommes en mesure de révéler, est qu'au même moment les pompiers de l'ANSSI étaient en train d'éteindre un incendie

propagé par le régime iranien. Les sondes de détection de l'agence venaient de virer au rouge après avoir constaté qu'un virus s'était introduit dans les *data centers* d'une PME montpelliéraine fournissant les images des panneaux publicitaires dans plusieurs villes de France. Dans la foulée un message de propagande anti-israélien s'était affiché brièvement sur une poignée de panneaux avant que l'ANSSI ne mette un terme à la manœuvre. Celle-ci, notamment son *modus operandi*, a été clairement attribuée en interne à une opération cyber du régime iranien.

L'activisme de Téhéran en amont et durant les JO a été notable et a même surpris les espions français, qui tablaient sur une Russie plus remuante que l'Iran. Durant les mois qui ont précédé l'événement, les services iraniens ont ainsi tenté – sans succès – de faire entrer des agents dans l'Hexagone, lesquels ont vu leurs demandes de visas rejetées. « Ils ont voulu profiter de l'effet d'aubaine des JO en essayant de glisser dans les différentes délégations officielles des officiers de renseignement, mais nous avons été vigilants », assure une source proche de la DGSI. Comme l'a révélé Mediapart<sup>1</sup>, le renseignement français a également éventé plusieurs opérations de déstabilisation menées par les Gardiens de la révolution<sup>2</sup> contre des athlètes israéliens.

Trois d'entre eux ont par exemple reçu par mail et message WhatsApp des menaces de mort de la part d'un groupe se présentant comme le « Régiment GUD », du nom du Groupe union défense, classé à l'extrême droite et qui a soutenu par le passé la cause palestinienne. Selon les services français et israéliens, derrière cette opération se cachait la cyberentreprise iranienne Emmenet Pasargad. L'implication de celle-ci avait été mise en lumière s'agissant du piratage de la base de données clients de *Charlie Hebdo* en janvier 2023. Elle a aussi été désignée par le département

du Trésor des États-Unis pour avoir tenté d'influer sur le résultat de l'élection présidentielle américaine de 2020.

Revenue sur le devant de la scène à la faveur de la guerre israélo-iranienne de douze jours en juin 2025, la menace iranienne n'a en réalité jamais quitté les préoccupations des espions français. Après le début de l'offensive sur Téhéran, le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau envoie une note à ses services, précisant qu'« il convient de porter une vigilance particulière à l'ensemble des sites qui pourraient être ciblés par des actes de terrorisme ou de malveillance par une puissance étrangère », visant sans le nommer l'Iran.

Promptement diffusé à la presse, le rappel fait plus figure de coup communicationnel que de réel besoin opérationnel. Police et services de renseignement savent déjà à quoi s'en tenir avec Téhéran, qui n'a jamais hésité depuis quarante ans à commanditer des attentats sur le sol français. À l'Élysée aussi, la menace iranienne n'est pas une nouveauté. Elle reste l'un des grands dossiers secrets de la présidence d'Emmanuel Macron, où s'entrelacent enjeux d'État et inclination personnelle.

## **Un président sensible à la question**

Vers la fin 2022, alors qu'Emmanuel Macron entame son second quinquennat, quelques experts, consultants privés et spécialistes de l'influence, commencent ainsi à être sondés par l'Élysée et ses services pour savoir ce qu'il est « possible de faire » sur le pays. Via une actrice proche de l'opposition iranienne, Golshifteh Farahani, le président est devenu sensible à la cause des femmes iraniennes et veut aider discrètement les opposantes. La mort de Jina Mahsa

Amini, une Kurde iranienne, décédée le 16 septembre 2022 après avoir été détenue par la police de la moralité du régime, a suscité pendant des mois de vastes manifestations dans le pays au cri de « Femme, Vie, Liberté ».

N'y a-t-il pas là une ouverture pour faire bouger le régime des mollahs ? À Paris, on tente comme on peut de soutenir le mouvement, de faciliter les démarches des opposants, de soutenir les influenceurs locaux. En septembre 2023, le mouvement des femmes iraniennes perd de son souffle, les arrestations se succèdent. Certains relais réussiront à être progressivement exfiltrés, car la République islamique se durcit.

Le régime tient bon, et rend coup pour coup, jusqu'en France. En mai 2022, l'enseignante Cécile Kohler est arrêtée avec son compagnon Jacques Paris pour « espionnage » alors qu'elle arrive à la fin d'un séjour touristique. Les autorités françaises n'en seront officiellement averties que le 23 novembre 2022. À l'heure où ces lignes sont écrites, ils sont toujours en prison à Téhéran.

Les cyberattaques se multiplient également. En juin 2023, un local francilien des Moudjahidines du peuple, l'organisation communiste iranienne opposante au régime théocratique iranien, se voit visé par un engin incendiaire. Et cela, cinq ans après qu'un projet d'attentat contre un rassemblement de plusieurs milliers d'opposants iraniens à Villepinte a été déjoué à la dernière minute grâce à une information du Mossad israélien. Deux jours avant le meeting, deux agents iraniens avaient été interpellés dans un restaurant du Luxembourg. Des explosifs venaient de leur être livrés par Assadollah Assadi, un autre espion iranien. Celui-ci était officiellement un diplomate, employé à l'ambassade de Vienne. Condamné à vingt ans de prison à Anvers en 2021, il sera finalement

échangé en mai 2023 contre un humanitaire belge retenu en otage à dessein par l'Iran.

C'est aussi en 2023, année charnière de ce dossier, que pour la première fois, le Plan national d'orientation du renseignement (PNOR), la « feuille de route » des services pour hiérarchiser les priorités, inclut une « fiche d'orientation stratégique » sur le pays. Il s'agit d'un document de trois à quatre pages détaillant les différents points d'attention. L'Iran, au même titre que la Russie, la Chine ou la Turquie, est alors classé « P1 », le plus haut niveau dans la catégorie des pays les plus vindicatifs contre la France. De fait, l'un des meilleurs connaisseurs de l'Iran, l'ancien ambassadeur à Téhéran Nicolas Roche, a été nommé par Emmanuel Macron secrétaire général à la défense et à la sécurité nationale (SGDSN) en mars dernier.

## **La sénatrice française et l'espion iranien**

Plusieurs événements expliquent que l'Iran ait été rehaussé en 2023 parmi les principales menaces pesant sur la France. Des espions français que nous avons interrogés conservent ainsi un souvenir douloureux de la mort en décembre 2020 du journaliste et dissident iranien Rouhollah Zam<sup>3</sup>. Ce fils d'un mollah vivait depuis un an en France et documentait la corruption du régime de Téhéran. Il était également bien connu des officiers de renseignement français. Certains l'avaient débriefé pour glaner des informations sur le régime iranien. D'autres avaient aussi enquêté sur lui avant qu'il n'obtienne l'asile dans l'Hexagone. Comme cela est d'usage avec ceux qui se disent en rupture de ban dans certains pays (Russie, Iran, Corée du

Nord...), les services tentent de déterminer si cette opposition est bien réelle. Le but étant de ne pas laisser entrer sur le territoire des personnes qui, sous couvert de dissidence, mèneraient des actions hostiles. Les entretiens menés par les contre-espions français étaient unanimes sur l'engagement très fort de Rouhollah Zam contre le régime des mollahs. Protégé par des policiers et en contact régulier avec les services français, le dissident a pourtant été victime d'une opération d'enlèvement soigneusement élaborée par les Gardiens de la révolution islamique. Ces derniers ont réussi à infiltrer son entourage, lequel l'a incité à se rendre en Irak. L'opposant y a alors été capturé puis transféré en Iran où il a été pendu.

Ce meurtre a provoqué une passe d'armes diplomatique entre Paris, qui a dénoncé un « acte barbare et inacceptable », et Téhéran, qui a en retour convoqué l'ambassadeur de France dans le pays. « Rouhollah Zam n'était pas n'importe qui et était suivi ici, donc le fait que les Iraniens mènent une action aussi ingérente, en France, montre qu'ils sont totalement décomplexés », confie un espion français. Début 2025, après d'autres cas de ce type, la DGSI a décidé de publier une nouvelle page en cinq langues (français, anglais, chinois, russe et arabe) sur son site internet. Elle a pour titre « La lutte contre la répression transnationale ». Les victimes ou témoins d'opérations conduites par des pays étrangers sont invités à contacter l'adresse mail générique de la DGSI.

Ces dernières années, les services français ont aussi accordé une plus grande attention à l'entourage des élus ou cadres de grands groupes. La DGSI a notamment eu la drôle de surprise de découvrir qu'une sénatrice française s'entretenait régulièrement avec un officier de renseignement iranien en poste à Paris. Après une mise en garde, celle-ci a stoppé tout contact avec l'envoyé de Téhéran.

## **« Le président veut de l'entrave »**

En France, la DGSE est également en pointe sur le dossier iranien. Dès le début de sa présidence, Emmanuel Macron et ses mousquetaires ont enjoint aux services français de coopérer entre eux en matière de contre-prolifération. Sous l'égide du service de renseignement extérieur, la coopération avec la DGSI, le renseignement militaire, les douanes et Tracfin s'est formalisée au sein de la cellule de partage Sekhmet, du nom de la déesse égyptienne de la guerre, surnommée « celle devant qui le mal tremble ». Tout un programme.

Si elle lutte contre toutes les menaces de prolifération, ses principaux dossiers seront très souvent liés à l'Iran. Basée à la DGSE, cette cellule a été créée début 2018. Lors de son lancement, le patron de la DGSE, Bernard Émié, avait souligné aux différents représentants des services français présents que c'était un sujet suivi de près par Emmanuel Macron. « Le président veut de l'entrave » en matière de contre-prolifération, avait-il signifié. En concertation avec plusieurs services étrangers chargés du renseignement extérieur, notamment la CIA américaine, le MI6 britannique et le BND allemand, la cellule Sekhmet a été impliquée dans plusieurs saisies de conteneurs. Convoyés par les armateurs CMA-CGM ou Maersk, ces derniers servaient à transporter du matériel utile aux programmes balistique et nucléaire iraniens.

Les frappes américano-israéliennes de juin 2025 sur les sites du programme nucléaire secret iranien ont aussi remis sur le devant de la scène ce dossier bien connu de la division de contre-prolifération de la DGSE. Le service français le suit depuis ses prémisses, tant la France a eu maille à partir avec le pays. Et doit se faire pardonner. C'est la France qui a fourni les premiers éléments de nucléaire civil à

l'Iran du Shah, dans les années 1970, comme elle l'a fait pour l'Irak de Saddam Hussein. En 1974, Téhéran avait obtenu 10 % des parts du projet nucléaire français Eurodif. Après la révolution islamique iranienne, Paris gèlera cette participation, dont le nouveau régime des ayatollahs réclamera d'être remboursé, à coups d'attentats en plein Paris et d'enlèvements de Français au Liban dans les années 1980.

Depuis lors, le dossier du nucléaire iranien est sans doute l'un de ceux que le service connaît le mieux et sur lequel il dispose d'une analyse indépendante robuste. L'unité Iran réunit les meilleurs analystes, qui passent leurs journées à étudier sous toutes les coutures l'imagerie satellite, à cartographier des intermédiaires et des sociétés, à contrôler les fournisseurs potentiels, à chercher des sources qui connaîtraient des détails du programme nucléaire iranien.

C'est l'un des dossiers où la coopération avec la Russie, puissance « dotée » qui a toujours veillé à limiter la prolifération des armes nucléaires – les pays disposant du feu nucléaire tiennent à rester un club fermé –, ne cesse pas. C'est via la cellule Deep Dive que les services russes et français ont longtemps échangé sur le sujet. Sur ce dossier crucial, Emmanuel Macron a même repris le dialogue à l'été 2025 en direct avec Vladimir Poutine. Pour quel résultat ?

C'est aussi sur le dossier du programme nucléaire iranien, c'est-à-dire de la capacité de Téhéran à se doter de l'arme atomique, que la coopération avec les services israéliens, Mossad en tête, est la plus nourrie. Comme s'en est ouvert un responsable israélien à l'un des auteurs longtemps avant l'attaque du 13 juin 2025 contre l'Iran, ces dernières années, la coopération entre les deux services pour

traquer les progrès du programme nucléaire iranien a atteint un niveau inédit.

Si l'ampleur de cette collaboration reste de moindre importance que celle qui lie le service israélien à la CIA, les officiers des deux agences française et israélienne travaillent ensemble sur le terrain et ne se contentent pas d'échanger des renseignements depuis leurs sièges. Certaines opérations ont même été menées conjointement par le passé, notamment pour y localiser des sites secrets de la République islamique.

Mais malgré ces coopérations, pour la DGSE, l'enjeu sur le nucléaire iranien reste de disposer de ses propres informations, et de ne pas dépendre de ses partenaires américains et israéliens. Du fait de cette analyse « souveraine », Sébastien Lecornu, alors ministre des Armées, pourra déclarer le 21 juin dans *Le Parisien* : « Nos services de renseignement produisent des analyses qui nous permettent de certifier que l'Iran dispose bien des différentes pièces pour une bombe nucléaire<sup>4</sup>. » De par cette volonté d'indépendance également, au moment des frappes conjointes américano-israéliennes sur les sites du complexe nucléaire iranien, les Français seront tenus à l'écart par le tandem.

10.

## L'espionnage économique, passion « macronienne »

30 septembre 2024. Sitôt les stylos ayant servi à la signature du méga-contrat rangés, on sabre le champagne chez Naval Group, à la Marine nationale et jusque parmi les membres du cabinet du ministre des Armées, Sébastien Lecornu. Tout l'appareil militaro-industriel a de quoi se réjouir : la France va définitivement livrer à la Marine néerlandaise quatre sous-marins flambant neufs pour environ 6,5 milliards d'euros. Un contrat gigantesque dont l'industrie française a bien besoin. Dans le tout nouveau centre de mission de la DGSE dédié au renseignement économique, on fête aussi la victoire. Le service de renseignement extérieur a été fortement mobilisé lors de la compétition, où Paris faisait face à une intense concurrence anglo-saxonne et allemande. En matière de guerre économique entre États, les alliances sont rares et tous les coups sont permis. La DGSE aura tout fait pour appuyer l'offre des sous-marins français.

Jadis artisanale, cette aide du renseignement pour accompagner les grands groupes régaliens à l'export s'est industrialisée sous

l'impulsion d'Emmanuel Macron. Prospects de sous-marins aux Philippines, en Indonésie, en Pologne, d'avions de chasse dans le Golfe : la volonté de l'exécutif est que les appels d'offres d'ampleur dans la défense et l'énergie soient le plus possible accompagnés par les services, au sein de *task forces* dédiées, où les industriels peuvent exprimer leurs besoins de connaître les détails des offres de la concurrence. Aux services de renseignement d'y répondre.

La concurrence ne s'en prive pas non plus. Comme l'a révélé le journaliste Louis Raymond<sup>1</sup>, en juin 2023, Naval Group a remis à la Marine philippine une offre détaillée pour lui vendre des sous-marins, avec des réponses sur les éléments techniques et sur la faisabilité du projet de Manille. Or, si cette offre technique a été rendue au moment voulu par le client, le groupe français a fortement suspecté le fait que son concurrent Hanwha Ocean ait pu se procurer le dossier déposé par Naval... La DGSE a été mise sur le coup.

Cette systématisation de l'aide aux « grands contrats », comme ils sont appelés dans le secteur, intervient après le traumatisme AUKUS<sup>2</sup>. En septembre 2021, la DGSE n'avait rien vu des tractations américano-anglo-australiennes qui aboutiront à la rupture du plus grand contrat français de vente de sous-marins à l'export de l'histoire. « Pourquoi et comment se fait-il que ni nos réseaux diplomatiques ni nos services de renseignement n'ont eu vent à aucun moment de cette opération ? » s'est d'ailleurs alors publiquement interrogé Christian Cambon, le président de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat. Ce dernier finira même par auditionner Bernard Émié, le directeur du service, pour comprendre cette cécité. Les signes avant-coureurs d'une possible annulation ne manquaient pourtant pas, notamment dans la presse locale, les mois précédant l'annonce de la volte-face.

Naval Group et ses consultants en lobbying n'avaient cessé de muscler leur dispositif d'influence localement, sans grand secours. Même la DGSE s'inquiétait, sans avoir le fin mot de ce qui se tramait à Londres et à Washington. Quelques semaines avant l'inéluctable, le service avait envoyé à Canberra un officier supplémentaire pour tenter d'en savoir davantage. Sans plus de succès.

Cet échec géostratégique d'ampleur avait été interprété à l'Élysée comme une trop faible mobilisation du service du boulevard Mortier en matière de renseignement économique, un domaine dans lequel Emmanuel Macron avait pourtant été sensibilisé dès ses premiers pas en politique.

## **La « salle blanche » secrète de Bercy**

C'est un abri antiatomique tout droit sorti de la guerre froide. On y trouve une chambre spartiate, décorée comme dans les années 1970 et destinée au ministre de l'Économie en cas d'attaque nucléaire contre la France. Plus loin, des stocks de vivres du ministère des Armées et des sacs mortuaires avec de la chaux sont entreposés. Le réseau de télécommunications est aussi isolé et permet de communiquer vers l'extérieur si le reste du dispositif est compromis. Et puis, après avoir franchi plusieurs portes blindées, se situe une salle de réunion, recouverte d'une cage de Faraday, ce qui la protège des risques d'espionnage électromagnétique.

C'est dans cette mini *situation room*, délaissée par ses prédécesseurs, qu'Emmanuel Macron a tenu ses réunions les plus sensibles lorsqu'il était ministre de l'Économie (2014-2016). Cette « salle blanche », comme la surnomment les agents de Bercy, placée sous l'hôtel des ministres, était notamment « bookée » par les

équipes du ministre pour faire le point sur des dossiers secrets, comme la vente des turbines d'Alstom à General Electric en 2015. Plusieurs réunions du comité ultraconfidentiel « Cerbère », mis en place fin 2015 par Emmanuel Macron et Laurent Fabius pour surveiller les tribulations du géant chinois Huawei dans l'Hexagone, ont aussi été organisées là-bas... « Emmanuel Macron a tout de suite apprécié le côté très régalien du lieu, il aimait apparaître comme étant aux manettes et aborder des sujets sensibles », confie l'un des participants à ces réunions.

Plusieurs interlocuteurs qui ont côtoyé l'ex-ministre durant son passage à Bercy dépeignent un homme sensibilisé au renseignement, mais manquant de colonne vertébrale. « Il avait bien compris les dégâts de l'espionnage économique sur nos entreprises, mais cela ne l'avait pas empêché de soutenir par exemple la privatisation de l'aéroport de Toulouse et son rachat par un groupe chinois », indique l'un d'eux.

Un autre se souvient d'une réunion entre Alexis Kohler, directeur de cabinet d'Emmanuel Macron à Bercy, et des représentants du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) et de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) au sujet d'un partenariat entre Huawei et Peugeot. Compte tenu des soupçons d'espionnage entourant le groupe chinois, le SGDSN et l'ANSSI poussaient pour que l'État enjoigne au constructeur automobile de couper les ponts avec Huawei. « L'arbitrage avait été rendu, sauf que le secrétaire général de Peugeot ne l'a pas entendu ainsi et a fait le siège du cabinet de Macron, lequel lui a donné gain de cause », poursuit cette même source.

## **La guerre économique fait la une des médias**

Durant ses deux années passées à Bercy, Emmanuel Macron aura ainsi envoyé des signaux contradictoires. L'ancien associé-gérant de la banque d'affaires Rothschild & Co aura par exemple repoussé à cinq reprises les demandes d'entretien du patron de la DGSE, Bernard Bajolet, qui souhaitait évoquer avec lui des sujets liés au renseignement économique. En même temps, l'heure était à la prise en compte de nouveaux enjeux. Car si la loi Sapin II et l'Agence française anticorruption (AFA) n'existaient pas encore, le cabinet du ministre était demandeur d'informations s'agissant de la menace juridique extraterritoriale (*lawfare*), surtout américaine, mais aussi des *modus operandi* déployés par la Chine sur le sol français.

L'époque voyait la guerre économique faire la une des journaux avec la vente des activités énergétiques d'Alstom à l'américain General Electric, ou encore les poursuites judiciaires visant Airbus aux États-Unis et au Royaume-Uni. Au sein du gouvernement, Emmanuel Macron avait d'ailleurs été l'un des rares à s'intéresser aux déboires de l'avionneur. Le ministre de l'Économie avait ainsi déjeuné à la fin de l'été 2016 consécutivement avec le PDG d'Airbus, Tom Enders, ainsi qu'avec le président du conseil d'administration du groupe, Denis Ranque.

Les services de renseignement commençaient également à documenter les nombreuses cyberattaques chinoises visant l'industrie française, notamment aéronautique. « Alexis Kohler venait du Trésor et avait une approche assez ouverte de l'économie, précise un haut fonctionnaire. Pourtant, cela ne l'a pas empêché de passer de nombreuses commandes aux services sur le sujet. Il y avait une volonté, partagée par le ministre, de restaurer la politique de

sécurité économique. » La nomination, en 2015, de Jean-Baptiste Carpentier, qui dirigeait le service de lutte contre le blanchiment de capitaux de Bercy Tracfin, comme nouveau patron de la sécurité économique du ministère, témoignait aussi de cette ambition.

## **Le coup de chaud de l'été 2013**

Emmanuel Macron n'a toutefois pas attendu son arrivée à Bercy pour s'intéresser aux questions de renseignement. L'homme qui l'a initié à cet art est Jérôme Poirot. Ce haut fonctionnaire marqué à droite était le numéro deux de la Coordination nationale du renseignement (CNR) lorsqu'Emmanuel Macron occupait, lui, le poste de secrétaire général adjoint de l'Élysée (2012-2014). Les deux hommes ont eu à gérer ensemble plusieurs dossiers sensibles. Et l'un d'eux aurait pu briser le destin de l'ambitieux énarque.

Mi-juillet 2013, Jérôme Poirot s'entretient à l'Élysée avec le jeune conseiller de François Hollande. Emmanuel Macron a la mine des mauvais jours et s'époumone contre le secrétaire général de la présidence de la République, Pierre-René Lemas, avec lequel il ne s'entend pas. Ce dernier reproche au futur chef de l'État d'être impliqué dans un projet archiconfidentiel de renseignement économique, dont *L'Express*<sup>3</sup> a révélé le nom, « Émergences ». Il vise à mettre en commun diverses capacités des services de renseignement dans le but d'aider les grands groupes français à gagner des contrats à l'export, via un accord avec une société de renseignement privée dans laquelle l'État a une part au capital, l'ADIT. Lemas, qui juge l'affaire aventureuse, en fait une question de principe et milite pour que le duo Macron-Poirot soit sanctionné.

François Hollande tranchera finalement en faveur du plus jeune de ses conseillers, mais le projet ne se fera pas. L'histoire en restera là.

Ces quatre années passées à l'Élysée puis à Bercy, de 2012 à 2016, ont bel et bien imprégné le futur président. Dès son élection, il érigea le renseignement économique parmi les principaux chantiers à mener et exigera des services une réelle montée en puissance. « Il évoquait bien sûr d'abord la lutte contre le terrorisme comme priorité numéro un, mais il parlait aussi de l'espionnage économique et de ses conséquences dévastatrices pour notre industrie », se souvient un haut fonctionnaire français.

Arrivé à l'Élysée, l'une de ses premières mesures a ainsi été de renforcer le Service de l'information stratégique et de la sécurité économiques (SISSE) de Bercy, sorte de tour de contrôle du dispositif tricolore. Une liste comprenant plus de 1 000 entreprises à protéger est alors élaborée et le suivi est réparti entre les différents services. Une structure des plus secrètes logée à Bercy et baptisée « Prunelle » voit aussi le jour, avec comme mission de venir au soutien d'une entreprise française victime d'un raid étranger.

## **Le gendarme des services secrets tempère la DGSE**

Le « PR » oriente aussi directement les services, comme lorsqu'il demande au nouveau patron de la DGSE, Bernard Émié, de monter très nettement en puissance sur ce sujet. Le service a par exemple été mobilisé quand plusieurs fonds activistes, notamment américains, ont ciblé Danone en 2018. Un centre de mission totalement dédié et rassemblant 200 agents a également été créé au sein de la DGSE. Lorsqu'il était aux commandes (2017-2023),

Bernard Émié se targuait que le renseignement économique offensif obtenu par son service faisait gagner « plusieurs milliards d'euros à l'économie française ». Le maître-espion a toutefois vu ses ambitions contrariées par la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR), instance chargée de surveiller l'activité des services secrets français. Lors du premier quinquennat, son président, le conseiller d'État Francis Delon, a retoqué à plusieurs reprises les demandes de la DGSE qui souhaitait glaner du renseignement sur les géants américains de la tech.

Les « cousins » de la DGSI et de Tracfin ont également été missionnés par le président de la République sur différents dossiers économiques. Cela a ainsi été le cas s'agissant d'un sujet qui ne fait guère les premiers titres de la presse. En effet, l'Élysée a demandé aux deux services de mieux appréhender le phénomène de la « kampanya », c'est-à-dire la collecte de l'impôt révolutionnaire par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), auprès de la diaspora kurde. La lutte contre le financement du PKK, considéré comme un mouvement terroriste par la Turquie, l'Union européenne (UE) et les États-Unis, a mobilisé la DGSI et Tracfin durant de longs mois avant que le durcissement des relations entre Emmanuel Macron et le président turc Recep Tayyip Erdogan ne rende cet objectif moins prioritaire.

Lecteur assidu des notes des services, le chef de l'État avait aussi adressé, au printemps 2021, des félicitations écrites aux agents de Tracfin, qui avaient cartographié de manière très précise les maîtrises d'ouvrage, permis de construire et acquisitions immobilières de l'organisation d'influence turque Milli Görüs, qui pilotait le chantier de la mosquée Eyyub Sultan de Strasbourg, laquelle faisait l'objet d'une forte polémique à l'époque. Ce tropisme présidentiel a également trouvé un terrain de jeu parfait avec la

Chine, qui s'est imposée ces dernières années comme l'un des pays les plus menaçants pour la France et son économie.

11.

## Pékin dans la mire élyséenne

### **Raffarin mis en garde**

C'est un rappel à l'ordre qui n'a guère produit les effets escomptés. En cette année 2020, Pierre de Bousquet de Florian, à la tête de la Coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme (CNRLT), appelle pour la seconde fois en quelques mois l'ex-Premier ministre Jean-Pierre Raffarin. Ce grand serviteur de l'État, nommé préfet à cinq reprises, a un message à faire passer à l'ancien Premier ministre, issu comme lui de la Chiraquie.

L'expérimenté coordonnateur au renseignement d'Emmanuel Macron fait remarquer une nouvelle fois à son interlocuteur qu'il compte dans son entourage des personnes liées aux services de renseignement chinois. Il sait que le premier coup de fil n'a pas provoqué la prise de distance attendue. « Je connais tout ce que vous me dites, il n'y a aucun risque que je puisse me faire manipuler », lui répond en substance un Jean-Pierre Raffarin débonnaire.

Le propos ne convainc pas franchement le maître-espion, qui a également dirigé au début des années 2000 la Direction de la surveillance du territoire. Et pour cause, le nom de l'ex-Premier ministre, devenu l'un des plus ardents défenseurs de Pékin en France, s'est mis très sérieusement à « clignoter » depuis quelques mois, selon le jargon des espions. Si les liens de Jean-Pierre Raffarin avec le régime chinois n'étaient un secret pour personne, en revanche, le fait que les services de renseignement français documentent cette proximité est une nouveauté.

La première découverte a d'ailleurs été faite incidemment, presque par hasard. Car c'est en s'intéressant à l'environnement du fonds d'investissement sino-français Cathay Capital que les contre-espions français ont identifié un homme proche du service de renseignement extérieur chinois (MSE ou Guoanbu). Et en creusant, ils ont remarqué que cet individu était un interlocuteur régulier de la Fondation prospective et innovation, créée en 1989 par l'ancien ministre René Monory et François Dalle, ex-président de L'Oréal, et présidée par Jean-Pierre Raffarin. Autre élément troublant repéré par le renseignement français : les contacts entretenus par l'ancien sénateur avec le président d'une association chinoise basée à Paris, identifié comme étant régulièrement débriefé par les services de l'ambassade chinoise, située rue Monsieur dans le VII<sup>e</sup> arrondissement de la capitale.

Laurent Nuñez, qui a pris la suite de Pierre de Bousquet de Florian, s'est également entretenu à ce sujet avec Jean-Pierre Raffarin lorsqu'il était aux commandes de la CNRLT (2020-2022). Contacté, l'ex-Premier ministre nous a répondu : « J'ai à mon initiative des relations suivies depuis des années avec nos différents services et leurs chefs successifs. Je transmets aux autorités mes activités avec des pays étrangers. Il m'arrive régulièrement de leur

signaler des situations qui me paraissent suspectes. Je signale plus de cas que ceux qu'on me signale. À l'occasion de réunions que je sollicite, nous échangeons nos informations. J'applique à la lettre toutes leurs recommandations. » Et celui à qui le gouvernement a confié une mission pour défendre le cognac français, durement touché par la guerre commerciale entre Bruxelles et Pékin, ajoute : « J'ai suffisamment l'expérience de l'État pour ne pas me laisser prendre dans des manipulations grossières. J'ai ainsi refusé plusieurs rendez-vous qui m'avaient été déconseillés. Je me tiens à distance de toute personne signalée. »

## **Un conseiller très lié à Pékin en Polynésie**

Au-delà de cette figure emblématique des relations franco-chinoises, d'autres personnalités politiques ont été mises en garde ces dernières années. C'est notamment le cas du président autonomiste de Polynésie entre 2014 et mai 2023, Édouard Fritch. Lors de l'une de ses visites à l'Élysée, en 2019, Pierre de Bousquet de Florian en profitera pour lui signifier que son conseiller aux affaires internationales (qui était aussi celui de deux de ses prédécesseurs), Hiria Ottino, est considéré par les services français comme un agent d'influence de Pékin.

Ce parfait sinophone, qui a vécu plus de vingt ans en Chine, avait été élu, en 2016, président de l'Association d'amitié Pacifique-Chine, structure liée au Front uni, l'organe de propagande du Parti communiste chinois. En 2019, il avait aussi été invité à plusieurs reprises sur la chaîne d'État chinoise CGTN où il avait salué le parti unique comme un modèle « de méritocratie et de légitimité ». À la

suite de ce rappel élyséen, Édouard Fritch déchargera son conseiller de certains dossiers. Contacté, Hiria Ottino n'a pas souhaité répondre à nos sollicitations.

De sources concordantes, si les services de renseignement français ont davantage pu étayer les ingérences chinoises visant la classe politique française, cela s'explique par l'attention plus grande portée à l'activisme de Pékin dans l'Hexagone. Cela s'est notamment traduit dans le Plan national d'orientation du renseignement (PNOR), adopté en 2018. Si le contre-terrorisme reste bien la priorité des priorités, la menace chinoise est très clairement identifiée comme devant être mieux prise en considération par les services. À cette fin, la DGSE et la DGSI vont coopérer plus étroitement en matière de contre-espionnage. « On s'est mis à détecter plus de choses, et la Chine clignotait de partout », confie un cadre du renseignement en poste à l'époque.

## **Les grandes oreilles chinoises dans la région toulousaine**

Symbole de cette offensive chinoise, début 2022, des officiers de la Direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD), service de contre-ingérence du ministère des Armées, repèrent une antenne suspecte de 5 à 7 mètres au beau milieu du jardin d'une maison de Boulogne-sur-Gesse, petite commune rurale de Haute-Garonne. Les contre-espions français sont toutefois sur leurs gardes. Ce village se situe à environ 71 kilomètres en ligne droite du téléport d'Issus-Aussaguel. Ce centre de télécommunications, au sud de Toulouse, pilote les satellites d'observation de la Terre du Centre national d'études spatiales

(CNES), notamment les Pléiades fabriqués par Airbus et les SWOT conçus par le français Thales Alenia Space (TAS) et l'américain Jet Propulsion Laboratory.

Boulogne-sur-Gesse est l'endroit parfait pour intercepter des communications échangées entre le téléport d'Issus-Aussaguel et les satellites qu'il gère. La petite commune se situe en plein milieu du cône de réception des données satellitaires, courant au sol sur une distance d'environ 150 kilomètres. À l'intérieur de ce périmètre, un dispositif adapté peut permettre d'intercepter facilement les échanges entre le satellite et son donneur d'ordres.

Rapidement après avoir éventé l'existence de la fameuse antenne, les contre-espions du ministère des Armées alertent l'Agence nationale des fréquences (ANFR), qui gère l'ensemble des fréquences radioélectriques en France. L'objet litigieux dispose-t-il d'une autorisation d'emploi ? L'ANFR répond que non. Parallèlement, l'identité de la personne qui a placé le matériel à son balcon interpelle la DRSD. Il s'agit d'une quinquagénaire de nationalité chinoise. Diplômée du Beijing Institute of Technology (BIT) – qui fait partie des « sept fils de la défense nationale », c'est-à-dire des universités les plus proches de l'Armée populaire de libération chinoise –, elle a travaillé pendant près de vingt ans à l'Académie chinoise de technologie spatiale (CAST).

Cette entreprise d'État appartient à la China Aerospace Science and Technology Corp (CASC), mastodonte de plus de 100 000 personnes qui développe les missiles les plus sophistiqués de l'armée chinoise. Elle a été l'un des fers de lance de la spectaculaire montée en puissance du programme spatial chinois ces vingt dernières années. Pékin, qui entend concurrencer directement les États-Unis, dispose notamment de sa propre station spatiale en

orbite autour de la Terre, Tiangong, terminée en 2022 et habitée en permanence.

La quinquagénaire est aussi la présidente et l'unique salariée de la société SATHD Europe. Créée en France en mars 2020, cette entreprise appartient à l'acteur privé chinois Emposat, qui opère des stations de communication par satellite. La République tchèque a décidé, en mars 2025, pour la première fois de son histoire, de bloquer un investissement étranger, en l'occurrence une station terrestre construite par Emposat. Prague a évoqué, pour justifier sa décision, des craintes d'espionnage.

Ces découvertes vont pousser la DRSD à communiquer l'ensemble de ces éléments aux autres services de renseignement français. Signe que l'affaire est prise au sérieux, il est décidé au printemps 2022 de créer une cellule interservices rassemblant la DGSI, la DGSE, la DNRED, Tracfin et la DRSD. Un dispositif peu courant dans le contre-espionnage économique, où travailler en collectif sur une matière aussi secrète ne fait pas partie des habitudes. Au bout de quelques mois, cette *task force*, qui a tenu plusieurs réunions à Paris et dans la Ville rose, se résout plutôt à jouer la carte de l'entrave, en se concentrant sur le fait que l'antenne a été déployée illégalement. La justice est saisie. Une enquête judiciaire pour utilisation non conforme de fréquences ou d'équipements radioélectriques est ouverte par le tribunal judiciaire de Saint-Gaudens (Haute-Garonne).

Ces investigations révèlent que le matériel présent à Boulogne-sur-Gesse était bien en mesure d'intercepter au sol les communications satellitaires françaises. Mieux, les enquêteurs constatent que l'antenne secrète ciblait tout particulièrement les satellites français et était réglée sur leurs fréquences de communication. En revanche, la question de la transmission de ces

données à un tiers ne peut être tranchée avec certitude. Une note classifiée de l'une des cinq agences françaises de renseignement mobilisées estime que ces faits, notamment le *modus operandi*, relèvent d'une opération caractérisée du ministère de la Sécurité de l'État, le principal service secret chinois.

Et ce n'est pas tout, selon l'armée de l'air et de l'espace française et la DGSE, ce tour de force de Pékin pourrait expliquer la disparition, en mars 2023, du satellite d'Airbus Spot-7 vendu à l'Azerbaïdjan. Ce dernier, comme l'a révélé *Intelligence Online*<sup>1</sup>, était positionné au-dessus de la frontière russo-ukrainienne et les images qu'il produisait étaient transmises par Bakou à Kiev. De sources concordantes, la piste privilégiée pour expliquer son arrêt soudain serait que la Chine ait conduit une cyberattaque qui aurait permis de prendre les commandes du système de pilotage. D'après les services français, cette manœuvre aurait pu fonctionner grâce aux données récoltées par Pékin via l'antenne de télécommunication installée à Boulogne-sur-Gesse.

L'agressivité des espions de Pékin ne se limite pas au territoire français. Un pilier sécuritaire des années Macron reste marqué par une cyberattaque dont a été victime le bureau de Shanghai de Business France, organisme chargé d'aider les PME à l'étranger. L'intrusion avait été telle que Bercy et le Quai d'Orsay, tutelles de Business France, avaient décidé d'envoyer à la poubelle tout le matériel informatique du bureau de Shanghai et d'importer de Paris des équipements tout neufs.

## Les plans secrets avortés face à la Chine

Durant le premier quinquennat Macron, l'exécutif va également tenter de mettre sur pied un plan d'attaque ultraconfidentiel sur la Chine. L'idée est de doter le gouvernement d'une véritable stratégie face à l'expansionnisme chinois croissant et aux menaces qu'il charrie (cyberattaques, rachats d'entreprises, ingérences dans la recherche...). Tous les quinze jours, le SGDSN va rassembler à son siège, à l'hôtel des Invalides, les représentants de différents ministères, dont Martin Briens, directeur de cabinet de la ministre des Armées Florence Parly, et Nicolas Roche, qui chapeaute les affaires stratégiques au Quai d'Orsay. Dans le sillage de ces deux poids lourds, la petite équipe développe une approche audacieuse, qualifiée de « janusienne<sup>2</sup> ». Il s'agit d'opérer en miroir de la Chine : garder en façade des rapports normaux avec Pékin suivant une logique très diplomatique, mais ne rien s'interdire dans le clair-obscur du renseignement. Un œil pour œil, dent pour dent qui peut passer par des opérations clandestines, notamment d'entrave, par exemple sur le sol africain dans le secteur des télécommunications.

Des opérations pour recruter des salariés de Huawei ou des officiels chinois sur le continent ont été imaginées sous Emmanuel Macron, mais toutes se sont heurtées au risque de sécurité interne. Le service reste traumatisé par l'infiltration la plus grave qu'a connue la DGSE depuis la guerre froide : la trahison au profit de la Chine de deux agents, Henri M. et Pierre-Marie H., condamnés en 2020 à huit ans et douze ans de prison<sup>3</sup>. Durant près de vingt ans, entre la fin des années 1990 et le milieu des années 2010, les deux espions ont transmis aux services secrets chinois des documents top secret et des noms d'agents de la DGSE en échange de plusieurs dizaines de

milliers d'euros. De ce fait, même si la volonté d'être plus offensif face à Pékin était là, le passage à l'acte s'est avéré plus difficile. C'est via l'effort contre la Russie et son supplétif Wagner en Afrique que, paradoxalement, quelques succès ont été enregistrés par le service sur la Chine. Ceux-ci ont notamment permis d'en savoir plus sur le soutien en renseignement technique que des sociétés chinoises fournissaient à la galaxie paramilitaire russe. Quand il s'agit d'obtenir du renseignement sur la Chine ou la Russie, la DGSE opte souvent pour l'Afrique, nous ont confié plusieurs sources. « C'est très compliqué d'aller recruter des sources à Pékin ou Moscou car les services locaux ne vous lâchent pas, témoigne un espion français. Donc on cible plutôt les pays tiers et l'Afrique, un terrain que l'on connaît bien et où les Chinois et les Russes sont très présents. Mais il ne faut pas se raconter d'histoires et se voir plus beaux que ce que l'on est : nous n'avons que très, très peu de bonnes sources humaines sur ces deux pays. » Il existe en revanche, selon nos informations, un partenariat intéressant qu'a noué ces dernières années la Direction du renseignement militaire avec la General Intelligence Agency de Mongolie, unique service de renseignement du pays. Cela lui permet de disposer d'un renseignement technique de qualité s'agissant de la Russie et de la Chine, tous deux pays frontaliers.

De sources concordantes, la plupart des plans les plus offensifs envers la Chine sont néanmoins restés lettre morte, victimes de la frilosité de certains, notamment à l'Élysée, et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en 2022, qui a obligé à réorienter une partie de l'effort sur cette zone. Dans le même registre, un rapport classifié post-Covid-19 du SGDSN et de l'état-major des armées (EMA), axé sur ce que pourrait réellement faire le ministère des Armées en cas de conflit à Taïwan, a fini aux oubliettes, rejeté par certains

diplomates et conseillers élyséens. Comme si le fait de réfléchir à un tel scénario risquait d'indisposer le régime chinois...

## **Un conseiller élyséen critiqué**

Un homme à l'Élysée concentre toutes les récriminations des sécuocrates spécialistes de la zone : le conseiller Asie du président de 2020 à l'été 2025. Ancien de l'ambassade de France en Chine (2014-2017) puis sous-directeur Extrême-Orient du Quai d'Orsay (2019-2020), il a occupé ce poste pendant quatre ans. En couple avec une ressortissante chinoise, il continue de donner des sueurs froides aux hommes de la DGSI. Signe de ces tensions, le service de renseignement intérieur a longtemps refusé de lui accorder une habilitation au secret, estimant les risques de fuites trop élevés. Il n'était pas le seul : trois autres conseillers de l'Élysée se seront vus retoqués en première intention leur demande d'habilitation du fait de leurs vulnérabilités personnelles (épouse ou famille liée à des puissances étrangères), notamment un conseiller Europe et un conseiller aux affaires stratégiques<sup>4</sup>. Il a fallu que le conseiller diplomatique Emmanuel Bonne et le directeur de cabinet du président, l'ex-DGSE Patrice Faure, mettent tout leur poids dans la balance pour qu'ils soient finalement provisoirement habilités.

Depuis un an et demi, la stratégie du renseignement français envers la Chine, poussée par plusieurs cadres des affaires stratégiques et du renseignement et validée par l'Élysée, a évolué : il s'agit de revenir dans la région par l'Asie du Sud-Est. À la faveur d'une réforme interne qui le laissait dépourvu de poste, l'ancien directeur du renseignement de la DGSE, qui cumule près de trois décennies de « maison » et un nombre conséquent de postes en

interne, est ainsi parti à Singapour pour rebâtir une architecture de renseignement française ambitieuse dans la zone, faite à la fois de recrutement d'agents locaux et de renforcement des capacités de captation technique. À Phnom Penh, les travaux se multiplient pour y muscler le dispositif français. Le service opère de plus en plus depuis le Cambodge, vieil allié du renseignement français et qui fait figure de base arrière pour rayonner dans la région.

12.

## Le Maroc plutôt que l'Algérie

### **La plus grande crise depuis 1962**

C'est une passe d'armes qui a rappelé les grandes heures de la guerre froide. En cette mi-avril 2025, Paris et Alger vivent leur plus grande crise depuis la guerre d'indépendance achevée en 1962. Le 13 avril, quelques heures après le placement en détention provisoire en France d'un agent consulaire algérien soupçonné d'être impliqué dans l'enlèvement dans l'Hexagone d'un influenceur, Alger ordonne à 12 agents de l'ambassade de France de quitter son territoire sous quarante-huit heures. Tous sont issus du ministère de l'Intérieur que dirige la bête noire des autorités algériennes, Bruno Retailleau.

Le coup de sang du président Abdelmadjid Tebboune provoque la stupeur du Quai d'Orsay où l'on se félicitait encore de la visite à Alger une semaine plus tôt du ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot. Deux jours plus tard, le 15 avril, Paris réplique et chasse de son territoire 12 espions algériens qui appartiennent à la Direction générale de la documentation et de la sécurité extérieure (DGDSE), le service algérien de renseignement extérieur. Une telle

riposte est inédite car jusqu'à présent ce type d'affrontement diplomatique n'avait lieu qu'avec la Russie ou l'URSS. Après l'invasion de l'Ukraine, Paris avait déclaré *persona non grata* 41 diplomates et espions russes entre février et mi-avril 2022. Le record remontant à l'affaire Farewell, du nom de code d'un agent du KGB retourné par la Direction de la surveillance du territoire (DST) française, quand, en pleine guerre froide, la France avait expulsé 47 agents russes. Si l'escalade verbale entre Bruno Retailleau et le camp algérien a exacerbé cette crise et fait les gros titres de la presse, celle-ci est en réalité l'histoire d'un désamour grandissant entre les deux pays. Mais aussi d'un pari perdu d'Emmanuel Macron.

Flash-back. 9 octobre 2022. La Première ministre, Élisabeth Borne, flanquée de presque la moitié de son gouvernement – 15 ministres –, débarque à Alger. Du jamais-vu pour une visite officielle française dans le pays. Les quotidiens locaux louent ces grandes « retrouvailles » alors que depuis plusieurs mois la France a décidé de ne plus accorder de visas aux ressortissants algériens. Ce déplacement s'inscrit dans le sillage de la visite d'Emmanuel Macron fin août qui a signé avec Abdelmadjid Tebboune un « partenariat privilégié » célébrant « une nouvelle dynamique irréversible » entre les deux pays. Cette virée gouvernementale un mois et demi après vise à mettre en musique cette réconciliation. Concrètement, les Algériens lorgnent un assouplissement du régime des visas pour venir en France. De son côté, Paris espère une augmentation des livraisons de gaz algérien, en pleine crise énergétique alimentée par la guerre en Ukraine.

Cette visite ne portera guère ses fruits et aura un goût amer pour le chef de l'État, qui aura probablement été le président de la V<sup>e</sup> République qui a le plus œuvré à la « réconciliation des mémoires » franco-algériennes. En 2017, en pleine campagne

présidentielle, il avait qualifié, à Alger, la colonisation de « crime contre l'humanité », quelques mois après avoir évoqué « les éléments de civilisation » et les « éléments de barbarie » issus de la présence française en Algérie. Entré à l'Élysée, il multipliera les gestes d'apaisement en faveur d'Alger. Il ira aussi jusqu'à reconnaître la responsabilité de la France dans les assassinats de l'avocat Ali Boumendjel et du militant indépendantiste Maurice Audin, en 1957. Et puis il y aura le fameux rapport commandé à l'historien Benjamin Stora sur les questions mémorielles de la colonisation et de la guerre d'Algérie, remis en 2021. Ce dernier jouera un rôle déterminant dans les excuses présentées par la France aux harkis abandonnés par l'État et débouchera aussi sur la commémoration officielle du massacre à Paris de plus d'une centaine de militants algériens le 17 octobre 1961.

À l'image de son échec dans l'ancien pré carré d'Afrique de l'Ouest où il a pu avoir une vision idéalisée de la société civile sans tenir compte des forces nationalistes et antioccidentales à l'œuvre (voir [chapitre 4](#)), Emmanuel Macron n'aura pas réussi son pari algérien. Il provoquera même par l'une de ses décisions la fureur d'Alger, ce qui débouchera sur la crise actuelle. Le 30 juillet 2024, en plein milieu des Jeux olympiques de Paris, il adresse au roi Mohammed VI une lettre à l'occasion de l'anniversaire des vingt-cinq ans de son règne. Emmanuel Macron écrit : « Le présent et l'avenir du Sahara occidental s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine. » C'est une rupture avec la position traditionnelle de la France, jusque-là alignée sur l'ONU, qui considère le Sahara occidental comme un territoire au statut non défini. L'ex-colonie espagnole, contrôlée à environ 80 % par le Maroc, est revendiquée depuis cinquante ans par les indépendantistes du Front Polisario, soutenus par l'Algérie. Cette déclaration du président français est un

véritable crime de lèse-majesté pour Alger qui crie à la trahison. C'est le point de départ de la plus grande crise entre les deux pays depuis soixante ans. L'arrestation de l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal, en novembre 2024 par Alger, condamné par la suite à cinq ans de prison ferme pour entre autres « atteinte à l'unité nationale » ou « détention de publications menaçant la sécurité du pays », ou les interpellations par la justice française d'influenceurs algériens porteurs d'un nationalisme extrême et belliqueux ne cessent depuis de creuser le fossé entre Paris et Alger.

## **La guerre des espions**

Cette crise va aussi mettre en lumière l'ampleur de l'espionnage algérien visant la France. L'une des opérations d'Alger les plus retentissantes a été révélée par *Le Parisien* en mars 2025<sup>1</sup>. Le quotidien a raconté par le menu la mise en examen, en décembre 2024, d'un fonctionnaire du ministère de l'Économie et des Finances « pour intelligence avec une puissance étrangère, livraison à une puissance étrangère d'informations sur un intérêt fondamental de la nation, exercice d'activités pour s'informer sur les intérêts fondamentaux de la nation pour une puissance étrangère ». Cet employé est soupçonné d'avoir livré des informations sensibles aux services de renseignement algériens. En particulier sur des opposants au régime du président Tebboune. Ce fonctionnaire avait noué une « relation intime » avec une assistante sociale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, qu'il sollicitait pour obtenir des renseignements. Celle-ci a été mise en examen pour violation du secret professionnel.

Selon nos informations, l'homme qui est soupçonné d'avoir piloté cette opération, Houssamedine B., était le chef d'antenne de la DGDSE au consulat de Créteil et a quitté discrètement la France fin 2024. Il est également suspecté par la DGSI d'être impliqué dans l'enlèvement de l'influenceur algérien Amir Boukhors sur le sol hexagonal, événement qui a conduit la justice française à placer en détention provisoire, le 12 avril 2025, un agent consulaire algérien. Celui-ci, Smail R., âgé d'une cinquantaine d'années, appartient lui aussi à la DGDSE.

Comme *Intelligence Online* l'a relaté<sup>2</sup>, les services français ont également éventé une autre manœuvre du renseignement algérien en décembre 2024. Alors qu'elle se promène à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne), ville où elle réside, une conseillère municipale franco-algérienne est abordée par un officier de la DGDSE qui lui demande de manière insistante de prendre position sur la crise diplomatique entre Paris et Alger. Choquée de la manœuvre et du ton comminatoire de l'espion, l'élue alerte dans la foulée les autorités françaises et met en garde le régime algérien par l'intermédiaire de son beau-frère, qui est une figure connue dans son pays.

Alors que la DGSI estimait qu'entre 50 et 100 agents des services de renseignement algériens, accrédités ou non, étaient présents en France début 2025, cette présence a fortement diminué depuis les expulsions survenues en avril. Parmi les espions expulsés par Paris le 15 avril, on retrouvait le chef de poste de la DGDSE basé à l'ambassade algérienne à Paris, ainsi que plusieurs officiers affectés dans les consulats algériens de Créteil, l'un des plus actifs en France, et Marseille. Parmi ces douze espions chassés de l'Hexagone, certains n'étaient pas déclarés aux autorités françaises et opéraient sous couverture diplomatique.

De leur côté, les médias algériens proches du pouvoir se sont déchaînés, en décembre 2024, contre un prétendu complot ourdi par la DGSE, laquelle chercherait à « recruter » des terroristes locaux repentis dans le but de « déstabiliser » l'Algérie. Cette opération d'intox est qualifiée de « *fake news* délirante » à Paris. Lors de l'acmé de ce clash diplomatique, au printemps 2025, la presse algérienne a également pilonné Bruno Retailleau, qualifié de « principal artisan de cette crise franco-algérienne » dont la « frêle silhouette [...] cache en réalité un monstre froid dégoulinant de haine et de racisme<sup>3</sup> ».

## **Rabat, meilleur allié qu'Alger en renseignement ?**

Ironie de cette crise, le Maroc – pays avec lequel les relations étaient exécrables depuis 2021 à la suite de la révélation dans la presse du scandale du logiciel espion Pegasus, qui avait vu des officiels français, dont Emmanuel Macron, être ciblés par les services de renseignement de Rabat – est revenu en grâce à l'Élysée. Le président français a effectué une visite de « réconciliation » dans le pays en octobre 2024, où il a confirmé sa position sur la souveraineté marocaine s'agissant du Sahara occidental. Autre fait notable : quatre agents de la DGSE détenus au Burkina Faso depuis décembre 2023 ont été libérés en décembre 2024 grâce à une médiation des services marocains. Ce retour à de bons sentiments avec le pays dirigé par Mohammed VI n'avait toutefois rien d'évident.

En effet, le Plan national d'orientation du renseignement (PNOR) de 2023 avait promu Rabat aux côtés de la Turquie au niveau

« P2 », le deuxième niveau de menace. Si la Russie, la Chine et l'Iran figuraient logiquement en « P1 », l'Algérie n'était, elle, classée qu'en « P3 », le niveau le moins élevé. Dans la foulée de ce plan top secret, les services français, notamment l'unité H6 de la DGSI, spécialisée sur le contre-espionnage pour la zone du Moyen-Orient, avaient accru leur ciblage du renseignement marocain. Des opérations construites sur le temps long avaient alors été lancées. Avant d'être mises en stand-by par le revirement de juillet 2024.

À l'inverse, la crise ouverte avec l'Algérie a conduit les services à rehausser le curseur concernant un pays qui n'était pas considéré comme le plus menaçant. Plusieurs réunions se sont notamment tenues à l'Élysée depuis le début de l'année 2025, dont certaines en présence de Nicolas Lerner, le patron de la DGSE, afin de réfléchir à la meilleure réponse à donner à la guerre hybride que se livrent Paris et Alger. Parmi les pistes évoquées : le criblage des avoirs des hiérarques algériens en France et le fait de procéder à de la déclassification stratégique, c'est-à-dire médiatiser des éléments issus de documents classifiés. Comme souvent, la réflexion s'est retrouvée prise entre les feux contradictoires d'un appareil militaro-sécuritaire plutôt enclin à user du bâton et des arabisants du Quai d'Orsay plus prompts à jouer l'apaisement.

Alors que la crise a coupé net le canal de communication entre la DGSI et son homologue algérienne, ce qui a rendu quasiment inopérante la coopération antiterroriste entre les deux pays, le camp tricolore ne verse pas vraiment dans la nostalgie. « La collaboration avec Alger n'a quasiment jamais rien apporté », indique un ancien dirigeant de la DGSE.

Les espions français gardent ainsi en mémoire la grande méfiance des Algériens envers la DGSE et surtout les mauvaises manières de Mohamed Mediène, alias Toufik, le tout-puissant patron

des services secrets de 1990 à 2015. « Il n'a jamais voulu nous aider à localiser Iyad Ag Ghali » (chef djihadiste malien et cible numéro un des services occidentaux au Sahel), poursuit la même source.

Il lui est aussi reproché d'avoir mené en bateau la DGSE dans la localisation du leader d'Al-Qaeda au Maghreb islamique (Aqmi), Abdelmalek Droukdel, tué par l'armée française en 2020. « Il nous en parlait uniquement pour évaluer nos capacités de surveillance dans la région », commente, amer, un autre ancien espion français qui ajoute que, selon lui, les services marocains comptent parmi les plus efficaces du continent. Et sont donc de meilleurs partenaires.

13.

## Le président influenceur

### **Benalla et l'escadron de la mort**

Scoop inouï : le député Olivier Dassault et l'ancienne figure des Gilets jaunes Isabelle Ferreira ne sont pas morts dans des accidents. C'est un escadron de la mort secret à la solde d'Emmanuel Macron qui les a assassinés. Nom de code de l'opération : « Fleur de lys ». À la tête de cette équipe ? Nul autre que l'ancien chargé de mission de l'Élysée Alexandre Benalla. Pour la logistique, l'ex-patron de la DGSE, Bernard Émié, est à la « planification stratégique », l'ancien directeur de cabinet du président, Patrick Strzoda, en est l'« administrateur financier », et Laurent Nuñez, préfet de police de Paris, assure les « recrutements ».

L'information fait le tour des sites conspirationnistes en mars 2025. Dans les colonnes d'*Intelligence Online*, le journaliste Nicolas Quenel remontera la piste du « scoop » : celui-ci est diffusé par la Fondation pour combattre l'injustice, une « ONG de défense des droits de l'homme » créée en 2021 par l'oligarque russe Evgueni Prigojine, le fondateur de la galaxie paramilitaire russe Wagner. La

Fondation a été reprise en main après sa mort, en 2023, par le renseignement militaire russe, le GRU. Signe de la confusion ambiante en matière de manipulations de l'information, certains journalistes français se pencheront sérieusement sur l'hypothèse...

C'est sous Emmanuel Macron que la guerre des *fake news* pilotée par des États étrangers hostiles a émergé. Lui-même en a longuement été victime, via les fausses informations visant sa femme, Brigitte Macron. Vieilles comme l'art de la guerre, mais revenues sur le devant de la scène avec les possibilités offertes par le numérique et l'intelligence artificielle, ces attaques informationnelles sont devenues notre lot commun. Mais elles restent difficiles à parer, les démocraties ne s'autorisant pas les mêmes méthodes que les régimes plus autoritaires, en particulier lorsqu'il s'agit de mentir, de diffuser des informations sciemment fausses.

## **Le Rafale pris dans la guerre informationnelle indo-pakistanaise**

Cela fait des années qu'Emmanuel Macron veut faire monter l'État en compétence et en résilience sur le sujet. La mention « influence » avait été rajoutée à la revue nationale stratégique de 2022, au grand dam de certains. Un stratège consulté à l'époque se lamentait : « L'influence, c'est un peu comme l'ambiguïté stratégique : elle s'évanouit dès qu'on dit publiquement qu'on en fait... »

La liste interminable des acronymes de tous les organismes créés depuis 2017 (Honfleur d'abord, puis Viginum, TF2I, CLMI, Colmi, ASO, SDVS, etc.) ou mobilisés (DGSE, DGSI, CEMA, DCP, SGDSN) sur

ce dossier suffit à montrer la difficulté qu'éprouve l'exécutif à se doter d'une structure de coordination à même de réagir à chaque coup de grisou dans le cybermonde. D'autant plus que le degré de réaction – contre-attaque, mesure de rétorsion, dénonciation publique – reste éminemment politique.

Dans cet enchevêtrement d'organismes, les armées ont été les premières à être renforcées. Le président a personnellement poussé pour consolider les équipes du Groupement des opérations numériques (GON) du Centre interarmées des actions sur l'environnement (CIAE). C'est ce GON, établi à Lyon, qui gère « les armées numériques en ligne », selon l'expression d'un haut fonctionnaire, une terminologie perçue comme plus respectable que « fermes à trolls françaises ».

Le chef d'état-major des armées Thierry Burkhard, lui, s'est doté de sa cellule Anticipation stratégique et orientations (ASO), qui se veut désormais le fer de lance en la matière. L'état-major, via des informations remontées par la DGSE, a ainsi porté médiatiquement les premières contre-offensives informationnelles contre la Russie en Afrique. En avril 2022, par exemple, la reprise médiatique de la diffusion d'une vidéo d'un drone français montrant des paramilitaires russes enterrant des corps près de la base de Gossi, dans le nord du Mali, avait été perçue comme un franc succès.

C'est aussi cette cellule ASO qui est montée au créneau lorsqu'en mai 2025, des trolls pakistanais et chinois s'en sont pris au fleuron de l'armée française : le Rafale. Lors d'un affrontement aérien massif entre l'Inde et le Pakistan le 7 mai, l'armée pakistanaise affirme avoir abattu plusieurs appareils vendus à l'Air Force indienne, dont un Rafale dans le ciel indien. Des comptes sur X se déchaînent sur l'exploit allégué des avions de chasse pakistanais, de fabrication chinoise. Une semaine plus tard, le 14, le *Southern China Morning*

*Post*, quotidien de Hong Kong, sous l'autorité du Parti communiste chinois (PCC), affirme que de potentiels acheteurs du Rafale se mettent à douter de la fiabilité de l'appareil. Paris restera d'abord silencieux, mais finira par réagir dans des médias français et des comptes « amis » sur les réseaux sociaux à l'occasion du Salon du Bourget, organisé quelques semaines plus tard.

Un problème majeur réside néanmoins dans cette contre-offensive médiatique : un Rafale s'est bien crashé lors de l'affrontement, mais surtout, l'armée indienne n'a jamais transmis au constructeur du Rafale, Dassault Aviation, des données qui pourraient permettre de mieux connaître l'incident, et donc de « déminer » les offensives informationnelles hostiles. Et des prospects, en particulier l'Indonésie et les Philippines, comme l'ont confirmé des gradés de ces deux pays, difficilement accusables d'être pro-chinois, cherchent bien à en savoir plus sur l'origine du crash et temporisent sur de futurs achats de Rafale. Après la contre-offensive informationnelle de Paris de la mi-juin, Éric Trappier, le PDG de Dassault, lors d'une audition devant le Parlement, a dû finir par reconnaître que cette séquence compliquait les relations avec de potentiels acheteurs de l'avion. C'est le problème des guerres informationnelles : elles sont d'autant plus ravageuses lorsqu'elles se fondent sur des éléments qu'on ne peut contredire.

## **L'Élysée valide l'exfiltration d'un repent de Wagner**

Un spécialiste de la guerre informationnelle, proche des services de renseignement et qui a mené des opérations d'influence en ligne pour des intérêts français, met aussi en garde sur le versant

offensif : « Parfois, certains décideurs ou généraux ont tendance à penser que la lutte informatique d'influence, c'est comme la guerre dans le monde réel, ils veulent des résultats tout de suite, des missiles informationnels qui frappent immédiatement la cible adverse. Or créer un environnement cognitif favorable dans un pays cible demande du temps, il faut construire une architecture médiatique, se doter de solides relais locaux, comprendre l'environnement. » Poussée par l'Élysée, cette volonté d'agir vite et fort a provoqué des sorties de route. Maladroits, les premiers comptes de l'armée française ont été rapidement repérés sur les réseaux sociaux.

Hors armées, les guerres informationnelles désarçonnent aussi les autres ministères. À quelques mois des Jeux olympiques de Paris 2024, le ministère du Tourisme s'est retrouvé fort dépourvu après une vague de commentaires en ligne sur la possible invasion de punaises de lit à Paris. Cette offensive venait d'Azerbaïdjan, un pays qui lançait alors contre Paris des opérations de déstabilisation informationnelles tous azimuts. Bien que doté désormais de sa cellule de sous-direction de la veille et de la stratégie, le Quai d'Orsay s'est au départ senti bien seul lorsque ce même pays a aussi pris pour cible en ligne l'ambassadeur français en Arménie (et sa chevelure<sup>1</sup> !).

En France, dans un premier temps, personne n'avait vu venir cet activisme de Bakou, qui a rapidement enclenché d'autres offensives informationnelles, en particulier dans les Outre-mers. Une telle ingéniosité d'un acteur secondaire a pris de court les grands stratèges qui ne se voyaient rivaliser qu'avec les sophistiquées stratégies en ligne russes, chinoises voire américaines. En réalité, Bakou a frappé – fort – sur les cordes sensibles des audiences numériques françaises, suivant en cela les coups de semonce des

armées en ligne du leader turc Recep Tayyip Erdogan quelques années auparavant.

Face à ces offensives russes, turques et azéries, de l'Élysée à Matignon, en passant par l'Intérieur, grande a été à plusieurs reprises la tentation de monter des « fermes à trolls » civiles françaises, à l'écart de toute réglementation.

Paradoxalement, ce sont des opérations hors des sentiers administratifs battus, directement pilotées à bride courte par l'Élysée, qui ont donné le plus de résultats en matière de guerre informationnelle. Le président a ainsi accompagné début 2024, de bout en bout, l'exfiltration réalisée par des ONG, suivie par les services de l'État, du premier repentir de la milice Wagner en Afrique. Emmanuel Macron avait alors arbitré en personne en faveur du transfuge pour le faire venir en France, face aux réticences de ses administrations. L'homme avait ainsi pu décrire dans les colonnes du *Monde*<sup>2</sup>, le 21 novembre 2024, documents à la clé, la mécanique de la machine russe de manipulation de l'information en ligne. Un succès français en la matière, sans avoir besoin de trolls.

## **Le coup de sang de la Maison-Blanche contre l'Élysée**

De même, l'arme de la déclassification de notes des services français peut porter des coups ciblés à l'adversaire dans la sphère informationnelle. C'est par ce biais que le *Washington Post* a pu réaliser un scoop médiatique mondial, à la toute fin 2023, pour dénoncer les manœuvres russes de manipulation de l'opinion française<sup>3</sup>. Si les documents ne contenaient aucun nom, ils visaient clairement les cercles pro-russes gravitant autour de la leader du

Rassemblement national (RN) Marine Le Pen. L'article fit son petit effet même auprès de l'opinion française, pourtant déjà sensibilisée sur le sujet.

Mais l'influence est un métier et l'amateurisme se paie cash. À l'Élysée, on se souvient encore de la soufflante passée par la Maison-Blanche, du président Donald Trump à son conseiller à la sécurité nationale Mike Waltz, contre les équipes diplomatiques du président, à la mi-avril 2025. Les dirigeants américains ne décoléraient pas contre un article du *Wall Street Journal* paru la veille détaillant les discussions censées rester secrètes entre l'Élysée et la Maison-Blanche. Nourri de façon visible par les diplomates du président français, il reflétait plus les désirs de Paris que les réels desseins de Washington.

14.

## La dernière réforme ?

### **Le serpent de mer du conseil de sécurité à l'américaine**

« Il faut – entre nous – tenir compte du fait que la création d'un "état-major permanent" des opérations de renseignement s'intégrera peut-être dans une réforme plus large, avec la création au sein de la présidence de la République d'un conseil présidentiel de sécurité, nouvel organe diplomatique et militaire chargé de préparer et d'assurer le suivi avec la DGSE, la DGSI... » Exhumé par nos soins, ce projet est extrait d'une note d'Aurélien Lechevallier, conseiller diplomatique du candidat Emmanuel Macron lors de la campagne présidentielle de 2017. L'énarque, issu de la même promotion que le chef de l'État, est devenu plus tard directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot. Jamais engagé, ce plan reprend néanmoins de la vigueur à l'Élysée depuis le début de l'année, à la lueur des échecs et fragilités qui perdurent dans l'architecture sécuritaire entourant le président.

Vieux serpent de mer des affaires stratégiques françaises, ce conseil de sécurité nationale (CSN) situé à l'Élysée embrasserait, sous l'instance politique qu'est le conseil de défense, tous les sujets opérationnels régaliens (défense, renseignement, affaires étrangères, sécurité intérieure). Animé par une quinzaine de spécialistes, il pourrait aussi, en fonction des problématiques du moment, mobiliser des secteurs plus larges (aide au développement, éducation, etc.). Le patron de la DGSE, Nicolas Lerner, ne serait pas rétif à l'idée, comme d'autres conseillers sécuritaires. À l'Élysée, l'idée ne fait toutefois pas consensus, car entre la cellule diplomatique, la Coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme (CNRLT) et l'état-major particulier du président, beaucoup auraient à perdre de l'émergence d'une structure potentiellement aussi puissante.

À ce titre, une note de l'Institut Montaigne<sup>1</sup> de février 2025<sup>2</sup> a été lue avec attention à l'Élysée. Rédigée par l'ancien du ministère des Armées Jonathan Guiffard, elle envisage la création de ce CSN soit comme une sous-direction du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), soit comme une extension de la cellule diplomatique, qui se verrait ainsi dotée de moyens supplémentaires, ou enfin comme une création d'une entité *ad hoc*. Cette dernière option paraît onéreuse dans un contexte politico-budgétaire contraint.

**« C'est un sujet trop sérieux pour être  
laissé à des diplomates... »**

Disruptif dans l'âme, le président, pour le moment, écoute ces conseillers qui, à dix-huit mois de la quille, le relancent sur le sujet.

Mais il n'a pour l'instant pas pris de décision. Beaucoup doutent qu'Emmanuel Macron, plus que jamais affaibli politiquement et concentré sur les dossiers internationaux, ait l'énergie de se lancer dans une nouvelle réforme institutionnelle.

Néanmoins, pour les promoteurs du projet, force est de constater que des dossiers d'ampleur font les frais de l'architecture existante. Les nouvelles menaces hybrides, mélange de cyberattaques, de désinformation en ligne, de coups de billard diplomatiques déroutants, voire de coups de force armés, désarçonnent une présidence de la République bâtie autour de trois piliers relativement étanches. Un chef de l'état-major particulier (CEMP) qui fait remonter les informations et les désirs des armées, la cellule diplomatique logiquement branchée sur le Quai d'Orsay, et la coordination nationale du renseignement chargée du bulletin quotidien de renseignement (BQR) transmis au président et qui se veut courroie entre les différents services.

Les tensions récurrentes entre Fabien Mandon, le CEMP jusqu'à l'été dernier, et le conseiller diplomatique Emmanuel Bonne, qui a de ce fait déjà agité à plusieurs reprises le spectre de sa démission, illustrent les failles du système actuel : prévoir un déploiement de troupes militaires en Ukraine est-il du seul ressort du chef d'état-major particulier, sans consultation diplomatique, ou de celui de la diplomatie, sans validation des militaires ? De même, si la relation est fluide pendant trois ans entre Fabien Mandon et Pascal Mailhos, coordonnateur national du renseignement, on ne peut pas en dire autant de leurs prédécesseurs. Les familiers du palais gardent ainsi en mémoire les rapports houleux entre les coordonnateurs au renseignement Bernard Bajolet et le CEMP Benoît Puga, ainsi qu'entre le préfet Pierre de Bousquet de Florian et l'amiral Bernard Rogel.

Les militaires restent vent debout contre une telle idée de conseil de sécurité nationale (CSN). Un général en exercice s'emporte, voyant dans ce projet une manœuvre des hommes du Quai d'Orsay : « Le chef d'état-major particulier n'est pas là pour faire joli ! Il s'occupe de la dissuasion nucléaire auprès du président, ce n'est pas n'importe quoi. » En somme, « c'est un sujet trop sérieux pour être laissé à des diplomates... ». Ambiance.

# Épilogue

## « **Votre président parle bien, mais...** »

30 mai 2025, Singapour. Emmanuel Macron se fraie un chemin dans la foule encore éparse du Shangri-La Dialogue, un forum de sécurité organisé dans le palace éponyme, qui draine l'ensemble des communautés diplomatiques et militaires des pays intéressés par les enjeux asiatiques. Autour de lui, des journalistes de la presse française et son équipe papillonnent ; son conseiller diplomatique Emmanuel Bonne, accompagné de la directrice des relations internationales et stratégiques du ministère des Armées, Alice Rufo, le suivent de près. Plus loin, l'alors chef d'état-major particulier du président Fabien Mandon et Sébastien Lecornu, à l'époque ministre des Armées, dont les échanges impromptus avec ses homologues sont limités par sa maîtrise aléatoire de la langue anglaise. Le directeur de la DGSE, Nicolas Lerner, préfère de son côté multiplier les rendez-vous avec les maîtres-espions de la région, présents dans des alcôves fermées aux yeux indiscrets.

Le président français s'avance sur la grande scène de l'événement, dont il est l'invité d'honneur cette année. Son discours a été soigneusement préparé, les convives, des ministres de la Défense et des gradés de tous les pays de la région, prennent

progressivement place autour de tables impeccablement dressées. Dans la salle adjacente qui fait office de bar, un écran géant a été installé pour suivre le discours. Plus loin dans un autre amphithéâtre, on retrouve le même dispositif, mais la salle reste vide.

À la tribune, Emmanuel Macron entame un discours en anglais rappelant que la France est une puissance de la région, qu'elle veut s'y réinvestir et affirme vouloir y bâtir une nouvelle coalition de non-alignés, qui aurait à cœur le respect de l'ordre international, la nécessité de lutter contre le changement climatique, le respect des droits de l'homme et la passion du multilatéralisme.

Les chercheurs et diplomates écoutent attentivement. Mais un phénomène se forme parmi les généraux de la région : ils quittent peu à peu la salle, se retrouvent au bar. Certains continuent de regarder le discours et la séance de questions-réponses qui suit depuis l'écran géant de la salle adjacente. D'autres lèvent les yeux au ciel à chaque mention de *ruled based order* (ordre fondé sur des règles), de partenariat pour le climat, de droits de l'homme...

« Votre président parle bien, mais on n'est pas là pour entendre ça », confie un très haut gradé d'un pays du Sud-Est asiatique. Tous ont en tête la menace chinoise. Et la réaction américaine attendue, voire espérée. Un discours de ce type leur apparaît en complet décalage avec la situation politico-militaire actuelle : « Comme il l'a dit lui-même au début de son intervention, c'est un discours qu'il aurait dû faire ici en 2018 ! La situation a complètement changé, ce n'est plus l'époque des grands discours de diplomatie multilatérale... »

## Déphasage

Le télescopage entre le verbe présidentiel et la frénésie du lendemain matin illustre cette cruelle réalité. À 8 h 30, c'est le secrétaire à la Défense de Donald Trump, Pete Hegseth, qui doit s'exprimer. Trente minutes avant, toutes les salles, même celles vides le soir précédent pour le discours du président français, sont remplies à ras bord. L'auteur de ces lignes arrive à se frayer un chemin dans l'une d'elles et se retrouve coincé entre deux généraux, l'un vietnamien, l'autre malaisien, qui misent tout sur la sobriété de leur expression. Juste à côté, deux chercheurs-journalistes chinois, carnets de notes en main.

Dès l'entame du discours de Pete Hegseth, l'ambiance est posée : « L'Amérique est fière d'être de retour en Indopacifique et on est là pour rester. » Rapidement, le tacle survient : « Les États-Unis ne sont pas intéressés par une approche morale et prêchi-prêcha dans leur politique étrangère. Nous ne sommes pas là pour vous faire un prêche sur le changement climatique ou vos problèmes culturels ou sociétaux. »

Non, les États-Unis sont là pour endiguer la menace chinoise, citée pas moins de 27 fois dans son discours. « Et nous sommes là ce matin, et quelqu'un d'autre ne l'est pas », pointant l'absence inopinée du ministre chinois de la Défense, Dong Jun, pourtant annoncé à l'origine. Puis il égrène une longue « liste de courses » des programmes d'armements que les États-Unis sont prêts à mener avec chacun des pays de la région. Cela a le mérite de la précision, au détriment des envolées théoriques élyséennes.

Dans la salle, si les diplomates européens présents montrent leur inconfort, on peut voir discrètement, peu à peu, des généraux et amiraux vietnamiens, indiens, malaisiens, philippins, hocher de plus

en plus manifestement la tête. Le discours, à rebours de celui du président français, plaît. « C'est ce dont on a besoin », glisse un voisin, dans un monde plus brutal, où le droit international régresse.

Le monde a changé, les empires se réaffirment, les promoteurs du droit international jouent en défense. Et le président français ne peut plus rien y faire. Le verbe est beau, mais sans effet. Un haut cadre militaire d'un pays scandinave, croisé ce jour-là, enfonce le clou : « Il a tout de même dit beaucoup de choses au cours de son règne, mais a déçu quand il s'est agi d'agir. » De façon fortuite, son opinion rejoint celle d'un proche du renseignement ukrainien, rencontré début 2025. Ce que Paris fait aujourd'hui est très bien, « mais on n'oublie pas qui était là le premier jour de l'invasion, quand il fallait être là ». Paris n'y était pas, et a mis plusieurs années à changer son fusil d'épaule, tant l'Élysée ne voulait pas « humilier la Russie ». Encore aujourd'hui, la différence entre les mots présidentiels et les réels engagements sur le terrain reste en travers de la gorge des pays d'Europe de l'Est.

Cette incapacité est encore accentuée depuis la décision du président français de dissoudre l'Assemblée nationale, le 9 juin 2024. En interne, il a perdu la main. La politisation des affaires de renseignement perçue déjà au ministère de l'Intérieur sous Gérald Darmanin s'accroît. Notamment avec le prétendant des Républicains à la prochaine élection présidentielle de 2027, Bruno Retailleau, comme on a pu le voir avec l'Algérie ou s'agissant de l'entrisme des Frères musulmans en France.

Certes, Emmanuel Macron conserve son pré carré présidentiel, avec son jeune ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot et son ministre des Armées, devenu son Premier ministre, Sébastien Lecornu, qui aura su gagner la confiance des militaires. Ayant à cœur de mettre en musique la partition présidentielle en matière de

défense et de renseignement, cet amateur de chant grégorien a été appelé à Matignon le 9 septembre.

Mais sur la scène internationale, le crépuscule présidentiel est déjà entamé. Le dirigeant disruptif dans l'âme se voit de plus en plus condamné à observer les grandes manœuvres au Proche-Orient, en Asie, aux États-Unis, en Russie et jusqu'en Europe. Et ses espions n'y peuvent pas grand-chose.

## **Névroses françaises**

À l'inverse, le nouveau chancelier allemand, Friedrich Merz, très volontaire, est assis sur une montagne de cash, ce qui fera inéluctablement de l'Allemagne la première puissance militaire du continent, et donc du renseignement. Jadis *junior partner* face à la DGSE, son homologue du BND prend de plus en plus d'assurance. Les injections de dizaines de milliards d'euros commencent dans les projets de constellations de satellites espions, de capacités d'interceptions et de technologies d'intelligence artificielle appliquées à l'espionnage. Paris, jadis première puissance de renseignement géospatial d'Europe, ne peut pas suivre, peinant à dégager quelques centaines de millions d'euros pour ses investissements dans le domaine.

De l'autre côté de l'Atlantique, l'élection de Donald Trump a ouvert grand la voie à une nouvelle ère d'incertitudes, singulièrement pour les coopérations militaires et de renseignement. Les réticences de la nouvelle administration à armer et à fournir en renseignement l'Ukraine ont réveillé les questionnements névrotiques des sécuocrates français à l'égard de la puissance américaine. Et si les États-Unis faisaient de même avec l'Europe ?

Avec la France ? Et de ce fait, comment se sevrer de cet allié prépondérant depuis 1945 ?

Et ce, tout en s'y comparant sans cesse ? Pas un dirigeant de la DGSE qui ne succombe à un moment au besoin de se comparer publiquement à la CIA. Les ordres de grandeur sont pourtant sans commune mesure : quand la DGSE, service intégrant plusieurs compétences en interne, dépasse le milliard d'euros de budget, celui cumulé de la CIA et des agences répondant aux mêmes besoins extérieurs (imagerie, interceptions) dépasse les 50 milliards de dollars. De même, pour la seule fonction – support – de l'imagerie spatiale, les États-Unis disposent de près de 20 000 employés directs, sans compter les prestataires... soit l'équivalent de l'entièreté de la communauté française du renseignement.

Face aux fanfaronnades et menaces trumpiennes, l'Élysée cherche la parade pour s'affranchir des dépendances les plus manifestes aux États-Unis. Une volonté réaffirmée lors de la parution de la *Revue nationale stratégique*, le 14 juillet 2025. Mais le renseignement français dépend toujours grandement des coopérations et des matériels venus de Washington. En matière de données antiterroristes, la DGSI reste sous perfusion américaine. Pour les arcs de crise, les armées comptent aussi beaucoup sur Washington. Sur certains segments, notamment dans le renseignement depuis l'espace et le traitement de données de masse, le concours technologique américain paraît inéluctable. D'autant plus que les investissements français apparaissent toujours plus contraints.

À titre d'exemple, l'Élysée a lancé dès 2018 un vaste chantier pour que le renseignement intérieur français se débarrasse du logiciel d'analyse de données de la société américaine Palantir, proche de la communauté américaine du renseignement. Cette

plateforme est depuis 2016 la pierre angulaire des capacités d'enquêtes antiterroristes de la DGSI et a fait entrer le service dans le monde de la tech. Sept ans après, l'alternative française n'est pas encore au point. Un champion français s'est créé pour ce faire, Chapsvision, mais son logiciel ne devrait entrer en fonction à la DGSI qu'en 2027, soit à la fin des deux quinquennats d'Emmanuel Macron, si tout se passe sans accroc.

Après huit ans à son poste, Emmanuel Macron connaît ces sujets sur le bout des doigts, ce qui impressionne même des ministres n'appartenant pas à sa famille politique. Ainsi Bruno Retailleau a-t-il confié à certains interlocuteurs être surpris de la « maîtrise des dossiers » régaliens par le chef de l'État. Néanmoins, ce dernier n'a plus la main. Il ne peut plus se fier qu'à sa propre intelligence. Un ancien, longtemps l'un des plus fidèles du président, se rappelle un conseil de défense récent : « Le président a parlé deux heures du thème du jour pour en dire tout ce qu'il en pensait, son analyse de la situation, puis a fini en demandant : "Proposez-moi des options." Mais donc à partir de son constat, qui n'était déjà pas exact selon nous. Du coup, comment voulez-vous faire ? Vous devez proposer des options d'action à partir d'une analyse qui ne correspond pas à nos propres remontées. C'est un peu le monde à l'envers. »

## **Le sourire du président**

Cette croyance en son analyse amène aussi un fonctionnement en termes de ressources humaines très particulier. S'il aime la matière, il apprécie moins les personnels issus du sérail. Il est notable de constater qu'il n'a jamais nommé un fonctionnaire issu du renseignement à la tête des grands services, mais a préféré se

reposer sur les diplomates – un peu – et sur les préfets – beaucoup. Si le président s'affirme comme « darwiniste », il privilégie surtout la stabilité et la confiance, au détriment parfois de l'efficacité, préférant conserver des mois des cadres désavoués mais fidèles auprès de lui plutôt que d'injecter du sang neuf.

Et lorsque « l'intendance ne suit pas » après son arbitrage, comme on l'entend souvent à l'Élysée, c'est la faute d'une administration éléphantinesque, non d'une inconstance dans les priorités du sommet de l'État. On l'a vu, le Plan national d'orientation du renseignement, censé graver dans le marbre sur plusieurs années les priorités des services secrets, ne cesse en réalité d'être modifié en réaction à une actualité qui en chasse une autre. Ainsi, le Maroc apparaît puis disparaît sans crier gare des priorités, l'Iran remonte soudainement en haut de la pile, tandis que la menace chinoise fluctue en fonction des impératifs financiers du pays.

Néanmoins, si l'instabilité du monde brouille l'héritage diplomatique d'Emmanuel Macron, son bilan institutionnel est en revanche substantiel : réforme d'une coordination nationale du renseignement à l'Élysée qui a multiplié par six ses effectifs, institutionnalisation du conseil de défense, augmentation des budgets et des effectifs des services de renseignement... Mais, surtout, la pierre ne ment pas : il restera celui qui aura doté les deux grands services – DGSE et DGSI – de nouveaux sièges flambant neufs, bardés de nouvelles technologies, respectivement à Vincennes et à Saint-Ouen. Ce, au risque de surcoûts déjà constatés.

Ces huit ans de pouvoir ont-ils fait finalement d'Emmanuel Macron un grand maître-espion ? Un homme avait perçu dès l'origine cet enjeu : le patron de la DGSE sous François Hollande, Bernard Bajolet. À l'issue du premier conseil de défense de l'ère Macron, en mai 2017, ce dernier avait déclaré au chef de l'État que s'il exerçait

le pouvoir comme il l'avait conquis, il serait un grand président. Et un fin stratège du renseignement. Lorsque Bernard Bajolet lui avait fait sa prophétie, il n'avait reçu pour seule réponse qu'un sourire.

# Remerciements

Nos remerciements à toutes les personnes qui ont accepté, au fil des ans, de nous raconter de l'intérieur, ou depuis un point de vue étranger, le fonctionnement du renseignement sous la présidence d'Emmanuel Macron. Si l'immense majorité d'entre elles a souhaité ne pas apparaître dans ce livre, pour d'évidentes raisons de sécurité, grâce leur soit tout de même rendue ici, du plus flamboyant maître-espion au plus humble analyste. Ce n'est pas parce qu'un remerciement est anonyme qu'il n'en est pas moins sincère.

Merci également aux dirigeants et confrères d'Indigo Publications, éditeur d'*Intelligence Online*, de nous avoir laissé l'opportunité d'enquêter sur ce sujet.

Merci enfin infiniment à nos éditrices, Sylvie Delassus et Solenne Pinault-Leclerc, d'avoir accepté notre idée puis d'avoir travaillé d'arrache-pied dans la torpeur estivale pour voir aboutir le présent ouvrage.

## DES MÊMES AUTEURS

### **Antoine Izambard**

*France-Chine, les liaisons dangereuses*, Paris, Stock, 2019.

*Trahisons à la DGSE. Révélation sur le vrai Bureau des légendes*, avec Franck Renaud, Paris, Stock, 2022.

*Dans l'œil du FSB*, avec Jean-Michel Cosnuau, Paris, Le Seuil, 2023.

### **Pierre Gastineau**

*Armes de déstabilisation massive*, avec Philippe Vasset, Paris, Fayard, 2017.

*Conversations secrètes. Le monde des espions*, avec Philippe Vasset, Paris, Fayard, 2020.

Retrouvez toute l'actualité des éditions Albin Michel  
sur notre site [albin-michel.fr](http://albin-michel.fr)  
et suivez-nous sur les réseaux sociaux.  
Instagram : [editionsalbinmichel](https://www.instagram.com/editionsalbinmichel)  
Facebook : [Éditions Albin Michel](https://www.facebook.com/Éditions-Albin-Michel)  
YouTube : [Editions Albin Michel](https://www.youtube.com/Editions-Albin-Michel)

# TABLE DES MATIÈRES

Titre

Copyright

Abréviations et sigles

Prologue

1. - Le président qui aimait les espions

*Féru du Bureau des légendes*

*L'ex-banquier d'affaires qui comprend les espions*

*« Dédiplomatiez-moi tout ça ! »*

*Les téléphones bannis des conseils de défense*

*Colère présidentielle*

2. - Monsieur Paul

*Trois ans de négociations secrètes*

*« Who the hell is Paul Soler ? »*

*La rencontre qui change tout*

*Coup libyen*

*Au cœur du chaudron ukrainien*

*Otages à Gaza*

3. - L'échec russe du président

*La stratégie de Brégançon*

*« On était chez les fous »*

*« Pas un agent de la DGSE qui considère que la Russie n'est pas une menace »*

*Escalade « anglo-saxonne » contre retenue continentale*

*« L'Élysée voulait du sang sur les murs »*

*Renseignement militaire traumatisé*

*La DGSE rappelle ses russophones en vacances*

#### 4. - Revers africains

*Une idylle entre l'Élysée et la DGSE qui vire au cauchemar*

*Dominos sahéliens*

*L'Élysée ne veut pas appuyer sur le bouton*

*Tête-à-queue au pays des gorilles*

*Bilan nocturne*

*Les espions ukrainiens demandent l'aide de Paris*

#### 5. - DGSE contre Wagner : la traque

*Des geeks en Afrique*

*La DGSE se met à troller les trolls*

*Le déni plausible vole en éclats*

#### 6. - Les trois mousquetaires

*Un préfet blanchi sous le harnais pour ne pas revivre la guerre des services*

*Big bang à la DGSI*

*D'Artagnan*

#### 7. - La chute d'un maître-espion

*À deux mois du record de longévité*

*Visiteur clandestin de Nasrallah*

*« Je ne peux pas dire ça au président ! »*

8. - « Écoterrorisme », « ultragauche »... Un renseignement très politique

*Le renseignement territorial charge à tort l'ultragauche*

*La croisade de Darmanin contre l'écoterrorisme*

*Matignon contre Beauvau*

*Des fuites dans la presse qui agacent la DGSI*

*Les Gilets jaunes suivis de près à l'Élysée*

9. - L'Iran, le dossier radioactif de l'Élysée

*La cyberattaque secrète lors des Jeux olympiques*

*Un président sensible à la question*

*La sénatrice française et l'espion iranien*

*« Le président veut de l'entrave »*

10. - L'espionnage économique, passion « macronienne »

*La « salle blanche » secrète de Bercy*

*La guerre économique fait la une des médias*

*Le coup de chaud de l'été 2013*

*Le gendarme des services secrets tempère la DGSE*

11. - Pékin dans la mire élyséenne

*Raffarin mis en garde*

*Un conseiller très lié à Pékin en Polynésie*

*Les grandes oreilles chinoises dans la région toulousaine*

*Les plans secrets avortés face à la Chine*

*Un conseiller élyséen critiqué*

12. - Le Maroc plutôt que l'Algérie

*La plus grande crise depuis 1962*

*La guerre des espions*

*Rabat, meilleur allié qu'Alger en renseignement ?*

13. - Le président influenceur

*Benalla et l'escadron de la mort*

*Le Rafale pris dans la guerre informationnelle indo-pakistanaise*

*L'Élysée valide l'exfiltration d'un repentir de Wagner*

*Le coup de sang de la Maison-Blanche contre l'Élysée*

14. - La dernière réforme ?

*Le serpent de mer du conseil de sécurité à l'américaine*

*« C'est un sujet trop sérieux pour être laissé à des diplomates... »*

Épilogue

*« Votre président parle bien, mais... »*

*Déphasage*

*Névroses françaises*

*Le sourire du président*

Remerciements

---

1. Cet ouvrage comprend de nombreuses informations inédites et reprend également des éléments qui ont été publiés dans la série « Macron, maître-espion », publiée entre le 31 mars et le 8 avril 2025 par les deux auteurs sur le site d'enquête sur le renseignement *Intelligence Online*.

- 
1. Affaire politique qui, sous François Mitterrand, avait révélé les errements d'une cellule antiterroriste basée à l'Élysée.
  2. La communauté française du renseignement est composée de six principaux services dits du « premier cercle » : DGSE, DGSI, DRM, DRSD, Tracfin (chargé de l'antiblanchiment) et DNRED, qui est spécialisée dans le renseignement douanier. À côté, coexiste un « second cercle » comprenant des services dont le renseignement ne constitue qu'une partie des missions ou qui font partie d'une administration dont la mission dépasse le seul renseignement. Il s'agit de la Direction nationale du renseignement territorial (DNRT), de la Direction du renseignement de la préfecture de police de Paris (DRPP), de la Sous-direction de l'anticipation opérationnelle (SDAO) et du Service national du renseignement pénitentiaire (SNRP).
  3. Lié à François Mitterrand, cet industriel lyonnais, ancien collaborateur du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), ancêtre de la DGSE, a été l'un des plus proches conseillers de François Mitterrand à l'Élysée. Il s'est suicidé en 1994.
  4. « Monsieur Afrique » des présidents de la République de 1960 à 1974 et proche des services secrets français.

---

1. <https://www.intelligenceonline.fr/renseignement-d-etat/2022/03/07/comment-paris-a-prepare-ses-services-de-renseignement-a-l-offensive-russe,109738125-art>

- 
1. Opération militaire de l'armée française au Sahel et au Sahara visant à lutter contre les groupes djihadistes locaux. L'Élysée y met fin le 9 novembre 2022.
  2. Il s'agit de l'opération militaire lancée par la France en janvier 2013 pour bloquer la progression des groupes djihadistes au Mali. Elle sera remplacée un an plus tard par l'opération Barkhane.
  3. Cet épisode a été raconté en détail par deux journalistes spécialisés sur le continent, Joan Tilouine et Paul Deutschmann, dans la revue *XXI* : <https://revue21.fr/article/anatomie-dune-debacle-francaise-au-niger/>
  4. Voir article publié dans *Intelligence Online* : <https://www.intelligenceonline.fr/renseignement-d-etat/2025/02/17/l-audacieux-plan-du-renseignement-ukrainien-pour-renverser-les-regimes-pro-russes-d-afrique,110376486-eve>

- 
1. Russia Today, ou RT, est la chaîne de télévision d'État russe, très active à l'étranger pour diffuser des éléments de la propagande du pays.
  2. Voice of America est le service de diffusion internationale par radio et télévision du gouvernement américain.
  3. <https://www.lopinion.fr/international/mutinerie-de-wagner-la-dgse-savait>

---

1. La DST a fusionné en 2008 avec les Renseignements généraux pour donner naissance à la DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur), transformée en DGSI en 2014.

---

1. Directeur de la DGSE de 2013 à 2017.

2. <https://www.latribune.fr/economie/international/jean-yves-le-drian-il-faut-parler-au-hezbollah-1008848.html>

---

1. Voir article publié par *La Lettre* : [https://www.lalettre.fr/fr/politique\\_elysee-matignon/2023/06/02/elisabeth-borne-et-gerald-darmanin-s-opposent-sur-l-espionnage-des-activistes-ecologistes,109979730-evl](https://www.lalettre.fr/fr/politique_elysee-matignon/2023/06/02/elisabeth-borne-et-gerald-darmanin-s-opposent-sur-l-espionnage-des-activistes-ecologistes,109979730-evl)

2. Françoise Bilancini et Maryvonne Le Brignonen ont respectivement tenu les rênes de la Direction du renseignement de la préfecture de police de Paris (DRPP) et du service antiblanchiment de Bercy, Tracfin. Plus récemment, Céline Berthon, numéro deux de la Direction générale de la police nationale (DGPN) a été nommée fin 2023 à la tête de la DGSI où elle a remplacé Nicolas Lerner.

---

1. <https://www.mediapart.fr/journal/international/141124/selon-la-dgsi-l-iran-cible-les-athletes-israeliens-durant-les-jeux-olympiques>

2. Le Corps des gardiens de la révolution islamique est une organisation paramilitaire de la République islamique d'Iran, dépendant directement du guide suprême de la révolution, le chef de l'État iranien.

3. Voir le documentaire *Le piège, exécution du fils d'un mollah*, de la réalisatrice Nahid Persson, diffusé sur Arte en 2023.

4. <https://www.leparisien.fr/politique/sebastien-lecornu-liran-dispose-bien-des-differentes-pieces-pour-faire-une-bombe-nucleaire-21-06-2025-LW34TRYKWFAEBLM3SHSI5CHKA4.php>

---

1. <https://www.intelligenceonline.fr/grands-contrats/2024/10/04/course-aux-sous-marins-appels-d-offres-qui-fuient-et-dgse-aux-aguets--les-deboires-de-naval-group-aux-philippines,110312034-eve>

2. Voir [ici](#).

3. <https://www.lexpress.fr/societe/cest-un-quai-dorsay-une-dgse-occulte-ladit-ces-agents-tres-secrets-au-service-du-cac-40-G4NJYBWK45CXRBYHXZCD2N3KOY/?auth=94d43b3253>

---

1. <https://www.intelligenceonline.fr/surveillance--interception/2025/06/12/la-mysterieuse-perte-d-un-satellite-d-airbus-vendu-a-l-azerbaïdjan,110464398-eve>

2. Qui présente deux visages, deux faces, deux aspects, antinomiques, contradictoires, en référence au dieu romain de l'Antiquité, Janus.

3. Voir *Trahisons à la DGSE*, Antoine Izambard et Franck Renaud, Stock, 2022.

4. Lire à ce propos l'article du *Canard enchaîné* : <https://www.lecanardenchaine.fr/defense/153-le-contre-espionnage-persecute-des-conseillers-de-macron>

- 
1. <https://www.leparisien.fr/faits-divers/un-fonctionnaire-de-bercy-mis-en-examen-pour-espionnage-au-profit-de-lalgerie-12-03-2025-S36A7UBXPFCPCIIYYMRRKDZIQU.php?ts=1741943518704>
  2. <https://www.intelligenceonline.fr/renseignement-d-etat/2025/03/17/les-services-secrets-algeriens-en-mission-de-recrutement-en-france,110387711-art>
  3. <https://www.lexpressiondz.com/nationale/le-gout-de-la-provocation-dans-les-veines-392785>

---

1. À partir de la fin 2023, l'ambassadeur Olivier Decottignies a été accusé par des comptes X pro-Azerbaïdjan de porter une perruque. Vérification faite, il s'agit bien de son réel cuir chevelu.

2. [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/11/21/les-confessions-d-un-troll-repent-de-wagner-en-centrafrique\\_6406305\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/11/21/les-confessions-d-un-troll-repent-de-wagner-en-centrafrique_6406305_3212.html)

3. <https://www.washingtonpost.com/world/2023/12/30/france-russia-interference-far-right/>

---

1. L'Institut Montaigne est un *think tank* français qui défend le libéralisme. Créé en 2000 par l'homme d'affaires Claude Bébéar, et présidé depuis 2015 par Henri de La Croix de Castries, il est financé par plusieurs grandes entreprises.

2. <https://www.institutmontaigne.org/publications/pour-une-administration-strategique-de-notre-securite-nationale>